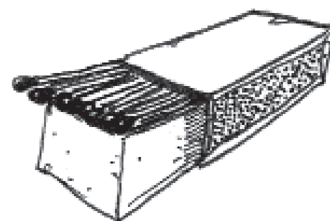
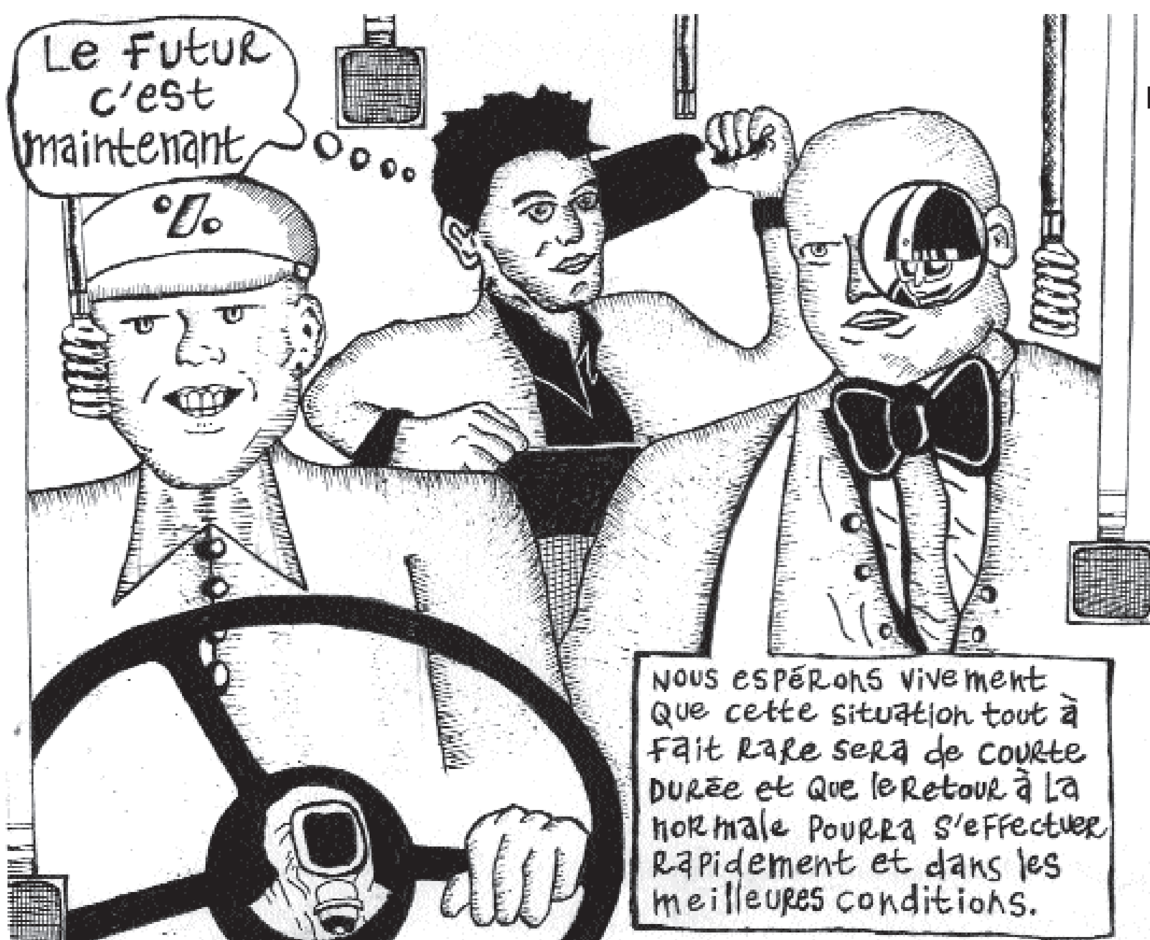
VIDANGE





Contre le commissariat équitable

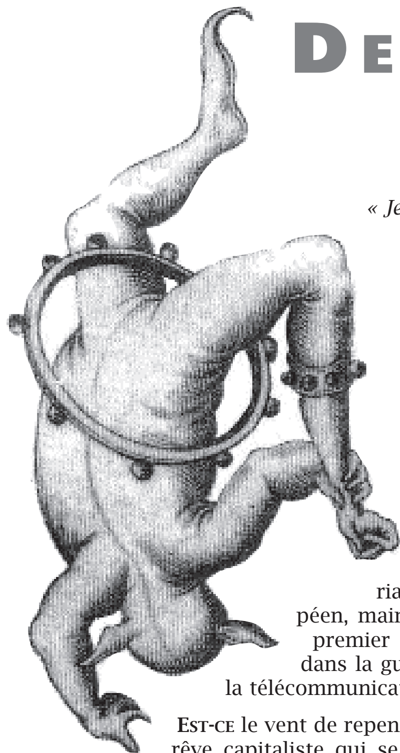
Juin 2004 : le conseil de quartier du XIIIème arrondissement de Paris (encore un coup des socialos pour mettre en place la démocratie participative à la Lula) apprend avec effarement que la préfecture de police a décidé l'implantation d'un énième commissariat. L'ouverture est prévue pour septembre et la construction déjà bien avancée. Les citoyens sont scandalisés : comment ? on ne nous a pas consultés sur l'une des conséquences de taille de ce projet, la mise en double-sens de notre bonne vieille rue Albert! La réaction est prompte et à la mesure de l'émoi suscité par l'événement. Immédiatement une pétition est affichée chez les commerçants tandis qu'une banderole et des affichettes aux fenêtres des bunkers proclament énergiquement NON! Le quartier est en effervescence : mais comment allons nous nous garer ? Et les gamins qui sortent de l'école ? Et toute cette pollution. Au cours d'un rassemblement journalistes et mômes sont rameutés pour scander de concert « non, à la mise en double-sens de la rue Albert! ». La mobilisation se termine bien entendu de manière conviviale tous ensemble autour d'un repas de quartier. Dans le même temps a été collé le tract ci-dessous

L'implantation d'un nouveau commissariat au 71, rue Albert suscite des réactions pour le moins étonnantes. Il semble que les effets redoutés se réduisent à des nuisances olfactives et sonores et voilà qu'un rassemblement est proposé pour s'opposer ... à la mise en double-sens de la rue Albert. Réaction de petits commerçants qui ne voient là qu'un empêchement au vendre et consommer en rond ou de citoyens modèles qui aimeraient tant vivre la ville « tranquillement ». Ce sont les mêmes qui réclament plus de sécurité, qui sont pour les digicodes et les caméras, qui surveillent et balancent à l'occasion.

Pour notre part, si le bruit des sirènes nous empêche de dormir, c'est parce qu'il nous interdit la rue, parce qu'il punit tout regroupement de personnes suspect, parce qu'il fait la chasse aux immigrés, parce qu'il transporte chaque jour, chaque nuit des individus des cubes de béton à la case prison. Un commissariat est en soi insupportable et il n'existe aucun moyen d'« aménager » cette ville que la vie déserte pas plus qu'on ne pourra jamais « humaniser » le capitalisme qui façonne nos rues comme nos existences pour mieux les rentabiliser et les contrôler. Car ce nouveau commissariat rue Albert s'inscrit dans le plan de rénovation urbaine, privée ou publique, qui depuis des années s'est attaqué à la restructuration du quartier. Les squatteurs sont expulsés, les espaces improductifs détruits, partout on voit fleurir les panneaux de l'Opac ou de la Semapa et les fameux espaces verts dont on nous rebat les oreilles sont ornés de grilles et d'interdictions quand ils ne sont pas agrémentés de gardiens en uniformes.

Parce que notre rage ne se satisfera pas d'une amélioration du quartier où s'entassent l'ennui et la misère et où les cages toujours plus hautes ne nous laissent que des lambeaux de ciel et des rues quadrillées. Parce que nous ne supportons pas davantage les flics à pied, à vélo, à cheval qu'en voiture. Parce qu'aucune pétition ne résoudra jamais quoi que ce soit, parce que conseils de quartier, mairie et préfecture marchent main dans la main, parce que nous ne demandons pas à être consultés sur des choix qui ne sont pas les nôtres, attaquons tous azimuts et avec nos propres formes tout ce qui, au quotidien, nous empêche de vivre.

Des coeurs battants sous le béton



DE PASSAGE

« J'appartiens à la race de l'exil.
Là, d'où l'on ne peut-être chassé,
est mon royaume. »
« Je parle souvent comme un oiseau qui,
à trop prendre d'envol,
n'a jamais retrouvé
le chemin de la terre.
D'où cette nostalgie du sol
qui fut familier
et cette révolte contre un espace
dont on est las de se nourrir. »
Monique Apple

LES VAMPIRES, les crevards, les escrocs, voilà que ces raclures de patrons s'entichent d'un ex-"terroriste" qu'a viré sa cuti.

VOILÀ que le tortionnaire anti-impérialiste libyen arrive en allié pro-européen, main dans la main avec le chef mafieux premier ministre italien. L'un a fait carrière dans la guerre anti-impérialiste et l'autre dans la télécommunication.

EST-CE le vent de repente qui souffle SUR LA LIBYE OU EST-CE un rêve capitaliste qui se réalise ? Peut-être les liens médiatiques et politiques qui ont trimbalé Berlusconi depuis vingt ans du Maroc en Arabie lui ont ouvert de sacrées perspectives.

LE MARCHÉ est ouvert, c'est la ruée pour acheter et vendre des caméras de surveillance à infra-rouge, des clôtures infranchissables, des hélico modernes et surarmés et la création d'un centre de rétention.

KHADAFI n'a jamais été aussi messianique pour l'occident qu'aujourd'hui.

COMME la France s'est acoquinée avec l'Algérie, l'Espagne avec le Maroc, l'Allemagne avec la Pologne pour repousser les barrières de Schengen, diverses techniques de répressions se développent contre les migrants sans le sou : des visas délivrés au compte goutte, des quotas déterminés par les pays forts et riches à leurs anciennes tutelles involontaires (colonies, protectorats, annexions...), des centres de rétention créés dans les pays de départ qui acceptent l'ingérence de ces politiques d'empire sous prétexte d'une avancée économique.

BERLUSCONI place en Khadafi sa confiance et ses contrats pour un grand projet : des travaux publics aux communications, en passant par l'armement.

LA BÊTE noire des Etats-Unis est ainsi entrée dans les rangs costumés des chefs d'entreprise troquant son treillis contre un costard trois pièces (un playmobil, quoi !).

TOUT se négocie, tout se vend, s'achète, se marchande ; ici on vend des armes, là on en interdit d'autres (enfin officiellement), celles à destruction massive.

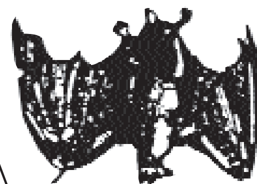
ICI on ouvre les frontières économiques, là on érige de nouveaux camps de rétention qui résonnent comme un cauchemar des jours anciens ; pourtant n'est-ce pas la pure réalité ? L'accueil des migrants avides d'eldorado n'a jamais été celui décerné par les hôtesses des aéroports, dont la qualité est pourtant contestée par des touristes en mal de caresses et de léchage de bottes.

IL n'y aurait pas assez de sourires ni de welcome aux aéroports de Roissy.

ROISSY et son Mesnil Amelot, et ses vigiles africains et ses flics tortionnaires et ses travailleurs sous-traités ; Roissy qui transpire la haine aseptisée et la honte camouflée scintille pour les riches arrivants. Des témoignages parfois transpercent le tissu de mensonges qui recouvre nos murs et parfois les visages, comme celui de cette jeune femme qui par sa force m'a soulevée de colère et de joie; elle et sa famille parties du Soudan ou de Somalie jusqu'en Libye dans l'attente d'un nouveau périple vers les côtes italiennes. Ce pays de transit fut par elle décrit comme une terre où le racisme et la violence règnent autant qu'en Europe, où des cerbères armés et bureaucratiques poussent, repoussent et écrasent des milliers d'individuEs. Le travail d'esclave payé de coups de bâton n'est-il pas remplacé ici par des violences plus implicites et sournoises car qui effacent l'individuE par la force de la misère et de l'autocensure ; la peur au ventre ici ou là n'est que le reflet d'une vie en suspens.

Un éternelle migrante

17 avril 2004, campagne contre les centres de rétention



Plusieurs manifs ont eu lieu : à Lille jusqu'au centre de rétention qui se trouve aux abords de l'aéroport de Lille-Lesquin, à Lyon devant le CRA (centre de rétention administrative) de l'aéroport, à Colombier-Saugnieu ; dans Palaiseau, des affiches ont été collées contre la construction d'un nouveau centre.

4 mai 2004, occupation du chantier d'un centre de rétention à Palaiseau

une grue occupée = un chantier bloqué



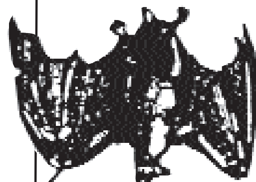
Ce matin, mardi 4 mai 2004, à Palaiseau, une cinquantaine de personnes ont investi le chantier du centre de rétention dont le maître d'oeuvre est OF Equipement (filiale de Bouygues, qui construit nombre de lieux d'enfermements). Une dizaine d'occupants se sont installés dans la grue avec vivres et couvertures tandis que les autres occupaient le chantier. Deux grandes banderoles ont été accrochées sur la grue : « non aux centres de rétention » et « non à toutes les prisons ». Toutes les livraisons du jour ont été bloquées les ouvriers ont cessé de travailler. Ils ont apparemment apprécié l'initiative et le jour chômé.

Au bout d'une heure et demi, après s'être fait évacués du chantier, les occupants du terrain sont partis dans Palaiseau pour diffuser le communiqué initial et appeler à se rassembler à 18 h pour manifester contre le centre. Leurs divers lieux d'intervention leur ont permis de susciter des discussions avec des passants, des riverains et même des élèves et professeurs des lycées locaux. Ils se sont également manifestés à plusieurs reprises devant le chantier.

Les occupants de la grue sont restés installés pendant onze heures jusqu'à ce que, juste avant le rassemblement de solidarité prévu, le RAID les en déloge. Ils ont été entendus au commissariat de Palaiseau pour « dégradation de biens privés » et « entrave à la liberté du travail », puis relâchés au bout d'une petite heure par les responsables du commissariat, qui souhaitaient sans doute ainsi mettre un terme à l'agitation. Quelque soixante-dix personnes, dont beaucoup de palaisiens, s'étaient en effet rassemblées devant le commissariat pour exiger leur libération.

La campagne locale menée depuis trois ans, a permis de retarder le chantier pendant plus d'un an, jusqu'à janvier 2004. Maintenant que les travaux sont commencés, ils nous appartient de trouver le moyen de les bloquer. Occuper cette grue a été un moyen d'y parvenir pendant une journée et de désorganiser l'avancement des travaux.

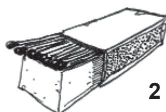
Le développement de la politique sécuritaire implique la construction de lieux d'enfermements : les chantiers de prisons et de centres de rétention se multiplient. Donnons-nous le moyen de les mettre en échec. La pertinence de notre action résidait dans le fait que bloquer le chantier retarde l'avancée des travaux et permet de nouer ou renouer des liens avec ceux qui veulent s'opposer concrètement à ce projet.



Les éventuelles poursuites donneront lieu à de nouvelles mobilisations.

A Palaiseau comme ailleurs, reprenons l'offensive !

le 4 mai 2004,
Les occupants du chantier de Palaiseau



27 août 2004, détournement d'avion au cours d'une expulsion

Le 27 août, une quinzaine des 76 Erythréens expulsés de Libye détournent l'avion militaire où ils étaient embarqués et obligent les soldats, sous la menace d'un ouvre-boîte, de deux briquets et de trois lames de rasoir, à atterrir à Khartoum (Soudan). L'ensemble des Erytréens y demandent l'asile. Les 15 accusés du détournement sont jugés quelques jours plus tard et condamnés à 5 ans de prison au Soudan avant d'être expulsés. Le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies doit statuer sur le sort des 61 autres.



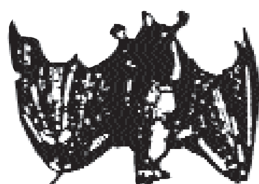


Quelques évasions de centres de rétention (parmi d'autres) :

Le 3 janvier 2004, huit sans-papiers se sont évadés du centre de rétention d'Arenc à Marseille après avoir creusé un trou sous une fenêtre du centre. Ils ont ensuite disparu dans l'enceinte du port. Le 3 mars, du mobilier y est détruit au cours d'une émeute faisant suite à la mise en isolement d'un des leurs.

En avril 2004, deux Roumains s'évadent du centre de rétention situé au sein du commissariat de Bobigny. Malgré les rondes et les caméras de vidéosurveilance, ils sont parvenus à démonter la fenêtre de la cellule et à sauter par-dessus la clôture. Trois autres sans-papiers s'en étaient déjà enfuis le mois précédent.

Le 25 octobre 2004, cinq personnes se sont enfuies du centre de rétention de Choisy-le Roi, apparemment après avoir piqué les clefs d'un gardien. Bonne route !



30 août 2004 : actions contre le groupe Accor à Berlin (Allemagne)

Il y a des hôtels de ce groupe dans notre coin... ça donne des idées.

La nuit du 30 au 31 août, plusieurs hôtels de Berlin appartenant au groupe Accor ont été tagués ou attaqués à coup de pierres. Ce trust a été visé, car il fournit à la fois des plateaux repas pour les taulards et des places de rétention pour les sans-papiers. Par ailleurs, un conflit social a opposé le personnel de nettoyage à la direction de différents hôtels en France (Arcade, Ibis, Mercure, Novotel, Etap, Sofitel, Formule1 etc.).

Actuellement, se déroule à Berlin un "Anti-Lager-Tour" (campagne contre les camps de rétention), un projet anti-raciste de protestation contre ceux qui profitent du racisme pour faire un chiffre d'affaires énorme. En 1999, des actions ont eu lieu en France contre la chaîne d'hôtel IBIS, pour protester contre la location de bâtiments au ministère de l'intérieur comme zones d'attente. L'entreprise Wagon-Lits-Travel, qui réserve des places dans les trains et les avions pour les expulsions, avait aussi été attaquée. En Allemagne, Accor participe au système de tickets pour réfugiés. (Les allocations ne sont plus versées en liquide mais sous forme de bons d'achats utilisables dans un petit nombre de magasins).



Ca ne passera pas !

Alors qu'on voudrait nous faire croire que l'aide aux sans-papiers est forcément lucrative et le fait de réseaux de passeurs mafieux, les poursuites se multiplient à l'encontre d'individuEs pour « aide au séjour de personnes en situation irrégulière », « en bande organisée » ou pas. A titre d'exemples, plus ou moins médiatisés, le 19 août 2004, avait lieu le procès de sept « passeurs » irakiens et deux « militants » qui avaient hébergé des sans-papiers à Sangatte. Le 9 juin, deux autres personnes étaient mises en examen pour avoir distribué de la nourriture dans un squat. Les peines encourues (jusqu'à 10 ans de taule) ont récemment encore été accrues par la loi Sarkosy de 2003, même si l'ordonnance de 1945 faisait déjà de la solidarité un délit. Que les complicités se développent !

Et alors ?

Une transcription radio donnée comme parfaitement authentique par la presse canadienne a fait le tour du monde. Il s'agit d'un dialogue, en 1995, entre un navire US et une station côtière canadienne à hauteur de Newfoundland.

L'officier US : Veuillez vous dérouter de 15 degrés nord pour éviter une collision. A vous.
La station : Veuillez plutôt vous dérouter de 15 degrés sud pour éviter une collision. A vous.
L'officier US : Ici le capitaine d'un navire des forces navales américaines. Je répète : Veuillez modifier votre cap. A vous.
La station : Non, veuillez vous dérouter je vous prie. A vous.
L'officier US : Ici le porte-avions *US Lincoln*, le second navire en importance de la flotte navale des Etats-Unis d'Amérique. Nous sommes accompagnés par trois destroyers, trois croiseurs et un nombre important de navires d'escorte. Je vous demande de dévier de votre route de 15 degrés nord ou bien des mesures contraignantes vont être prises pour assurer la sécurité de notre navire. A vous.
La station : Ici, c'est un phare. A vous.

Rouge Sacré-Coeur

Le 19 juillet 2004, de la peinture rouge a été répandue sur l'un des dômes du Sacré-Coeur (Paris), passant par hasard, j'ai trouvé ce communiqué par terre...

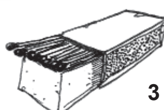
« Il y a plus d'un siècle, la république fêtait l'assassinat de dizaine de milliers de communards en érigeant le sacré-coeur. Aujourd'hui, en période de la fête anniversaire de la prise de la bastille, l'Etat célèbre l'enfermement de 65 000 prisonniers et prisonnières. Le sang que nous avons déversé sur la coupole du sacré coeur rappelle qu'on meurt à petit feu tous les jours dans les prisons françaises, que les Quartiers de Haute sécurité et les Quartiers d'isolement n'ont toujours pas été supprimés, que les peines administrées par les tribunaux sont toujours plus longues et que la loi promulgue toujours plus d'interdits, et que pour imposer la précarité, l'Etat construit encore de nouvelles prisons.

Fermeture des mitards et des quartiers d'isolement Abolition des longues peines Libération des prisonniers malades Suppression des ERIS Ouverture des portes en Centrale Non à la construction de nouvelles prisons Application des aménagements de peines (conditionnelles, permissions...).

La Canaille »

Ca sent le sapin

Une méga bousculade a eu lieu le 2 septembre à l'occasion de l'ouverture d'un magos Ikéa à Djeddah, en Arabie Saoudite. Ce magasin de meubles de merde qui sous-traite les taulards, avait promis 150 dollars en bons d'achat aux 50 premiers clients. 20 000 personnes se sont pointées, provoquant une immense bousculade, avec 3 morts par piétinement, 20 personnes qui ont dû être réanimées et une quinzaine de blessés. Bienvenue dans le monde IKEA.



PARCE QUE ÇA COMMENCE À L'ÉCOLE, COMMENCE PAR CRAMER TON ÉCOLE. (DÉPÊCHE, Y' EN AURA PAS POUR TOUT LE MONDE)

Ce monde c'est de la merde. C'est pas la première ni la dernière fois qu'on le dira. A bas l'état, le travail, le citoyennisme, le spectacle, l'abrutissement de masse, la vigilisation des espaces et des esprits, l'uniformisation de tout, des comportements, des relations, les enfermements, la généralisation des moyens de contrôle, de surveillance, de répression (etc, etc ...). Si on en est là, c'est qu'existe, parmi tant d'autres horreurs étatiques, l'ECOLE, l'éducation nationale, l'institution scolaire. L'école, avec la famille, le ciment de notre meilleur des mondes.

L'école, passage obligé. L'école, c'est obligatoire, de fait. On y est à peu près tous allés. Plus ou moins longtemps, dans des établissements différents, mais on y est quasiment tous allés. Lycées ghettos, lycées d'élites. Ils sont beaux les fondements de l'école. L'état providence dispensant gratuitement, pour tous et de façon égalitaire, sagesse et connaissance universelle. Les connaissances élémentaires pour à tout un chacun, les bases à connaître, les savoirs nécessaires à la vie en ville, les machins utiles, les trucs qu'il vaut mieux savoir faire, dire, taire si tu veux t'en sortir. Les machins que t'a intérêt à connaître, si tu veux pas crever trop seul, trop pauvre et pas totalement dépressif. Les trucs essentiels à la vie en société, à la vie de ceux qui te l'enseignent, tout ce que tu dois savoir pour gérer au mieux la façon de te faire baiser. Lire - le verdict - Ecrire - dans les cases - Compter - le nombre d'années qu'il te reste à tirer. Les façons d'être, de supporter le plus sereinement du monde, ton esclavage. Les modes de (non) pensée adaptés à cette blague nulle qu'est ta condition pourrie.

Les écoles, matrices à hordes de citoyens névrotiques et dévoués qui, comme ceux d'avant, assureront et défendront avec passion et conviction la survie et la pérennité de (ceux qui ont fait ce qu'il est de) ce monde. L'école mâche le travail aux keufs, publicitaires et autres crapules cyniques. L'école fabrique keufs, publicitaires et autres cyniques crapules. Les valeurs de l'école sont celles de la société haïe : travail, compétition, performance, fierté, ambition, soumission, obéissance, collaboration, délation ... (etc, etc) Carotte, bâton, résultats efficaces.

Que devienne instinctif de ne rien comprendre. La fonction première de l'école est l'anéantissement moral de chaque individu passant entre ses mains.

A l'école, on travaille pour que dalle, tout le temps. A l'école on apprend à travailler et qui plus est, à défaut d'autre chose, à en faire sa raison d'exister.. Quand ton but dans la vie devient de passer à l'année supérieure. Trimer et en redemander. Retenir par cœur, réfléchir par cœur. Apprendre à apprendre.

Dès la petite enfance, par des méthodes violentes et efficaces, l'individu est brisé, lentement mais sûrement : Réveil trop tôt, trop froid, trop noir dehors. Six, huit heures par jour enfermé-e, assis-e, attenti-ve-f, silencieu-se-x. En rang deux par deux ou massé-e-s dans les couloirs. Présence obligatoire. Sonneries toutes les heures. Emploi du temps immuable, répétitif. Contrôle des connaissances, moyenne générale, "peut mieux faire", interro surprise, panique, retards non tolérés, punis, vices des profs, des pions, des autres. Elèves modèles complimentés, récompensés tous les jours. Insoumis, inadaptés, désintéressés ou autres, collés, jours après jours.

Après la maternité, avant les foyers, usines, bureaux, commissariats, armées, hôpitaux, cimetières, maisons de retraite, prisons, H.P ... l' école c'est l'enfermement. En tant qu'enfant, l'élève, petit citoyen, n'est pas "libre". Ca n'existe pas évidemment la liberté (même pas dans la tête on est d'accord) mais en tout cas, là, c'est de limitation de mouvements (entre autres) dont il s'agit. Tous les matins, une fois passée la porte, tu es détenu, pour la journée sous la responsabilité de l'administration scolaire.

Tes parents sont obligés par l'état de te mettre à l'école. Gosse, tu réalises l'existence d'une autorité supérieure à la leur qui a prise sur toi et sur les autres. Si l'autorité de tes parents est souvent écrasante, celle là semble insurmontable, impossible à remettre en cause. Tu flippes, tu chiales. Tu ressens la peur parce que tu dois rendre des comptes. Comme un chien, tu te mets à redouter plus que tout la réaction de tes maîtres. Encore plus fort que le père, le bâtard ultime, le président, le patron : le proviseur, détenteur du pouvoir absolu, qui ne te connaît pas (tout de suite) mais que tout le monde connaît, craint. Tu préfères te vautrer cinq fois de suite dans les escaliers que de devoir passer trois minutes dans son bureau.

L'école apprend la peur. A la matérialiser en soi. Peur de sortir du moule, désobéir. Peur de se faire punir, de décevoir les référents (profs et parents). Peur, une fois intégrée, indélébile, inscrite pour toujours au fond de chacun de nous : Peur du flic, de voler, de désobéir, de franchir les limites établies. Peur comme emprise. Peur puis tout accepter car désarmé, désamorcé. Craindre et plébisciter ceux qui en sont à l'origine et qui disent en avoir l'antidote.

L'école fabrique en chacun l'illusion de la démocratie en apprenant aux gens à voter, élire des délégués sensés les défendre et les représenter auprès des instances. Soit disant la seule façon de se faire "entendre". La mascarade habituelle, pour mieux te faire intégrer docilement ta condition pourave : Tu sais rien, tu n'es rien, rien qu'un élément d'une cargaison de gosses du même âge. "Et t'as de la chance de n'être rien, t'as de la chance d'aller à l'école". L'arbitraire comme principe. La résistance un composant électronique.

L'école, monde sur-règlementé, habitue les gens à se faire dépouiller d'eux même, contrôler, surveiller, compter, classer, enfermer, à en redemander. Malgré toi, tu te soumets à une multitude de formalités qui te font courber, et que tu en arrives presque à trouver justifiées. Ces habitudes qui ont déterminé ta façon de penser, de te résigner.

Souviens toi, la rentrée, les premiers cours de l'année. Dans toutes les matières, chaque bâtard de prof qui te fait remplir ta propre fiche. Renseignements sur toi-même, tes parents. Comme tout le monde, tu te soumets à ce rituel. Tu livres, à des inconnus, des informations, honteuses des fois, personnelles en tous cas. Tu te rends pour commencer dans tous les cas.

Tu trouves normal de répondre à l'appel en début de chaque cour, d'être constamment surveillé, de ne pas être sensé circuler à tel endroit à tel moment, d'avoir obligatoirement sur toi ce carnet de liaison. Tu te retrouves à faire la liaison entre deux pôles d'autorité, l'administration scolaire et la famille. T'es contraint d'informer ta famille des conneries que t'as pu faire la veille et des sanctions dont t'as hérité. On te met dans la situation de t'autodénoncer...

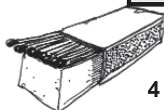
C'est parce qu'il n'y avait rien d'autre à foutre, parce qu'il n'y a rien a foutre d'intéressant à l'école, dans ce qu'on te propose. * d'heure de récréation pour 4 heures de classe. L'intérêt dans le fait de constamment sensé être surveillé, c'est de tenter, dès que possible de déjouer cette surveillance, d'agir de façon déviante, en toute occasion. Et de s'en griser à s'en rendre dépendant. Foutre la merde pour son salut.

10, 15, 20, 25 ans à se faire arnaquer. Ca, plus tout le reste.

PUIS VINT CETTE TERRIBLE JOURNÉE DU 3 AVRIL, OÙ L'ON DÉCOUVRIT UNE COLOSSALE QUANTITÉ DE KÉROZÈNE DANS LE CARTABLE DE MA SOEUR

ATHÈNES 2004. LA FLAMME OLYMPIQUE LÀ OÙ ON NE L'ATTEND PAS

- LE 5 MAI, trois engins de faible puissance sont posés contre un commissariat de la capitale, causant de légers dégâts. L'action est revendiquée par "Lutte révolutionnaire".
- LE 19 MAI, la police grecque neutralise un engin explosif artisanal, placé sous une voiture garée devant un concessionnaire de la marque anglaise Rover, en périphérie d'Athènes. L'action est revendiquée par "Action populaire révolutionnaire".
- 22 JUILLET : Jet de deux cocktails molotov contre la façade d'un bâtiment du ministère de la Culture à Athènes, qui abrite également les services administratifs des Olympiades culturelles.
- 30 JUILLET : Environ 70 anarchistes et anti-autoritaires à moto ont manifesté devant la prison de Koridallos (banlieue d'Athènes) en solidarité avec des prisonniers en grève de la faim contre les mesures prises par l'Etat grec à l'occasion des J.O. (suppression de la grâce), les conditions de détention, et les discriminations faites aux immigrés en taule. Des slogans ont été criés des deux côtés de la prison, des flyers ont été balancés à l'intérieur, et donnés aux passants sur le chemin du retour à Athènes. Les flics, bien que patrouillant par milliers à l'occasion des J.O., ont été pris de cours par cette équipée.
- AOÛT. Un cocktail molotov est lancé de nuit contre les bureaux du parti conservateur "Nouvelle Démocratie", à Ilion, banlieue ouest d'Athènes, causant de légers dégâts matériels. L'action s'est déroulée le premier jour de la mise en place effective du plan de sécurité pour les Jeux Olympiques d'Athènes.



Maintenant, c'est l'ordi qu'il faut niquer…
Depuis 3 ans, une dizaine de lycées en Languedoc-Roussillon expérimentent un logiciel "Pilote" conçu par la société marseillaise Index Education. Ce nouveau mouchard permet aux parents de surveiller par un accès internet direct les notes, absences et retards de leurs rejetons.

Un esprit saint dans un corps sain
Depuis 1999, l'institution Immaculée Conception d'Angers pratique un nouveau deal : le corps du Christ sous forme de plateaux-repas contre les empreintes digitales des demi-pensionnaires. Seuls échappent à ce contrôle biométrique les mômes de moins de 6 ans car "leurs empreintes sont trop petites pour être reconnues avec fiabilité".

27 mai 2004 - Bien vu
Destruction de caméras de vidéo surveillance à l'université Paris 8 Saint-Denis par des vengeurs masqués à l'aide de marteaux, et de fusils à eau remplis de peinture.

16 octobre 2004 – Il cartonne au lycée.
Un lycéen de 16 ans à Saint-Ouen a frappé deux enseignantes, deux conseillères principales d'éducation et tenté d'étrangler le proviseur. Il était ivre, selon la presse. Son geste lui a valu d'être placé aux urgences psychiatriques de l'hôpital de Pontoise.

Rentrée 2004 – T'as ton code-barres ?
Au lycée polyvalent Jean Rostand à Mantes la Jolie (Yvelines), le flicage électronique des élèves obtient une mention favorable. Après l'installation de caméras de vidéo-surveillance dans l'enceinte du lycée, un système d'appel par crayon optique et code-barres a été imposé. Il devrait être installé en janvier 2005.

2 septembre 2004 – Les profs au milieu…
Plusieurs personnes, ivres selon un témoin, ont lancé dans la nuit de mercredi [1er septembre] à jeudi des bouteilles enflammées contre une école maternelle de Troyes (Aube). On ne déplore que des "dégats matériels".

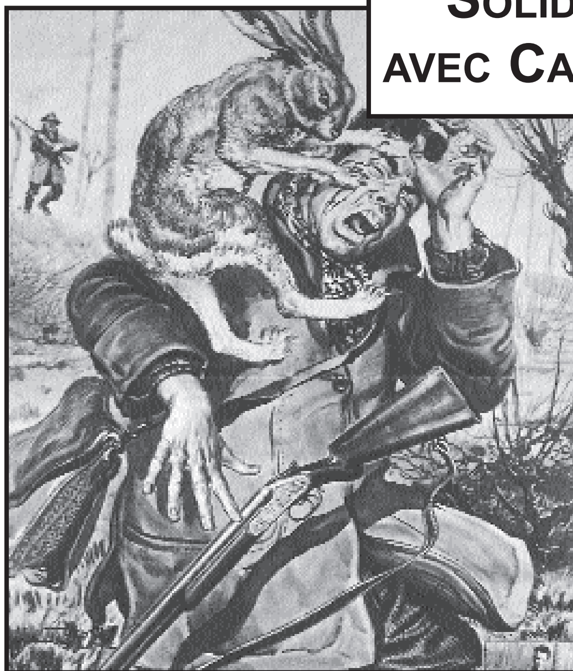
16 mars 2004- Les étudiants se font le mur
Une centaine d'étudiants venus de plusieurs universités parisiennes se sont rassemblés à la faculté de Nanterre pour détruire le mur de cloisonnement construit récemment entre 2 bâtiments, empêchant toute circulation et tout rassemblement - quelques briques de plus dans la pieuvre sécuritaire qui englue la société tout entière. Derrière des banderoles " Sécuritaire hors de nos vies " et " C'est la liberté qui murmure ", les étudiants, masqués et armés de masses et d'un bélier, n'ont eu besoin que de quelques minutes pour abattre ce mur de cinq mètres de longueur. Comme il se doit la police fut appelée, mais les manifestants se sont eclipsés avant leur arrivée.

2 novembre 2004- la dialectique casse des briques (suite)
Une action anti-sécuritaire a de nouveau attaqué le mur de séparation de la fac de Nanterre, reconstruit depuis. S'en est suivie une baston avec les vigiles présents. Une semaine plus tard, une personne est interpellée après deux perquis' (chez lui et au domicile de ses parents) et mise en détention provisoire à la maison d'arrêt de Nanterre. Il est inculpé de "destruction de biens" et "violence en réunion". Le procès a lieu le 30 novembre et il est condamné à 4 mois de prison ferme et 2000 euros d'amende. En l'absence de mandat de dépot il est sorti libre, pour l'instant.

Le 4 juin 2004, Marco Camenisch a été condamné à 17 ans de prison et 100 000 francs suisses d'amende pour l'homicide d'un garde-frontière en 1989 quand il était en clandestinité, une condamnation reposant sur des "pseudo-indices" bourrés de failles.
Anarchiste suisse, Marco Camenisch est incarcéré depuis 1991. En 1992, le tribunal de Massa en Italie le condamne à 10 ans de prison pour tentative de meurtre (puisqu'il blessa un carabinier suite à l'échange de coups de feu pendant son arrestation en 1991), détention d'explosifs, d'armes et pour des attaques à l'explosif contre des pylônes électriques et des installations de télévision. Déjà incarcéré en 1980 et condamné à 10 ans d'enfermement pour sabotages et notamment dynamitage contre une centrale hydroélectrique, il s'était évadé en 1981 et était resté en clandestinité en Italie, jusqu'à son arrestation en 1991. En 2002, il est extradé en Suisse où il finit de purger 8 des 10 ans de sa peine initiale. Le 4 juin, en plus des 17 ans auxquels il vient d'être condamné, Marco Camenisch doit encore purger 8 des 10 ans de prison dont il avait écopé avant son évasion de Regensdorf! Après le procès de Zürich, il a été transféré de Kloten à la prison de Regensdorf.

Pour lui écrire
Marco Camenisch
Postfach 3143
CH-8105 Regensdorf

SOLIDARITÉ AVEC CAMENISCH



SUISSE
Dans la nuit du 29 au 30 juin 2004, à Zürich, les sièges de AG, une entreprise contrôlée par Axpo, et Degussa CIAG, ont été visités, les fenêtres du rez-de-chaussée brisées avec le message "*Vi faremo saltare-Marco libero*". Axpo est le principal producteur d'énergie électrique en Suisse et Degussa-CIAG une sorte de holding spécialisée en chimie liée à Degussa qui apparement, produisait le Zyklon B pour le régime national-socialiste en Allemagne. L'immeuble qu'ils occupent était l'un des plus grands squatts de Zurich au début des années 90.

ITALIE
Le 30 mars, à Gordona, un pylône de l'Enel (EDF italienne) haut de trente mètres est abattu à l'explosif.
Le 11 avril, à Samolaco, un pylône de l'Enel saute dans la nuit, non loin du canton des Grisons, d'où est originaire Camenisch.
Le 6 mai, à Cremona, une cabine d'un relais de transmission de la compagnie SNAM a été incendiée en solidarité avec Marco Camenisch.
Le 31 mai, un nouveau pylône de l'Enel a sauté dans le Valchievenna.
Dans la nuit du 18 au 19 juillet, deux pylones pour la téléphonie mobile ont sauté avec de l'explosif à Saliceto Di Cadeo, à 15 km de Piancenza. Sur le lieu, des tags :*"guerre aux nuisances", "Carlo vive"* et *"Marco libero"*.

FINLANDE
Dans la nuit du 25 au 26 mai 2004, un attentat a été commis contre la tour de transmission de la télévision alémanique SF DRS sur l'Uetliberg, revendiqué par des sympathisants du terroriste écologiste Marco Camenisch. Cette action a provoqué une interruption temporaire des programmes des deux chaînes SF1 et SF2 dans les cantons de Zurich, d'Argovie et de Schwytz, selon un communiqué de la TV.

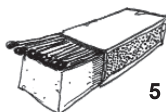
FRANCE
A Dijon, des bombages de solidarité avec le prisonnier politique Marco Camenisch ont été réalisés dans la nuit du 5 au 6 mai sur le Consulat Suisse et une agence Zürich Assurances.

OCTOBRE 2004
UN AUTRE CAS DE RAGE
Une alerte à la rage a sévi dans le Sud-Ouest de la France (Gironde, Lot-et-Garonne, Dordogne) depuis le mois d'août. Des chiens et des chats errants ont été raflés, et pour certains, euthanasiés (80 chiens et 170 chats selon les sources officielles), depuis l'arrêté ministériel du 3 septembre qui prévoit la mort des animaux vagabonds s'ils ne sont ni tatoués ni vaccinés contre la rage. Des propriétaires - chasseurs ou pas - n'ont pas voulu que d'autres qu'eux aient le droit de vie et de mort sur leurs amis domestiques. Et avec eux, des militants solidaires de ces animaux sans-papiers voués à la mort (depuis cette année, un passeport européen est obligatoire pour les bêtes, à la place du carnet de santé). Des commandos ont donc agi, cisaillant les cadenas de la SPA et autres refuges, et les chaînes des cages. Dans le Lot-et-Garonne, une de ces actions a été initiée par une septuagénaire, afin de libérer ses deux chiens. Armée d'un fusil et avec ses deux clébards, la dame a ensuite pris le maquis. Sa cavale a duré une dizaine de jours.



16 OCTOBRE 2004
CHASSE, PÊCHE, BAVURES ET TÊTES DE CON
Samedi, à Reynès, bled des Pyrénées Orientales, une sexagénaire a été tuée lors d'une chasse aux sangliers. Elle était rabatteur et n'aurait pas suivi les consignes, paraît-il. On ne connaît pas le nombre de balles qu'elle a pris dans la couenne.

30 AOÛT 2004
LE CHASSÉ SACHANT CHASSER
A Castanet-le-Haut (Hérault), dimanche, un chasseur de 73 ans a été tué par un sanglier qui l'avait chargé. L'homme était sur sa piste et l'a atteint d'un coup de fusil. Fou de douleur, le sanglier s'est retourné contre lui.



LES RFID,
La croisée des ondes.



Internet, sans-fil, téléphone portable, localisation par satellite…, les réseaux numériques de radiocommunication et géolocalisation quadrillent la planète. Il n'en fallait pas plus pour que scientifiques, industriels, politiques et militaires trouvent leurs intérêts dans une micro-puce radio-émétrice capable d'identifier n'importe quel individu ou marchandise. Au format de la carte à puce classique (type CB), jusqu'à l'implant sous cutané, ces puces RFID sont déjà commercialisées sous plusieurs formes.

Le principe de cette " nouvelle puce " est simple : elle contient un identifiant unique et universel et s'intègre à tout type de marchandise (ou à son emballage) ou de personne (ou à ses documents d'identités). Quand elle passe dans le champ d'un lecteur, sans nécessiter le moindre contact, elle lui transmet son identifiant. Celui-ci retransmet alors l'information et s'en suit une gestion informatique en fonction de l'opération à exécuter (ouverture de porte à accès réglementé, inventaire des produits passant sous un portique, lecture d'informations relatives à un animal, à une personne…). Ces puces peuvent tirer l'énergie pour leur fonctionnement du champ émis par le lecteur donc se passer de batterie et fonctionner tant qu'elles ne sont pas détruites (d'où une distance de lecture de quelques mètres maximum, pour l'instant).
Miniaturisation et réduction des coûts, promettent à la technologie RFID de pénétrer de plus en plus notre environnement. De la caisse enregistreuse qui inventorie automatiquement tous les articles du client (chariot et poches comprises), à la surveillance des indigents via des puces sous-cutanées (GPS en option), en passant par les cartes de transports ou de paiement, de nombreuses applications de cette technologie se développent déjà dans la plupart des pays technologisés. Tandis que la généralisation de cette technologie est attendue pour 2010-2015, les magouilles économiques et palabres politiques dessinent son développement progressif dans trois domaines : la gestion des marchandises, la sécurisation des documents d'identité et la santé.



Un mouchard dans l'étiquette

La grande distribution commence déjà à utiliser les " étiquettes RFID ", en remplacement des codes barres. Intégrées au produit à la fabrication, la marchandise est alors suivie, comptée et surveillée avec une facilité accrue. Moyennant l'installation de lecteurs aux portiques de chargement des usines, entrepôts et magasins, tous les transports sont automatiquement enregistrés à l'entrée et à la sortie des camions. Avec des scanners mobiles les inventaires sont automatiquement faits et justes. Les préparations de livraisons peuvent être totalement automatisées. Les portes du personnel équipées de lecteurs s'assurent que les employés ne volent rien. Les " étiquettes intelligentes " assurent une gestion des stocks et des transports rationalisée et rentabilisée, pour encore plus de profit (beaucoup de gros transporteurs s'y mettent : SNCF, Sernam et différents transporteurs maritimes et routiers).
Evidemment l'armée est initiatrice dans ce secteur. Durant la dernière invasion en Irak les containers US étaient suivis grâce aux puces RFID. Courant 2005, Savi Technology doit fournir les puces à l'armée américaine pour qu'elle en équipe tous ses stocks. Le suivi des opérations sur le champ de bataille, des déplacements d'unités et de véhicules utilise également cette technologie. Applied Digital Solutions - ADSX a des contrats avec plus de 40 armées dans le monde.

Cette technologie ne se rentabilise que si elle s'étend jusqu'au bout de la chaîne. Elle s'applique donc dans les magasins, particulièrement supermarchés et grandes surfaces. L'apport est similaire pour la gestion des stocks et des commandes, la surveillance du personnel et la lutte contre le vol. Déjà Gillette équipe les emballages de ses lames de rasoir de puces RFID, une webcam camouflée dans le rayon du magasin couplé à un lecteur, envoie une photo aux caisses, de la personne qui prend cette marchandise. Et bientôt, les scanners liront instantanément les informations contenues dans les puces radio-émettrices de tous les produits passant dans leurs champs. Finie la queue aux caisses et vous pouvez toujours y mettre dans la poche ça changera rien. Il va falloir innover, nous aussi . Bientôt, plus de caissières que des vigiles, qui s'assureront que personne ne passe en dehors des files de facturation automatique. La chaîne Metro, pionnière pour l'utilisation des puces RFID pour les grandes surfaces, a commencé à équiper ses magasins dans le nord de l'Europe. WalMart, Tesco, Carrefour, etc. l'adoptent également.

En attendant sa massification, cette technologie pourrait être rapidement mise en place pour certaines marchandises particulièrement convoitées ou contrefaites. Dans le secteur informatique, par exemple, où le vol atteint 1 % du chiffre d'affaire de la branche, des puces RFID seront intégrées notamment sur les portables, pour permettre à la police de traquer les ordinateurs volés ou suspects
(Dell, IBM...).

Egalement dans le secteur de l'automobile, où toutes les voitures modernes sont équipées d'un dispositif exigeant pour démarrer, la présence d'une puce RFID, intégrée à la clef de contact. Cette première protection passée, une puce identifiante est installée sur certains véhicules, si l'un d'eux passe dans le champ d'un lecteur et qu'il est déclaré volé, son emplacement est signalé et le contact coupé .
Ou pour les vols dans le prêt à porter, la société Checkpoint (n°1 mondial des système antivol en magasin) a développé notamment pour Calvin Klein et Champion des puces intégrées aux vêtements, invisibles et indécelables sans moyens technologiques. Les portiques installés par cette même compagnie pourront lire ces puces après amélioration. Et de nombreux autres passent à ces étiquettes radio-émettrices : Gap, Bennetton, EMI, pour quelques grandes enseignes présentes en France.

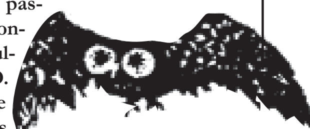
Outre la diminution des coûts et le gain de vitesse dans la logistique, cette technologie permet - pour la chaîne de la grande distribution - de lutter contre le vol et pas seulement à l'étalage. Chaque produit doit recevoir un identifiant unique le différenciant même d'un produit similaire. Une canette de coca n'aura pas le même que celui de sa jumelle d'à côté sur la palette. Un objet dont l'origine est illégale (vol ou contrefaçon) sera facilement reconnu. Les enquêtes de police seront nettement facilitées, pour identifier et recouper les objets d'un stock volé et remonter les pistes. Et en plus la technologie RFID permet de nombreuses solutions, pour renforcer la sécurité des entrepôts ou des camions, gorgés de marchandises.

Pour répondre aux exigences citoyennes de l'époque et faire passer la pilule technologique, le pan sanitaire est présent. Cette gestion numérique de la marchandise permettra une traçabilité accrue et une gestion optimisée des déchets. Pour le secteur de l'agro-alimentaire, il est prévu des puces qui contrôlent la température des aliments - pour vérifier qu'il n'y a pas de rupture dans la chaîne du froid. Le bétail reçoit, dans certains pays, des puces radio-émettrices depuis les années 70. Les matières sensibles (nucléaire, chimie...) sont aussi au programme.

La limite de l'extension des puces RFID dans la grande distribution réside aujourd'hui dans leur coût et l'absence de standard de communication (qui fait qu'une puce d'une marque n'est pas forcément lue par le lecteur d'une autre). Mais sur ces deux points, les avancées sont très rapides. La massification de la production, la réduction générale et régulière des coûts dans l'informatique et le développement de cette branche spécifique vont engendrer une baisse rapide des coûts des puces elles-mêmes. Les lecteurs, eux, représentent un investissement rapidement et largement rentabilisé, d'après les promoteurs qui n'hésitent pas à les offrir lors d'opérations commerciales. Les magouilles et les accords commerciaux sont en train de réduire le nombre de protocoles pour la lecture des puces. Les patrons et leurs acolytes en blouse blanche devraient rapidement y arriver. Plusieurs réunions – officielles – se sont déjà tenues sur ce sujet, réunissant les firmes de la grande distribution et les partenaires technologiques au niveau planétaire. La date de 2010 est annoncée pour l'apparition massive des puces dans les rayons européens.

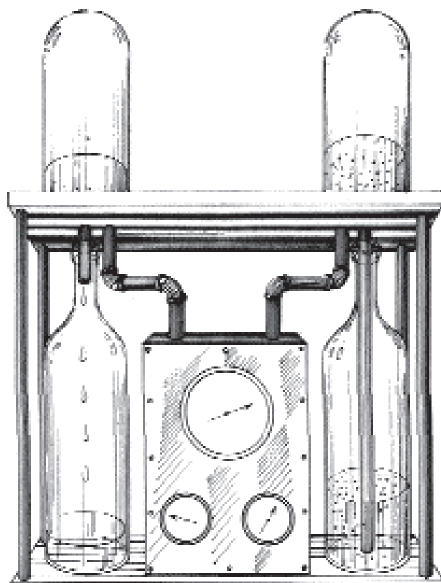
Pucez-moi donc tout ça…

Cette puce a aussi de nombreuses applications dans le domaine porteur de la sécurité. A commencer par créer une nouvelle barrière à la falsification des papiers d'identité et en permettre une lecture sans contact. Les pays de l'Union Européenne se mettent d'accord pour que les passeports de leurs ressortissants comprennent deux données biométriques (faciale et digitale) et sous l'impulsion de la Grande-Bretagne avec, peut-être, puce RFID. L'OACI (Organisation à l'Aviation Civile Internationale - Agence des Nations-Unies) souhaite également des passeports de ce type qui seraient couplés à une banque de données internationales. Evidemment, l'autre paperasserie bénéficiant de toutes les attentions, le flouze, n'a pas été oublié. L'Union Européenne prévoit d'intégrer des puces à ses billets de banque. Hitachi, fabrique déjà des puces pour ce type d'application : la Mu-chip, de 0,4 mm de diamètre dont l'antenne est remplacée par une encre conductrice. L'objectif est bien sûr la lutte contre la fausse monnaie mais aussi contre l'économie illégale. En effet, les billets étant individuellement identifiés à distance, leur circulation sera beaucoup plus suivie. Le rempla-





cement pur et simple de l'argent liquide est aussi envisagé, voir engagé. Certains modes de paiement, plus sécurisés et plus rapides vont se développer grâce à ces puces. Tel Moneo, un porte-monnaie électronique mis en place par tout un regroupement de banques et l'agence responsable des cartes bleues, qui permettent de régler vos achats quotidiens électroniquement. Plus folklorique, une boîte de nuit de Barcelone, le Baja Beach Club, propose à ses clients de payer leurs consommations à l'aide d'une puce sous-cutanée, appelée Verichip (voir plus bas). Décidément, cette technologie semble apporter de nombreuses solutions à l'Etat et aux entreprises en matière de lutte contre les différents types de fraude. Le piratage de l'électricité est aussi visé. De nouveaux compteurs électriques, développés au Mexique puis aux Etats-Unis sont équipés de puces RFID permettant le signalement de fraudes et le relevé à distance, d'un camion ou d'un central. EDF utilise cette technologie avec les nouveaux compteurs électroniques. Cela permet le relevé instantané des consommations pour tout un immeuble et d'identifier les fraudes (les dérivations du compteurs sont décelées et signalées).



Cette surveillance technologique va s'étendre aux transports. Les voitures intègrent des puces RFID par le biais des dispositifs antivol (décrits plus haut), de certains de ses éléments (dans les pneus Michelin…), à l'initiative du constructeur (Renault, Fiat…), du loueur (Europcar), etc. Les lecteurs se multiplient également sur les axes routiers, notamment aux péages (les cartes de péage automatique fonctionnent grâce à des puces RFID…) ou dans certaines villes. Comme à Munich et bientôt d'autres en Allemagne, où le Parti Vert, pour lutter contre la pollution automobile, prévoit de faire du centre urbain une zone à péages où les puces RFID seraient utilisées pour vérifier les voitures payant leur redevance.

Dans les transports en commun, plus de 30 villes européennes utilisent les cartes sans contact (de la taille d'une carte à puce de base où est intégrée une puce RFID) pour leurs cartes de transports : Tecely à Lyon, Navigo à Paris . " Le Pass Navigo permettra une meilleure connaissance de nos voyageurs afin d'apporter une réponse personnalisée à leurs besoins et davantage de conseil de proximité. [...] Il contribuera également à notre action de lutte contre la fraude. " Au Japon, l'exploitant de réseau mobile NTT DoCoMo envisage la commercialisation d'un téléphone portable équipé d'une carte sans contact pour faciliter les paiements de transports urbains et le contrôle d'identité. Dans les aéroports cette technologie risque de trouver beaucoup d'applications : pour suivre les bagages, en remplacement des billets (d'ici 2007) ou dans les futurs passeports.

Les marchandises, les passeports, l'argent, les véhicules... il n'y a qu'un pas pour passer à l'implant de puces sur des humain. Il est déjà franchi. Le gouvernement américain a annoncé en avril 2004, qu'il aller implanter des puces RFID sous-cutanées (VeriChip, de la taille d'un grain de riz, développé par Applied Digital Solutions - ADSX) aux sans-abri de 5 états dont la Californie, la Pennsylvanie, Washington DC et New York DC. Les données, lues par des lecteurs montés sur les relais portables, seront transmises à la police et aux services sociaux qui pourront suivre tous les mouvements des SDFs en temps réel en utilisant une version spéciale de Windows NT. " C'est une occasion rare d'employer la technologie de pointe pour répondre à deux objectifs de la société : mieux aider nos populations délaissées tout en rendant nos villes plus sûres ", d'après l'administrateur du département à la santé. Cette initiative est censée décourager les SDFs de commettre des crimes et permettre aux travailleurs sociaux de délivrer nourriture et soins. Dans la continuité, le service des migrations US imagine l'implant de telles puces obligatoire pour les ressortissants des pays dits de " l'axe du mal ". En attendant qu'avec les nanotechnologies, les implantations puissent se faire massivement et sans que l'on s'en rende compte.

Bien qu'à notre connaissance, cette technologie ne soit pas encore utilisée en implant sous-cutané dans les prisons, elle y trouve largement sa place. A Tucson en Arizona 1600 prisonniers et 300 matons vont être équipés de bracelets RFID. Système mis en place par Texas Instrument qui permet la localisation permanente (un signal toutes les 2 secondes) de tous les détenus et matons et un contrôle des accès géré électroniquement. Un signal d'urgence permet à un maton de donner l'alerte, le système indiquant alors la localisation des 20 détenus les plus proches et des matons pouvant prêter assistance. D'autres prisons, notamment en Californie, doivent s'équiper. Ce système fut développé initialement par Motorola pour l'armée, pour localiser soldats et unités sur le champs de bataille. Ces puces sont aussi utilisées pour des bracelets électroniques lors d'assignation à résidence.

Des solutions RFID implantées dans des badges ou les vêtements servent à surveiller le personnel d'une entreprise ou les participants à un congrès (dernier congrès du Parti Communiste Chinois). La solution de traçage des personnes de l'entreprise Airespace est aussi bien proposée " pour des enfants dans un parc de jeux, le personnel de sécurité dans une entreprise, les patients dans un hôpital ". Ou des beaufs au Club Med (ça existe déjà).

Cyber-capital

Dans le domaine de la sécurité les Verichip (puces sous cutanées) ne sont pas utilisées que pour surveiller les souffreteux. Au Mexique, le model GPS (Digital Angel- Developpé à partir d'une filiale de Adsx – model avec batterie) y est attendu avec impatience pour lutter contre les enlèvements (essentiellement hommes d'affaire,showbizz, hauts dignitaires et leurs gosses contre rançons – une dizaine par jour). Un groupe de ravisseurs s'est déjà nommé " El chip ". Certains kidnappés ont eu droit a des interrogatoires et des fouilles poussés pour savoir s'ils avaient une puce sur eux. Il n'y a pas encore eu d'extractions. Déjà, des hauts dignitaires mexicains et 160 membres d'un centre de données criminelles ont une puce Verichip implantée, certifiant leur identité pour l'accès à certains secteurs et la consultations de documents confidentiels.

Ces mêmes puces ont aussi un avenir dans le domaine médical. Le gouvernement américain vient de donner l'autorisation pour l'implantation de puces sous-cutanées pour les patients suivant des traitements lourds. Au Mexique, plus de mille patients sont déjà pucés et des tests sont en cours en Italie. Cette puce transmet son numéro d'identification unique par l'intermédiaire d'un scanner à un central relevant l'identité de la personne et les informations quant au traitement suivi. Le modèle GPS doit aussi être développé pour les cardiaques, avec une lecture des pulsations du cœur et un seuil d'alerte avec l'envoi d'un signal de détresse et localisation. Les malades d'Alzeimer seront suivis dans leurs déplacements quotidiens et s'ils s'en écartent seront récupérés par une patrouille de gardes-séniles. A côté des gateux, nos amis les animaux domestiques auront l'obligation, courant 2005, en Europe, d'avoir une puce implantée en remplacement du tatouage.

Un identifiant pourrait servir de document d'identité universel (du même type que celui utilisé pour raison médicale). Il " ne pourra jamais être oublié, perdu, volé, falsifié, prêté ou échangé. En théorie, plus besoin de clefs, de cartes d'accès, d'horloges-pointeuses, de mot-de-passes, de codes pin, de signature, de passeports, ni de contrôleurs : le lecteur pourra être couplé à n'importe quel appareil électronique et le numéro d'identification suffira à déclencher l'ouverture d'une porte, la mise en marche d'une machine, le contrôle d'un titre de transport virtuel, la mise à jour d'un registre d'entrée ou de présence, l'activation d'un distributeur de billets. "



La maison domotique et plus largement le quotidien automatisé vont enfin se réaliser. Votre environnement réagissant à votre présence et à celle des marchandises qui vous entourent. Chaque objet, étant identifiable par radiofréquence, sera reconnu dès qu'ils entrent dans votre maison. Votre frigo pourra faire l'inventaire de son contenu et vous communiquer sur votre portable ce qu'il vous manque pour dîner (d'autant qu'après connexion à votre agenda il vous aura rappellé que vous recevez des amis ce soir). Ce n'est pas de la mauvaise SF des années 60, déjà Nokia, Philips et Sony ont formé une alliance pour promouvoir un standard de communication RFID. Le four, la télé, la chaîne Hi-fi… radio-communiquants sont déjà prêts. Benetton va pucer ses vêtements qui vous avertiront via la machine à laver s'ils risquent de déteindre les uns sur les autres. "The Microsoft Kitchen" pourra grâce à ces lecteurs Rfid transmettre à votre four, combien de temps cuire le " steak au tofu " que vous venez de sortir du frigo.



Les informations lues sur les puces des marchandises ou des humains peuvent être transmises à tous types de machines, comme les appareils électriques à l'intérieur des domiciles (via l'infrarouge, le bluetooth ou CPL..), n'importe quel ordinateur sur la planète via le Web (avec ou sans Wi-fi) ou sur un portable par le truchement du réseau GSM. Cette jonction des puces RFID et du maillage créé par ces différentes technologies est appelée en novlangue " Internet of Things ".

Et ces technologies promettant de s'étendre, le maillage du territoire permettra de repérer des marchandises et individus déterminés. C'est un complément évident aux dispositifs de vidéo-surveillance, de reconnaissance faciale des personnes recherchées dans les lieux publics. Les transports en communs, grands axes routiers, magasins, administrations... vont être de plus en plus infréquentables. Et les centres urbains de plus en plus saturés de fréquences radios et de gogos à antennes et oreillette. Au Japon, la planification des technologies RFID est prise en mains par le gouvernement lui-même en vue de l'édification de nouvelles structures dès 2006 qui décoreront les rues, les poteaux électriques et les abris bus.

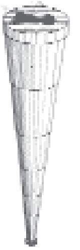


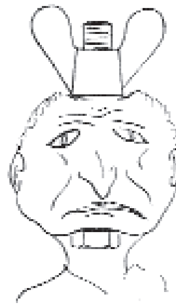
Les structures et les moyens de contrôles technologisés puisent à chaque nouveau progrès scientifique pour étendre sur nous leurs rets et chaînes. Le contrôle social a une vieille histoire, et un avenir juteux devant lui. La Science, idéologie du pouvoir, s'applique à renforcer l'emprise du monde marchand et de ses flics sur les individus, et le découpage rationnel du territoire et de nos existences. Un monde où chacun est réglé selon son travail, ses consommations, son " niveau social ". Où les quartiers sont déterminés (riches, pauvres, immigrés,…) et où une partie de la population vit protégée des tentations de ceux et celles qui sont excluEs de la marchandise, ou qui n'ont accès qu'à ses avatars discount. Et les centres urbains se ferment, comme déjà à Paris, les soirs de festivités officielles, où un dispositif policier bloque les gares et les portes de Paris aux " jeunes de banlieues ". Ici aussi des zones résidentielles, entièrement domotiques, à accès réglementé, fleurissent aux alentours des grosses villes (à Marne la Vallée par exemple, à côté d'Euro Disney). Ces technologies renforcent cet univers concentrationnaire où les espions numériques, relayés par les cyber-citoyens et les forces de police s'ajoutent aux traditionnels balances, murs et barbelés. Et alors, les résistances s'adaptent. L'utilisation des empreintes digitales nous a contraint à porter des gants. Les nouveautés technologiques nous poussent à en connaître un peu plus, pour se dissimuler aux yeux de l'Etat.

notes

1.Cette technologie permet la lecture de masse et de contenir 64 fois plus d'informations (limitation légale actuelle) que le code barre habituel.
2.site internet où l'on peut trouver des logiciels permettant de lire et de reprogrammer les puces RFID.
http://ftp.gnu.org/savannah/files/rfid/
http://www.iblio.org/pub/mirrors/gnu/ftp/savannah/files/rfid/
http://ftp.azc.uam.mx/mirrors/gnu/savannah/files/rfid
3.Variante RFID d'un système GPS existant.
4.Langage informatique commun d'échange entre deux ou plusieurs machines.
5.Ces pass sont au standard européen Calypso servant en plus d'une carte de transport, de porte monnaie électronique type monéo.
6.supplément au monde du 25-26 Janvier 2004.

Au salon Pop! Tech, salon informatique, octobre 2003, chaque participant avait un badge RFID et lorsqu'il croisait un autre porteur de puce, il pouvait lire le nom, les diplômes... de la personne qui arrivait vers lui. Certains ont reprogrammé leur puce pour que non seulement elle ne communique plus aucune information mais qu'elle contamine toutes les puces croisées - devenant vides de données à leur tour et contagieuses. Les informaticiens en sont venus aux mains entre partisans et opposants de cet effaçage.



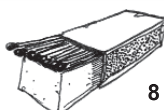


La SNCF mate ,crévons lui les yeux
La SNCF a lancé fin juin l'installation d'un système de vidéo surveillance, relié à un PC SNCF/police, dans 120 gares franciliennes pour avril 2005 (40 le sont déjà). L'objectif est " d'améliorer la sûreté dans les gares et de diminuer le sentiment d'insécurité en dissuadant les délinquants, en rassurant les clients et les agents SNCF, en offrant un outil supplémentaire pour mener les enquêtes et appuyer les interventions ", " une meilleure gestion et protection des équipements et installations " et contrôler les " flux de voyageurs ". (communiqué SNCF). Ca promet. Surtout qu'on ne lésine pas sur la marchandise : pour les 3 gares de Cergy et celle de Neuville Université, inaugurées le 30 juin, 82 caméras ont été installées. Le programme prévoit aussi des caméras cachées, et l'utilisation des images (conservées 72 heures, officiellement) par les flics et la justice.

Le SIS II nouveau est arrivé, affûtant ses données pour mener l'assaut à la criminalité, au " terrorisme " et à l'immigration indésirable.

Le Système d'Information Schengen (SIS), a été créé en 90 pour la surveillance des frontières intérieures, après la prétendue instauration de la " libre circulation " dans l'espace Schengen. Pour le contrôle de l'immigration, de la " criminalité transnationale " (contrebande, trafic de drogues et d'objets volés, prostitution…) et du " terrorisme ". Les données, centralisées à Strasbourg, regroupent les personnes recherchées, placées sous surveillance, ou jugées indésirables dans l'espace Schengen ainsi que les véhicules et objets recherchés.
" L'idée d'utiliser les données du SIS pour d'autres objectifs que ceux prévus initialement, et spécialement pour des buts d'information judiciaire au sens large, fait maintenant l'objet d'un consensus large " (Conseil européen, New fonction of the SIS II, 6 novembre 2001).
Le SIS semble aujourd'hui trop étriqué pour les Etats et leurs polices. D'abord, ce système n'est pas en mesure, techniquement, de fournir un accès aux 10 nouveaux pays entrants, ni d'intégrer de nouvelles données et " fonctionnalités ". De plus en plus d'administrations y ont accès : Europol et Eurojust depuis avril 2004, les services secrets prochainement, peut-être bientôt pour les services d'immatriculation de véhicules... L'extension du système à tout ce qui concerne la sûreté de l'Etat, notamment la lutte contre le " terrorisme " et contre de nouvelles formes de " criminalités ", a été programmée dans le sillage de l'effet 11 septembre. A l'instar des différentes lois antiterroristes, ces mesures n'ont d'autre objectif que de contrôler les classes dangereuses, " citoyennes " ou non de l'Europe.
" Le SIS II doit avoir le potentiel de traiter un nombre significativement plus important de données et, lorsqu'il sera opérationnel, d'être étendu en vue de traiter de nouveaux types d'informations, de nouveaux objets et d'autres nouvelles fonctions ".(Commission au Conseil et au Parlement européen sur le SIS II et le VIS [1].
Le nombre de fonctions s'accroît. Notamment pour la mise en relation des signalements, qui doit permettre plus d'efficacité pour retrouver des personnes recherchées, identifier des suspects... De nouvelles catégories de personnes et d'objets seront signalées : participants aux manifestations antimondialistes, prisonniers évadés... Et de nouvelles informations seront enregistrées et conservées plus longtemps : empreintes digitales et ADN, données biométriques - reconnaissance faciale et de l'iris – informations banquaires, médicales, relatives aux communications et aux transports...
Le SIS II va être mis en place, conjointement au Système d'Information sur les Visa (VIS). Ce dernier intègre la photographie numérique et les empreintes digitales de tous les étrangers faisant la demande d'un visa ou d'un permis de séjour ; il centralise les demandes d'entrée, et rend donc applicable la décision européenne stipulant qu'un refus d'entrée dans un pays de Schengen est valable pour tous les autres pays. De plus, le VIS signale au SIS II l'expiration du délai de présence autorisé sur le territoire, l'étranger devient alors expulsable de toute urgence (sous couvert, encore une fois, de " lutte antiterroriste ").
Le SIS II, volontairement peu défini juridiquement, est développé (politiquement et techniquement) de manière à pouvoir y ajouter à tout moment de nouvelles catégories, créer de nouveaux accès pour des administrations et le rendre compatible à d'autres fichiers. La " flexibilité " de ce système est une des exigences clés, afin d'étendre son utilisation en fonction des objectifs politiques, sociaux et policiers de l'Europe et des Etats adhérents.
Le maillage policier européen continue d'accentuer sa pression et sa surveillance sur tous les pauvres et ceux et celles qui se révoltent ou ne respectent pas la règle. Dans un système économique et social où les inégalités de classe sont criantes, la répression doit être à la hauteur : violente et omniprésente. Le " tout-contrôle " assisté technologiquement promet qu'aucun contrevenant ne pourra échapper à la punition. Autant pour alimenter la main d'œuvre carcérale que pour faire planer l'idée que rien n'est possible qui enfreint la règle. Il faut maintenir cette crainte d'un système de contrôle à qui rien n'échappe. Une peur qui n'est même plus basée sur la répression effective mise en place par l'Etat mais sur l'illusion de son invulnérabilité. La soumission induite par cette chimère dépasse certainement celle créée par la répression elle-même. Pourtant combien de fausses alarmes ou caméras, combien d'écrans de vidéo-surveillance sans personne pour les regarder [2]...

1. Système d'Information sur les Visa cf. plus loin.
2. Les radars routiers automatiques semblent identiques des deux côtés, pourtant un seul fonctionne : les vitres protégeant détecteurs de vitesse, csaméras... ont été remplacées par des films plastiques.





O . G . M .



En guyane Colegiala, colegiala, Près de 1 800 plants de café transgénique ont été coupés le 28 et 29 août en Guyane interrompant un essai scientifique du Cirad. "C'est un grave préjudice, car il s'agit d'un essai unique au monde, représentant de huit à dix ans de travail."a indiqué au Monde, Jacques Meunier, directeur scientifique adjoint au Cirad, basé à Montpellier. Les plants de café génétiquement modifié en laboratoire ont été mis en terre en Guyane, afin de tester leurs résistances en milieu tropical, à la "mineuse des feuilles", un parasite des cultures cafetières. Les faucheurs, eux préféraient s'attaquer aux parasites OGM. Les essais dans les territoires d'outre-mer sont une des nombreuses nouvelles formes du colonialisme.

En Angleterre, Il n'a même pas plu à Birmingham, Londres, Bristol et Rotherham, les 1 et 2 juillet, lorsque des blocus anti-OGM réussirent à provoquer l'arrêt total de six des centres de distribution de la chaîne britannique de supermarché Sainsbury's et à contraindre ces derniers à retirer de leurs rayons les produits issus d'animaux nourris avec des OGM.

Et en Finlande, Plus de bouleaux ! Le 19 Juin, "Nous avons abattu une parcelle de bouleaux OGM située dans un parc de recherche à Launkasaari (Punkaharju). Le transfert de gènes des arbres OGM à l'environnement attenant est un risque réel, dont les conséquences sont imprévisibles. L'industrie forestière et biotechnologique manipulent les arbres et les forêts pour satisfaire leurs propres besoins, pour leur profit personnel. Elles sont responsables de la destruction des forêts naturelles et de leur remplacement par des parcelles de monocultures arborées, et par conséquent détruisent la biodiversité. Une telle pratique est irresponsable du point de vue social, et l'ingénierie génétique ne pourra résoudre aucun de ces problèmes. Si les arbres n'ont pas été créés pour répondre parfaitement aux exigences de l'industrie forestière, ils sont en revanche parfaits pour le travail qu'ils accomplissent en connexion avec la nature. Cette action a été réalisée en solidarité avec nos amis italiens qui sont en ce moment emprisonnés et persécutés par l'état italien. Pour Marco, sergio, les gens de Il silvestre et les personnes incarcérées par Marini. Continuer à se battre et à ne pas se rendre !" ELF



A propos de la brochure, OGM fin de partie : "On a ainsi vu défiler en France, autour de la question de l'agriculture transgénique, d'abord un petit syndicat agricole minoritaire désireux de participer à la cogestion du désastre agricole européen ; puis des associations de consommateurs indignés, des multinationales de l'écologie et, plus tardivement, une poignée d'hommes d'Etat. Ce petit monde armé essentiellement de caméras a prétendu s'opposer aux OGM en négociant des conditions acceptables à leur mise en place. Il a, en fait, travaillé à désarmer les raisons d'une colère et les moyens d'une contestation."
Paris, 2004
Quelques ennemis du meilleur des mondes
c/o ACNM (association contre le nucléaire et son monde)
B.P. 178, 75967 Paris cedex 20, C.C.P. 34683E Paris



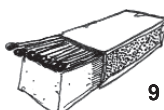


La partie n'est pas terminée, ce juillet 2004, loin des crapules du «fauchage volontaire» et de leur grande messe médiatique de Verdun-sur-Garonne ; au lieu dit Bio, à Aussone, près de Montauban, une opération de fauchage des plus discrète mais des plus efficace, visa deux parcelles d'essais transgéniques couvrant 670 m2. Selon le ministère de l'agriculture, la région de Montauban regroupe 5 lieux d'essais transgénique.

L'ETAT ET LES PROMOTEURS DES OGM
SE FOUTENT DE NOUS, ILS NE LE FERONT PAS LONGTEMPS !

"Pour se manifester dans la région Midi-Pyrénées, la résistance active n'a pas attendu «les faucheurs volontaires» qui ont bien nettoyé une parcelle d'essais Pioneer le dimanche 25 Juillet à Menville mais en ont laissé d'autres à faire. Nous sommes infestés d'essais, de cultures d'OGM «autorisées» et de laboratoires de semenciers liés au transgénique. Montauban a été (et est encore ?) une plaque tournante des OGM : plusieurs tonnes de ces semences y avaient été détruites en 2000 dans des entrepôts clandestins de Pioneer. Nous avons supprimé le mardi 27 Juillet 2004 une parcelle d'essais de maïs du GEVES, destinés à une inscription de ceux-ci au Catalogue Officiel des Semences, alors que les anciennes variétés de semences fermières en sont exclues. Cette parcelle était sur la commune de Montauban au lieu-dit Bio !
Quand c'est insupportable, on ne supporte plus ! Cette imposition forcenée des OGM par les divers pouvoirs étatiques et européens servant toujours docilement les intérêts de leurs maîtres, le capital et le système techno-industriel, ne saurait durer. Devant une telle arrogance de décideurs autistes à la volonté populaire de rejet des OGM, face à la grossière propagande de scientistes bornés, nous opposerons la résistance, l'insoumission, le sabotage. Nous ne voulons pas de leur monde où le profit et l'idéologie périmée du progrès technologique finissent de ravager la planète et veulent toujours se surpasser pour agraver encore le désastre qu'ils ont créé.
Techno-scientistes, agro-industriels nous ne vous laisserons plus dormir, nous serons le cauchemar qui hante votre mauvaise conscience car nous sommes le rêve d'un monde enfin vivable.

Les faucheurs noctambules



Le chauffeur syrien et les autres



Alors que la guerre fait rage en Irak, toutes sortes de régiments de soldats, de conseillers financiers et politiques inondent ces contrées exsangues, secouées par les tirs et les explosions multiples ; ces premiers distribuent des bonbons aux enfants, en même temps qu'ils rasent des villes entières lorsque une partie des habitantEs ne se plient pas à leurs exigences ; quand aux ballets diplomatiques, ils sont occupés à jouer à trouver de nouvelles alliances ; des politicards en tout genre en quête de nouvelles têtes dirigeantes plus maléables acceptant les diktats des démocraties occidentales et les arrangements des entreprises pétrolières au coeur du conflit. Des professionnels de tous poils, de l'armement à l'informatique se disputent la place ; les marchés ne stagnent pas.

La colonisation est toujours d'actualité diraiton sous tutelle ou son contrat, c'est la même. C'est d'occupation qu'il s'agit; Mais qui pleure une patrie devenue annexion ? Voyons plutôt ici le joug et la botte des occupants. Et la France (et qui en bonne puribonde cachait bien ses interventions en Côtes d'Ivoire) de tradition un peu farouche vis-à-vis des Etats-Unis, passe plus discrètement par la formation de flics locaux qui liquideront à leur manière pillardEs, insoumisEs et « bandes armées » sans compter les « balles perdues ». La torture est une des façades lugubres (oh combien importantes pour l'audimat) de cette situation et les images gerbantes de prisonniers cagoulés nus et tuméfiés se protégeant contre les coups ont réveillé les sans-avis, les intellos et ceux qui leur donnent une importance. Ces images sont bien vite supplantées par les mises en scène d'exécutions fournies au plateau repas du vingt heures. Comme le conflit irakien devient simple (les "méchants rebelles" face aux "gentils démocrates") vu par le prisme du spectacle de la domination.

On voit de belles âmes, qui pour certaines vivaient depuis longtemps dans le pays, s'affairer à améliorer le quotidien dans des hôpitaux. Mais la violence ne se canalise pas, la guerre ne s'arrête pas aux portes d'un hôpital et ces crapules humanitaires restent de simples sous-fifres à la remorque, à la solde des armées.

Et puis, il y a eu le chauffeur syrien et les deux autres crevards de journalistes (Christian Truc et Georges Bidule) puis ceux qui ne sont pas nommés parce qu'ils n'ont pas le bon profil, la bonne couleur, ou par manque de temps.

Temps télévisé, temps de radio, temps-mot de la presse, la médiatisation a un coût et doit rapporter tout autant. La personnalisation, tout à coup, est devenue extrême.

Quand un missile détruit un village, la presse évoque brièvement, selon les intérêts du moment, une dizaine de morts alors que tout un village est réduit à néant. Où sont passés tous ces corps ? Plus tard, certains beugleront sur la présence d'un charnier .

La guerre fait plus de morts que d'otages; mais la guerre n'est jamais à armes égales.

Les visages et les noms des otages sont supposés redorer le blason des médias; mais avec leurs yeux et leurs mots qu'avons-nous à espérer au mieux des bribes de minables informations. Une fois encore la guerre sert à créer le consensus autour des valeurs républicaines; tout se légifère entre notables interposés.

La nouvelle instance « représentative » musulmane, mise en place quelques temps auparavant (et non sans combats internes) comme cadeau de l'état, est utilisée comme médiatrice; et elle ne lésine pas sur son rôle de pantin d'un jour en se déplaçant en Irak et en jouant de toute son influence pour faire libérer les otages français; la république fait foi de sa bonne volonté à grands renforts de vrais-faux émissaires sous le regard inquiet des citoyens dans leur confort ouateux.

De même, cette larmoyante union nationale derrière les otages masque bien les rages de toutes celles et ceux qui ont fait le choix de ne pas collaborer et de se battre.

Ici c'est pas la guerre, enfin elle n'est pas « déclarée » comme telle, mais ce sont les mêmes qui officient et étendent leur emprise. Mais ici ou là ne trouve-t-on pas des affameurs et des laveurs de cerveau qui n'ont pour volonté que de gagner, de mordre et de tuer, par intermédiaire, pour plus de tunes et de pouvoir. Les capitaux arrivent et se bousculent, les systèmes politiques et de contrôle s'imposent , la piteuse « culture » s'exporte, les zones d'influence se négocient aux rapports de force, aux gants de boxe. Les mangeurs de frics irradient les espaces, à qui aura le plus de gain, à qui nettoiera les esprits de vengeance.

La rebellion est aux portes des bien pensants qui dorment dans des draps blancs en terre inconnues.

Les suites judiciaires de la mutinerie du 16 avril 2003 à Clairvaux

Rappel des faits : l'année 2003 fut riche de soulèvements à la maison centrale de Clairvaux. Après une première mutinerie au mois de février - pour laquelle il n'y eut pas de suite judiciaire - , une seconde mutinerie secoue et fait cramer la taule le 16 avril 2003 (incendie d'un atelier, saccage, violences sur des matons). Dans les mois qui suivent, a lieu une mascarade judiciaire, comme il se doit : les 12 inculpés de cette mutinerie comparaissent une première fois devant le tribunal correctionnel de Troyes le 15 décembre 2003, entravés, et demandent le renvoi, de concert avec les avocats qui n'ont eu aucun délai pour préparer la défense (la plupart des mutins n'ont appris la date de leur procès que quelques jours plus tôt). Ils réclament en outre l'ouverture d'une instruction - comme c'est la règle vu les peines encourues - et non la simple enquête expéditive, emballé c'est jugé.

Le procès est renvoyé au 15 mars 2004 et se solde ce jour-là par une suspension, après que 11 des 12 se sont retirés, persistant dans leur demande d'instruction et refusant de cautionner ce spectacle où la justice de classe (ici incarnée par l'administration pénitentiaire) ne fait même plus l'effort de sortir ses serpentins démocratiques. Le procès est alors reporté au 23 mars. Un seul inculpé comparut ce jour-là, celui des 12 qui avait accepté les conditions du procès (contrairement aux autres, il n'était à Clairvaux que pour purger une courte peine, et fut donc présenté comme " réinsérable "). Ses co-inculpés ont refusé de se déplacer. Cela n'empêcha bien sûr pas les juges de remplir leur sordide fonction, et le verdict du 26 mars condamna les mutins à des peines de 7 ans (pour Pascal Brozzoni, qui se revendique comme seul responsable de l'incendie), et des peines comprises entre 5 ans et 18 mois pour le reste des accusés, à l'exception de 2 d'entre eux qui furent relaxés. Le seul qui avait accepté de comparaître a pris 18 mois dont 12 avec sursis et 3 ans de mise à l'épreuve. Les avocats des prisonniers ont fait appel. Le jugement en appel devrait se tenir à Reims cette fois, mais aucune date n'est encore fixée.

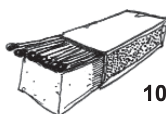
Plus d'un an et demi après les faits, certains des mutins continuent d'être maintenus à l'isolement en maison d'arrêt, loin de leurs proches bien entendu, et transférés régulièrement. Avec d'autres détenus, non-inculpés dans la mutinerie mais également touchés par des mesures de rétorsion, ils sont ainsi passés par les maisons d'arrêt des Baumettes (Marseille), Rouen, Strasbourg, etc. La solidarité qui s'est exprimée avec eux tout au long du procès - dans un contexte de forte mobilisation des matons, de gros déploiement policier et de répression - doit rester vive et multiple.



Début juillet des rumeurs circulent dans certains milieux anti-carcéraux un peu partout en france : des mutineries vont éclater ce 14 juillet 2004 dans des prisons...

Dans l'Est, nous sommes un petit groupe à tenter de nous réunir régulièrement sur des questions d'enfermements, nous décidons donc de faire des actions de soutien ce jour là, à Lyon. Personne ne sait si ces bruits sont fondés ni même d'où ils proviennent. Toujours prêts à foutre le bordel dans cette ville si propre, si calme, nous nous retrouvons une dizaine d'individus le 13 juillet. Peu de repérages, peu de personnes connaissent la ville, convictions politique plutôt différentes et vieilles embrouilles sur les types d'actions : ça promet. Ce qui est sûr, c'est que notre solidarité est totale avec les mutins et qu'il est grand temps d'en finir avec toutes les prisons. Et puis nous avons fait des bornes pour venir là, nous nous connaissons suffisamment pour nous faire confiance et avoir quelques poussées d'adrénaline ensemble. Alors, on se prépare un peu et on laisse une belle part à la spontanéité...

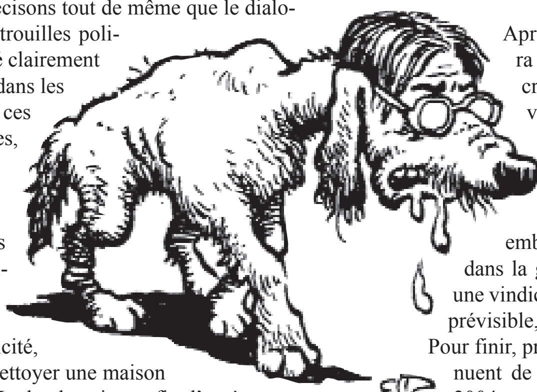
Le lendemain matin rien n'est très clair et nous ne savons toujours pas s'il y a des mutineries (...). Le premier rencard est fixé place Carnot où deux groupes se



Expulsion du Brankard à Lille

Lille, 5 septembre 2004. C'est la grande Braderie. Des centaines de milliers de personnes s'entassent dans les rues de Lille en quête de moule frites et de bonnes affaires. La veille, le Brankard, bâtisse squattée 11 mois plus tôt et expulsée le 13 août, est de nouveau occupée de façon très visible. Penser que les milliers de flics, vigiles et autres pompiers présents pour gérer la populace auraient d'autres priorités que celle de nous déloger fut une erreur de calcul. Avant son expulsion à la mi-août, le Brankard avait réussi à relancer sur Lille une dynamique de squats d'activités qui ne plaisait guère à son propriétaire, la mairie, plus encline à favoriser une spéculation à tous crins dans ce quartier ouvrier en pleine restructuration. En plus de fournir un logement à des squatterEs n'ayant de toute façon d'autres alternatives à part moisir sur les listes d'attente des grosses barres de béton ou rester bouche bée devant l'explosion du prix des loyers, le Brankard a proposé une large série d'activités et de soirées (projection vidéo, restaurant vegan, infoshop, atelier boxe/self-défense, concerts etc.) renouant avec une tradition d'espace libre et de convivialité un peu mise à mal depuis 2 années.

Nous n'insisterons jamais assez sur le fait que proposer des activités dans des lieux libres à l'heure de l'inauguration de Lille 2004, de la transformation des quartiers populaires en temple de la consommation pour cadres dynamiques faisait plus que jamais tâche dans le décor. La capitale européenne de la culture reconnue et branchouillarde avait d'ailleurs signifié aux squatterEs dès les premiers jours que Lille 2004 ne laisserait aucune place aux occupant-e-s sans droits ni titre (ni convention, ni accord etc.). La procédure éclair s'était en effet déroulée en référé et la baraque était expulsable 6 jours après son ouverture. Précisons tout de même que le dialogue avec les propriétaires ou la myriade de patrouilles policières venues frapper à notre porte a toujours été clairement refusé, que l'idée de régulariser notre présence dans les lieux ne nous a jamais effleuré l'esprit, et que ces choix, n'en déplaise aux squatterEs légalistes, n'ont probablement pas eu d'impact sur la longévité du lieu.



Le samedi 4 septembre, moins de 3 semaines après la première expulsion, la maison est reprise en main au grand jour. La porte est ouverte et la joyeuse bande s'affaire à claquer des banderoles loquaces sur la façade, à remettre l'électricité, à barricader le plus efficacement possible et à nettoyer une maison souillée par le précédent passage des policiers. Le lendemain, en fin d'après-midi, lorsque s'amorce doucement la dispersion de la Grande Braderie, les municipaux viennent zoner devant la maison, tâter le terrain en vue de l'arrivée massive et imminente des CRS, des inspecteurs, de la police nationale et de la BAC. Rien que ça, mais c'est pas tout. Il aura fallu une demi-heure pour que la porte cède, et c'est non moins qu'un camion de la fourrière qui aura été nécessaire pour la défoncer, piloté par une ordure ultra zélée dont ce n'est pas le boulot. Nouvel exemple de la fameuse solidarité de classe, triste humanité…

Entre temps, les occupant-e-s se sont barricadé-e-s dans le grenier, et 3 autres sont monté-e-s sur le toit. Les habitant-e-s de la rue sont présents en force et soutiennent les occupant-e-s. C'est rassurant de voir qu'ils ne se seront pas arrêtés à une paire de soirées bruyantes pour porter contre nous un jugement sans appel. Durant les 11 mois d'existence du Brankard, la volonté de faire corps avec le quartier et ses habitant-e-s ne se sera jamais vraiment vérifiée dans la réalité.

Les policiers se précipitent un peu excités dans le bâtiment une fois la porte détruite, et embarquent les occupant-e-s du grenier. Reste les 3 sur le toit. Les flics peuvent rien faire, les pompiers non plus. Se succèdent des heures de tentatives de négociations avec des représentants de la mairie, un commissaire (inspecteur Flash), un adjoint au maire en charge du logement, le chef de la BAC, les pompiers machos. Les squatterEs exigent de voir Martine (Aubry) dans le chéneau, elle ne nous fera même pas l'honneur de se déplacer. On notera que la bouffonne, après la claque des J.O.[1] et une tentative de sauver l'honneur par la tenue de Lille 2004, a décrété que 2005 serait à Lille l'année de la solidarité… pour les bobos et les yuppies certainement, mais sûrement pas pour les sans-papiers régulièrement matraqués, pour les sans logis écartés des zones de consommation ou pour le reste de la faune urbaine.

Après plusieurs heures, c'est finalement le GIPN qui délogera les forcenés. Cagoules, gros muscles, grappins… ils se croient à un détournement d'avion, et le toit est rapidement vidé. Direction le central pour les 3 restant-e-s.

Les gardés à vue sortiront finalement le lendemain vers midi, suite à un petit rassemblement qui aura fait lâcher les nerfs de la poulaille rudement mis à l'épreuve la veille. Les pompiers collabos se remontreront pour embarquer un policier dont l'irascibilité lui aura valu un pain dans la gueule… effet domino, nos esclaffades nous auront valu une vindicte policière concrétisée par une charge aussi soudaine que prévisible, qui marquera la fin définitive de l'épisode Brankard.

Pour finir, précisons que plusieurs autres lieux avaient ouvert et continuent de s'ouvrir, et qu'ils existent toujours pour la plupart. En 2004, nous sommes donc toujours là !!!

(1) Lille 2004 n'est que le lot de consolation offert à cette ville après sa vaine candidature pour l'organisation des J.O. finalement remporté par Athènes.



Récit de la ballade du 14 juillet à Lyon

forment. Le premier va placer une banderole sur les quais de la gare où la vue des cellules est imprenable (célèbre rendez-vous de parloir sauvage). Des flics occupés à nettoyer un accident vont, sans le savoir, saborder l'action du deuxième groupe...

Qu'à cela ne tienne, nous avons pu avoir des informations sur le «dedans » et nous modifions nos projets : on casse la croûte dans un parc et on recommence au grand complet un peu plus tard ! A 13h nous entamons un feu d'artifice devant une cour où nous faisons parvenir quelques infos aux prisonniers qui s'y promènent. Ceci grâce à des fusées-lance-tracts* élaborées maison et modifiées la veille. Nous repartons tranquilles au nez des matons et à la barbe des condés vigilants... L'objectif de ces actions était de faire savoir à la prison St Paul qu'il y avait peut être des mutineries dans d'autres établissements, ou de bloquer les E.R.I.S.* s'il y avait du grabuge à l'intérieur...

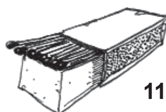
Mais la journée n'était pas finie. Nous allons, en nous promenant sous le doux soleil de juillet et en discutant de notre relative «liberté d'être dehors », nous inviter aux *Guinguettes*. Nous ne pouvions pas éviter de rendre visite à ces animations officielles sur les quais du centre ville, où règne le bien être et la passivité d'une société de consommation. Nous y avons distribué quelques centaines de tracts de gré ou de force... Nous avons déroulé une grande banderole sur un pont au-dessus, en solidarité avec les mutins ou contre les prisons (je n'ai pas la mémoire des slogans !). Nous en avons profité pour faire péter nos dernières fusées et pétards, ce qui a foutu un peu de bordel dans cet espace désespérément marchand. Des bobos ont découvert ébahi qu'il y a encore des mouroirs en france. Alors que l'Etat, dans sa grande bonté, leur accorde le droit de boire un coup au soleil et d'oublier qu'une prison a été détruite il y a 215 ans. Mais il en construit de nouvelles... Je ne me leurre pas et je sais que ces bobos ont vite oublié cette action durant leur bronzette, et que pour détruire les prisons il faut se débarrasser de ces crapules...

La banderole devant la prison St Paul est restée 45min. et celle (très visible) au-dessus des *Guinguettes* est restée 2h env.

Ce qui est intéressant dans cette ballade –qui hélas n'a pas détruit de prisons– c'est son organisation. Nous avons dû nous organiser rapidement et être très spontanées pour cette journée. Comme ce groupe se retrouve depuis longtemps nous savons à peu près les limites que s'imposent les unes et les autres sur la «radicalité» de leurs actions.

Les fusées-lance-tracts sont de petites fusées de feu d'artifice d'environ 10cm accrochées sur des bouts de bois de 40cm autour desquelles on enroule quelques flyers (pas trop...). Cette technique est très économique (gratuit dans des magasins de farces et attrapes...) et ne demande pas de travaux particuliers. Je vous recommande quand même de poser le bout de bois dans une petite bouteille de verre (de bière par exemple) et s'en servir pour viser l'objectif. Avec un peu d'entraînement on peut les utiliser pour plein de choses.

Les E.R.I.S. : Equipe Régionale d'Interventions et de Sécurité. En gros ce sont des matons cagoulés formés au tabassage et toujours en alerte. Ils vivent en garnisons planquées et ne révèlent pas leurs identités pour une plus grande liberté d'action...



Merde à Vauban

En 1853, Coeurderoy dans « jours d'exil »[1] rêvait la fin des séparations : « Il n'est plus de villages ni de métropoles. L'Isolement et l'Agglomération se sont détruits en se confondant. Le monde offre l'aspect des riants cantons de Vaud et de Zurich moins le morcellement, les haies, les murs, les grilles, les tessons de bouteilles, les gardes et les chiens des propriétaires » . Aujourd'hui, on distingue à peine sur les vues aériennes où se termine la ville et où commence la campagne. Mais on est bien loin de l'utopie de l'insurgé, tant le quadrillage, plans d'aménagement successifs obligent, s'est étendu à l'ensemble du territoire. Le développement des réseaux de transports et de communications (le rail, les autoroutes jusqu'à internet) et du système de distribution de l'énergie a fait fleurir sur des étendues toujours plus vastes câbles, pylônes, centrales en tous genres, lignes à haute tension, relais, antennes de portables et infrastructures routières, ferroviaires ou aériennes. Finalement, le vieil antagonisme ville/campagne aura été réduit par l'avancée du capitalisme et des nouvelles technologies, par l'implantation d'industries, mines et usines près des « ressources naturelles », ainsi que par la consommation de masse et la diffusion généralisée des valeurs et modes de vie bourgeois et urbains, copiés et popularisés un peu partout [2]. Ainsi s'est imposé un modèle standardisé dans un monde dévasté auquel on ne peut échapper.

Répondant aux incitations de l'Etat, des entreprises et des médias, au développement des transports rapides (TGV) et du télétravail, nombreux sont ceux qui quittent les métropoles pour s'installer « au calme », contribuer à lutter contre la « désertification » ou grossir le rang des alternatives bio-citoyennes[3]. Hameaux et villages sont ainsi absorbés dans des zones urbaines (vive les lotissements pavillonnaires !) de plus en plus étendues peu à peu à reliées entre elles.

Ce processus s'est d'abord manifesté en Europe, puis aux Etats-Unis, mais n'a évidemment pas épargné le reste du monde. Partout, une vaste entreprise de déforestation est à l'oeuvre, tandis qu'on parcellise et cadastre les territoires [4] et, n'en déplaise aux fervents du commerce équitable, il y a belle lurette que terres et paysannerie riment avec possession et exploitation. Dans le même temps les monstres urbains étendent leur emprise[5] et les pauvres s'entassent dans les bidonvilles. D'ailleurs, les dirigeants et leurs experts redoutent les conflits et les explosions sociales qui couvent dans ces concentrations de misère[6].

Car, tout comme les campagnes ont connu révoltes et jacqueries, l'histoire des villes est aussi celle des rapports de force entre les dominants et celles et ceux qui refusent de se soumettre. Régulièrement, désordres, révoltes et soulèvements ainsi que différentes formes de résistance, de luttes et de solidarités sont venus répondre aux nouvelles institutions, installations et normes imposées par les possédants.

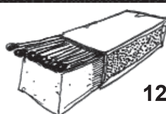
L'émergence des agglomérations urbaines est liée aux échanges marchands, qu'il s'agisse des flux du commerce mondial (comptoirs, ports et cités négrières, villes marchandes italiennes du XIVe, villes hanséatiques allemandes ou villes coloniales espagnoles) ou des marchés locaux.

Le développement de ces centres économiques, lieux d'écoulement des surplus agricoles séparés de la production de la terre, s'est accompagné d'une concentration du pouvoir toujours plus poussée. En même temps que se différenciaient et se spécialisaient les différentes activités humaines, ont été mis en place des appareils bureaucratiques toujours plus ramifiés[7].

Malgré la perdurance de zones plus ou moins chaotiques, les villes se sont rapidement agrandies selon des plans d'ensemble élaborés par les groupes sociaux qui avaient réussi à imposer leur hégémonie et par leurs sbires, ingénieurs puis urbanistes, aux techniques de plus en plus perfectionnées. La manie régulatrice (y compris de la part de « penseurs sociaux » confiants dans les conquêtes de la science et de la technique) découpe et fige l'espace selon les nécessités du moment et des gouvernants. D'ailleurs, on aménage les villes comme on tronçonne le temps des activités humaines et le salariat s'y impose. La ville est à la fois source de profit pour tous les spéculateurs, banquiers, entrepreneurs et autres architectes et le terrain d'application de nouvelles techniques toujours au service de la domination. Après les villes forteresses à la Vauban (qui s'y connaît en matière d'enfermement), c'est essentiellement des ennemis de l'intérieur qu'il faut se protéger. Au nom du « bien public » une énorme machinerie (éclairage public, eau potable, égouts, gaz, et enfin électricité) s'y développe sous la houlette de l'Etat . C'est qu'il faut résoudre les problèmes d'approvisionnement, d'évacuation des déchets, de transport et d'espace et surtout veiller à canaliser voire à utiliser au mieux les nuisibles[8] . Les villes deviennent le lieu d'application à vaste échelle de politiques d'aseptisation et de surveillance et de techniques sans cesse renouvelées de contrôle social. Du fait même de leurs dimensions, de l'importance des « masses à gérer » et d'une surveillance mutuelle de voisinage moins stricte et moins efficace, les métropoles représentent en effet une sérieuse menace. Face à une telle concentration humaine, les possédants s'inquiètent pour leur santé et leur sécurité. Les maladies sont contagieuses (peste et choléra sévissent jusqu'au XIX) et les foules qui vivent ensemble ou se forment au hasard des évènements, des moments et des lieux peuvent rapidement devenir ingouvernables. Certes, défoulement collectif n'est pas forcément synonyme de subversion et les foules enthousiastes se déplacent parfois pour assister aux exécutions publiques, mais il arrive aussi qu'elles se liguent contre la force publique et libèrent des prisonniers. Attroupements éphémères et regroupements spontanés sont par essence imprévisibles et on voit aussi des manifestations organisées (parfois corporatives et minimalistes) « dégénérer » en soulèvements populaires avec leurs cortèges de pillages et saccages. Les villes aux dédales de rues et nombreuses zones d'ombre favorisent déplacements et rendez-vous discrets. Avec l'urbanisation surgissent de nouvelles connivences et complicités. Dans les villes du Moyen Age se retrouvent souvent les vagabonds, « irréguliers », « oiseux » et autres « inutiles au monde » ayant plus ou moins rompu avec leurs attaches traditionnelles et leurs rencontres avec les franges urbaines les plus pauvres ou subversives -comme plus tard les possibles liens entre révolutionnaires et la « pègre » ou les Apaches- ont de quoi inquiéter les possédants. La ville est à la fois « milieu corrupteur et correcteur, véhicule de sa propre infection, visible c'est l'émeute, invisible c'est l'épidémie, elle cherche à trouver ses propres remèdes » [8] . Les dominants s'appliquent donc à éliminer un à un les différents dangers potentiels.

Le 09 décembre 1662, le Procureur Général du Parlement de Paris, ville particulière en ce qu'elle est déjà une énorme agglomération, réclame des mesures contre « les désordres, assassinats et voleries qui se commettent tant de jour que de nuit dans cette ville et faubourg » . Et, dès le XVII sous Louis XIV, on voit s'y multiplier les lieux d'enfermement pour pauvres (asiles, hôpitaux, hospices-prisons) en même temps que se développe l'éclairage public et que sont détruites les Cours des Miracles [9].

Sous le Second Empire, sur les décombres de la révolution trahie de 1848, l' « artiste démolisseur » (tel qu'il se nomme lui-même) Haussman exécute les plans de Napoléon III : percer de nouveaux grands axes pour faciliter les mouvements de troupes et mieux écraser les insurrections populaires tout en débarrassant le centre de Paris des ouvriers qui l'en-



combrent. Les pauvres sont ainsi repoussés et relégués dans les faubourgs. Les frontières de classes deviennent des frontières géographiques et les différents quartiers acquièrent des fonctions spécifiques. Mais les grands travaux hausmanniens ont les limites du projet qui les sous-tend : la Commune aura quand même lieu et les rues de Paris restent un terrain d'affrontements. Par la suite le bras de fer se poursuit. Il sera interdit de manifester dans Paris intra-muros , pourtant des barricades continueront à y être dressées et longtemps encore voleront les pavés...

Dès la fin XVIII, puis au XIX, la ville industrielle cherche à fixer les travailleurs sur le lieu de production. On voit se développer l'urbanisme patronal et paternaliste, tandis que se multiplient les villes bâties autour et pour les usines (essentiellement sidérurgiques et minières). A Guise, l'industriel Godin qui se dit fouriériste fait construire son familistère autopolicé. A Clermont-Ferrand, Fougères, Montceau-les Mines, ou Le Creusot (...), les habitations sont réparties de manière hiérarchique et pédagogique : là aussi les chefs d'atelier sont placés stratégiquement de manière à surveiller toutes les activités, les maisons sont « individuelles » et les bistrots contrôlés. Pourtant, et malgré les oeuvres sociales patronales, les installations sportives et les écoles pour mieux former de dociles ouvriers et maîtresses de maison, non seulement l'absentéisme ne disparaît pas, mais des grèves éclatent et maisons de maîtres ou contremaîtres sont attaquées. Les métropoles quant à elles, doivent faire face à une double exigence : la sédentarisation des ouvriers que l'on entasse dans le minimum d'espace possible (rentabilité oblige) et la nécessité de disperser pour éviter les promiscuités et désordres possibles. Les logements-casernes[10] donnent lieu à de nouvelles formes de contournements et de solidarités : certaines paysannes qui refusent de se louer comme domestiques à la ville sont accueillies par des ouvrières ; la pratique interdite des « coucheurs » sous-locataires qui remet en question les structures familiales au sens strict est tellement répandue qu'elle rend quasiment impossibles les contrôles des inspecteurs de police et du logement ; les contrats de location signés à court terme sont souvent suivis d'occupation avant l'expulsion. De manière générale, les propriétaires sont haïs. Dans les années 1840 il existe à Paris plusieurs ligues anti-proprios dont les membres s'engagent à ne jamais régler leur terme.

Les métropoles reposent toujours sur un fragile équilibre, sur le point de craquer. Dans les moments de tension sociales plus aigües la classe ouvrière « respectable » rejoint les quartiers « mal-famés » d'où partent des émeutes (comme les manifs de chômeurs mettant à sac les beaux quartiers dans le Londres des réprouvés des années 1880). Il s'agit donc de parachever la ségrégation spatiale des classes dangereuses, tout en veillant à ce que les poches de pauvreté ne deviennent pas des enclaves assez puissantes pour engloutir les possédants, les civilisés.

Le maintien de l'ordre va de pair avec la lutte contre l'insalubrité, qui relève également de la Préfecture. La police se charge à la fois de réprimer la délinquance et la criminalité et de faire respecter les nouveaux règlements sanitaires ou autres normes d'hygiène et de médecine. Avec la création du casier sanitaire en 1850 se multiplient les enquêtes sur les immeubles où sévit la tuberculose où l'on contrôle le nombre d'ouvertures et de l'exposition. A terme, c'est la destruction de ces « ilôts insalubres » qui se profile. Aux cotés des biologistes à la Pasteur et des hygiénistes interviennent de nouveaux «scientifiques» chargés d'étudier au microscope les comportements et habitudes des habitants des villes pour mieux les contrôler et les modeler. Car la population devient véritablement objet à réformer et éduquer et sa transformation en masses laborieuses passera par la mise au pas sanitaire et morale. L'accès au logement individuel réservé aux couples mariés s'inscrit dans la volonté de réduire les illégalismes matrimoniaux et domestiques populaires (unions libres, enfants « illégitimes », infanticides et abandons d'enfants). On travaille sur les interdits et l' on promeut les notions d'intimité, d'espace privé (mais toujours sous le regard) et de foyer comme refuge. Quant à l'accès à l'eau courante, il permet entre autre d'éviter les regroupements auprès des fontaines publiques et le croisement des corps. En 1851, la départementalisation de l'Assistance Publique vise à fermer Paris aux miséreux en surveillant l'immigration des malades ou indigents venus de banlieue ou de province. C'est aussi le moment où la Société Internationale de Prophylaxie Sanitaire et Morale agite la menace du péril vénérien. « La débauche, c'est déjà l'émeute ! » Et voilà la famille érigée en cordon sanitaire, tandis qu'on limite les déplacements des prostituées et qu'on réorganise les maisons closes[11].

Après la rénovation hausmannienne, le bannissement et la relégation des pauvres aux portes de Paris, le pouvoir s'attaque à sa périphérie début XX. Des voies nouvelles de circulation sont percées (dont le métro) et d'immenses campements de baraquements détruits[12]. De nouvelles communautés s'étaient constituées dans ce qu'on appelait déjà la « zone » - dont celle des chiffonniers. Autant de « tribus » à disloquer, de liens à dissoudre. Cela passera entre autre par la réglementation de ces activités parallèles typiquement urbaines et par la stratégie du « diviser pour mieux régner », une partie des chiffonniers acceptant enfin d'être intégrée officiellement aux cotés des concierges (sachant que les poubelles sont obligatoires depuis 1884). La place enfin nettoyée, la voie est libre pour les philanthropes. Chacun y va de son projet pour les prolos. Le Corbusier conçoit à la fois ses cités radieuses et les bâtiments de l'Armée du Salut. De Suresnes à Reims, en passant par Montbéliard ou Belfort, la mode est aux cités-jardins (modèle importé des pays anglo-saxons) pour des travailleurs sains, actifs et bien dans leur peau[13].

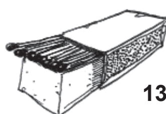
LA PLUS BELLE SCULPTURE
C'EST LE PAVÉ DE GRÈS
C'EST LE PAVÉ CUBIQUE
LE LOURD PAVÉ QU'ON JETTE
SUR LA GUEULE DES FLICS
(MAURICE BLANCHARD)

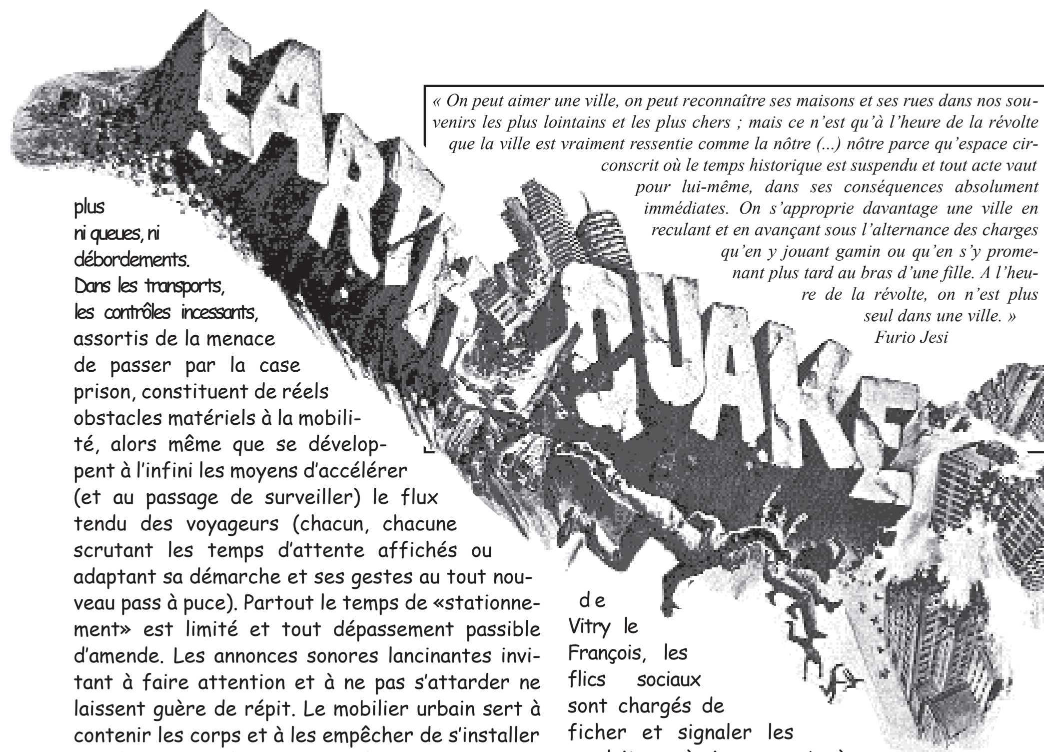


Après la seconde guerre mondiale, de 1950 à 1960, de nombreuses villes connaissent d'énormes problèmes de logement liés à la reconstruction et à l'afflux de travailleurs immigrés recrutés exprès. Les bidonvilles et hôtels garnis sont remplis, pour le plus grand profit des marchands de sommeil et ce qui restait de la « zone » se voit remplacé par les « cités d'urgence ». C'est l'avènement du modèle préfabriqué importé des US et de l'architecture modulaire à angles droits, rapide à réaliser et peu coûteuse[14] Les grands ensembles de cette époque sont construits la plupart du temps en périphérie, gigantesques cités dortoirs dont les travailleurs ne sont supposés sortir que pour aller bosser. Cette ségrégation spatiale sociale est aussi raciste et l'attribution de logements sociaux de plus en plus lointains rentre dans le cadre de la politique de contention qui consiste à protéger les centre-ville. Les transports publics révèlent une de leurs fonctions : bloquer les indésirables à la périphérie par des barrages de police aux gares de banlieue ou l'interruption pure et simple des services. La notion de « territoire » répond aux intérêts de la domination qui affecte et gère des « populations » soigneusement étiquetées par sociologues et statisticiens dans des ensembles qu'elle a délimités selon les nécessités de la production, de la consommation ou du contrôle.

La ville est un espace fonctionnel qui expérimente et influe sur les comportements individuels et sociaux. L'aspect répétitif et monotone de ces « compositions architecturales urbaines »[15] -que les cultureux toujours aux ordres du pouvoir (stalinien à l'occasion) prennent pour cibles- correspond à la séparation des corps et des individus et la renforce encore. L'entremêlement dans les rues a laissé place à une collection d'individus isolés ensemble, séparés, atomisés et juxtaposés. Les différents agents et relais du pouvoir s'emploient à rogner et briser les solidarités, imposant de nouvelles formes de sociabilité et remplaçant les rapports directs par des rapports médiés. On se retrouve chacun chez soi car se regrouper dans la rue ou les halls est désormais interdit, les rapports s'institutionnalisent dans les différentes assos, les grands frères collaborent.

En 1965, l'Etat planifie par le biais du SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, avant coureur des différentes politiques de la ville qui séviront par la suite, comme le projet crapuleux « banlieues 89 » animé par l'ancien gauchiste Roland Castro) la création de 9 villes nouvelles (dont Cergy-Pontoise, Saint Quentin en Yvelines, Marne la Vallée, Evry et Melun-Sénart en région parisienne), véritables laboratoires de formes urbaines et d'expériences architecturales. De glorieux concepteurs y développent notamment la notion d'espaces « libres » telle qu'elle existe aujourd'hui : espaces dévolus à des usagers pour qu'ils y pratiquent des activités socialement, voire juridiquement encadrées, alors même que disparaît la « rue » qui devient simple espace de transit [16]. Tout ralentissement est considéré comme suspect par les flics ou les passants. Circuler est de règle, mais les déplacements se trouvent réduits à leur plus simple expression : métro, boulot... ou au mieux la voiture individuelle dans les bouchons. Aucun détail n'est laissé au hasard pour limiter le mouvement et le regroupement d' individuEs. Les locaux administratifs ont été réaménagés et vigilés de telle sorte qu'il n'y ait





« On peut aimer une ville, on peut reconnaître ses maisons et ses rues dans nos souvenirs les plus lointains et les plus chers ; mais ce n'est qu'à l'heure de la révolte que la ville est vraiment ressentie comme la nôtre (...) nôtre parce qu'espace circonscrit où le temps historique est suspendu et tout acte vaut pour lui-même, dans ses conséquences absolument immédiates. On s'approprie davantage une ville en reculant et en avançant sous l'alternance des charges qu'en y jouant gamin ou qu'en s'y promenant plus tard au bras d'une fille. A l'heure de la révolte, on n'est plus seul dans une ville. »
Furio Jesi

plus ni queues, ni débordements. Dans les transports, les contrôles incessants, assortis de la menace de passer par la case prison, constituent de réels obstacles matériels à la mobilité, alors même que se développent à l'infini les moyens d'accélérer (et au passage de surveiller) le flux tendu des voyageurs (chacun, chacune scrutant les temps d'attente affichés ou adaptant sa démarche et ses gestes au tout nouveau pass à puce). Partout le temps de «stationnement» est limité et tout dépassement passible d'amende. Les annonces sonores lancinantes invitant à faire attention et à ne pas s'attarder ne laissent guère de répit. Le mobilier urbain sert à contenir les corps et à les empêcher de s'installer trop longtemps : les barres sur les bancs auraient-elles d'autre fonction que d'empêcher les clodos [17] (ou pas) de dormir et les amoureux (ou pas) de se serrer tout contre ?
Finies flânerie, attente ou contemplation. Ca tombe bien, il n'y a rien à voir que des villes commerciales où règne la marchandise. Alors même que la signalétique urbaine prend de plus en plus des allures de panneaux publicitaires, le «zonage», soit la séparation des différents espaces d'activités (voir les ZAC, ZUP et autres ZUS), réserve les centres villes aux piétons-consommateurs ou, au mieux, les transforme en quartiers musées pour touristes à gogo (Ah ces magnifiques façades qui dissimulent les murs en béton !, oh ces nouvelles boutiques derrière de vieilles enseignes!).

Cette évolution de la ville s'est effectuée dans un double mouvement de persuasion et d'éviction. La paix sociale s'est achetée par l'accès à la petite propriété d'une partie plus large de la population - qui se serre les coudes pour virer les « intrus »: vive les chiens de garde et les milices de riverains et commerçants, les copropriétaires avides de digicodes - et au prix d'un pseudo « bien-être ». Les individus toujours plus dépossédés de leurs moyens autonomes de subsistance et de leur vie voient s'accroître toujours plus leur dépendance à l'égard d'appareils et d'infrastructures dont le fonctionnement leur échappe. « Le confort policé comme auxiliaire de police et la domestication par les appareils domestiques ». D'autre part, les spéculateurs immobiliers profitent de n'importe quelle occasion (Jeux Olympiques, championnats de foot, forums en tous genres...) pour rénover des quartiers entiers (là où les immeubles flambent en même temps que les prix) et en chasser les populations peu rentables et gênantes. Peu à peu, les quartiers populaires sont ainsi nettoyés et finalement repris en main, investis par les bobos qui s'empressent de réduire le peu de vie après laquelle ils courent. La « démocratie urbaine » passe par un savant dosage, les classes moyennes venant neutraliser les classes dangereuses, quitte à coexister avec des ghettos sous haute surveillance.

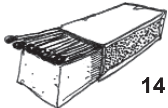
La mise en place de ce nouvel ordre urbain comprend le développement des villes carcérales. Au quadrillage des forces de police à la densité exponentielle s'ajoutent les caméras, les hélicoptères, les satellites pour surveiller la circulation et les mouvements. Le maillage des comportements se fait aussi de plus en plus serré. Dans la ville pilote de Vitry le François, les flics sociaux sont chargés de ficher et signaler les conduites « à risques ». Après l'avènement du béton, la combinaison d'architecture métallique et de verre contribue au culte de la transparence - chacun voit et peut être observé, de l'intérieur comme de l'extérieur - au sein de la ville panoptique [18].

Pourtant, il existe encore des angles morts. A l'heure où l'ONU s'inquiète des risques de pauvreté, de criminalité et de violence que pourrait provoquer l'urbanisation croissante dans le monde, ici la Police Urbaine de Proximité se voit doter de nouvelles fonctions et d'effectifs plus nombreux ; les arrêtés anti-mendicité et les couvre-feux se multiplient ; le plan Vigie Pirate est devenu permanent. Cependant, des révoltes individuelles et collectives viennent bien sûr secouer cet ordre et la guerre sociale continue en ville comme ailleurs. Des squats, des vols, des pillages attaquent la propriété, sans pour autant toujours la remettre en cause. Des explosions régulières bien que sporadiques détruisent « mobilier urbain » et infrastructures de pacification (écoles, ANPE, gymnases, MJC, centres de loisirs où de gentils animateurs travaillent en partenariat avec les flics locaux). Au cours de manifestations ou d'émeutes, des heurts violents opposent des insoumisEs aux représentants de l'autorité et il arrive comme à Los Angeles en 1965 puis en 1992 [19] ou à Gênes en 2001 que la ville en soit ébranlée. Les énormes appareils urbains ont des failles et des faiblesses et sont sujets au dysfonctionnement, il n'est que voir la panique que peuvent provoquer les grèves dans le nettoyage, l'arrêt des transports ou les coupures d'électricité. Malgré tous les efforts du pouvoir et les progrès de la collaboration/délation citoyenne, les métropoles restent des lieux d'opacité et d'invisibilité, l'anonymat pouvant aussi être synonyme de clandestinité. Les riches y exposent leur omniprésence, mais leur vulnérabilité aussi. Dans ce contexte, le pittoresque des anciens quartiers (Ah, les repas entre voisins prévus, organisés et planifiés par les municipalités!) et le folklore des petits bistrots paraissent bien dérisoires. Nous n'avons aucune envie de revenir à des villes qui n'ont jamais existé ou des vies idéalisées. Nous n'éprouvons aucune nostalgie ni pour les maisons bourgeoises, ni pour les usines qui, même vides, continuent à suinter l'exploitation.
La perspective d'un retour à un état antérieur « meilleur » n'a pas plus de sens que l'idée de « désertion », que ce soit en ville ou à la « campagne ». Des espaces moins clos et un environnement bucolique ne permettent pas d'échapper aux rapports sociaux aliénés et à la prégnance de la marchandise; au mieux ils peuvent donner l'illusion, vite défaite, d'une vie harmonieuse. Mais le conflit est partout, la domination nous a contaminés jusque dans les moindre recoins de nos chairs et nos esprits. Il n'y a pas d'ailleurs où l'on serait libre et nous n'avons pas de prés carrés à défendre. Nos « territoires » et nos espaces sont partout où nous menons la guerre sociale, et c'est dans nos formes de luttes et de vies que nous sentons la caresse fugace de la liberté. Le pouvoir n'a pas de centre, il est multiple et (a)varié. Il n'est aucun endroit où notre rage d'en finir avec ce monde ne trouve d'expression possible et de cibles. Chaque attaque diffuse est un feu de joie sur les ruines fumantes de ce monde.

A suivre...

Pour compléter les lectures :
Dissensus n°6 : l'urbanisme post-moderne
Dissensus n°15 : La ville à l'envers
Tic-tac n°8
L'imposture post-moderne (Joël Gayraud)

1 Ernest Coeurderoy Jours d'exil (Fragments) Ed 100 pages
2 Pour une vision bien plus complète de ces évolutions, on peut lire le texte de Jean paru en supplément de Tic Tac «Qui suis-je ?» (Presses Prolétariennes de France)
3 A ce propos, lire aussi : «Campagnes à vendre, le miroir aux illusions» André Dréan (Oiseau-tempête n°6)
4 Le remembrement de la Tchéquie est actuellement étudié par images satellites.
5 Ils portent en général l'empreinte coloniale : quartiers résidentiels européens comme à Alger ou à Fès (construit sur les directives du maréchal Lyautey) ou mégalopoles cauchemardesques tout droit sorties des préceptes de la Charte Internationale pour une Architecture Moderne -comme Brasilia.
6 Suite à à un Forum Mondial Urbain organisé par l'ONU en septembre 2004, le rapport de l'ONU habitat préconise d'assainir au moyen de méthodes éprouvées (hygiène, surveillance, dispersion) ces « zones dangereuses de marginalité urbaine » qui au delà des Etats nationaux risquent de perturber le bel ordre capitaliste mondial.
7 Lewis Mumford La cité à travers l'histoire (ed du Seuil 1961)
8 Recherches n°25*(novembre 1976) : le petit travailleur infatigable ou le prolétaire régénéré. Villes-usines, habitat et intimité au XIX siècle.*
9 Robert Chesnais SDF, truands et assassins dans le Paris du Roi Soleil (l'Esprit Frappeur)
10 On retrouve le modèle militaire déjà appliqué aux usines, hôpitaux et écoles notamment dans les Mietskasernen berlinoises, ensembles d'immeubles en enfilade dans le sens de la longueur et séparés par de minuscules arrière-cours.
11 Alain Corbin : Le péril vénérien du début du siècle : prophylaxie sanitaire et morale in Recherches n°29 (décembre 1977) : l'haleine des faubourgs. Ville, habitat et santé au XIXe siècle
12 Aujourd'hui les mairies de banlieue procèdent à l'évacuation des campements de Roms.
13 Les jardins ouvriers du bon docteur Schreber, promoteur en Allemagne de l'intégration par l'éducation physique, séduiront plus tard Pétain.
14 En 2004, le marchand d'armes Dassault commercialise ses maisons pour pauvres en kit de type Algeco.
15 *notes éditoriales de l'IS n°6 d'août 1961 : «Cette société construit, avec les villes nouvelles, le terrain qui la représente exactement, qui réunit les conditions les plus adéquates de son bon fonctionnement; en même temps qu'elle traduit dans l'espace, dans le langage clair de l'organisation de la vie quotidienne, son principe fondamental d'aliénation et de contrainte.»*Internationale Situationniste *(Arthème Fayard 2001)*
16 Delanoë la remet aujourd'hui au goût du jour sous forme d' « espace civilisé » assaini, réaménagé et replanté d'arbres pour une vie plus « agréable,conviviale et tranquille » Cf site de la mairie de Paris
17 Les SDF n'ont qu'à bien se tenir. Lorsqu'on ne les amène pas de force dans les « centres d'accueil » diverses crapules adeptes de l'écologie urbaine leur prévoient des « balises de survie » sanisettes à être propres sous surveillance télématique.
18 Dans Surveiller et punir de la naissance de la prison (Nrf ed Gallimard), Foucault définit le panoptisme comme un « dispositif fonctionnel qui doit améliorer l'exercice du pouvoir en le rendant plus rapide, plus léger, plus efficace. Un dessin de coercitions subtiles ».
19 Mike Davis : Contrôle urbain, l'écologie de la peur. Ab Irato 1998.



Juin 2004 - Donnez-leur ce qu'ils sont venus chercher

En Dordogne, un couple de 56 ans et 59 ans a été condamné à quinze et à dix ans de taule par la cour d'assises. Ils avaient, en 1999, tué un huissier qui leur réclamait une importante somme de fric.

On est sérieux quand on a 17 ans

Après deux ans d'enquête, les gendarmes de Loudéac (Côtes d'Armor) ont interpellé 17 mineurs, tous reconnus coupables de vandalisme et de 9 feux de poubelles sur la commune entre fin 2002 et début 2004. Pour deux d'entre eux : feu de containers et poubelles durant l'été 2002, destruction par le feu du club de pétanque en septembre 2003, bris par jets de pierres des vitres du Palais des Congrés , en juillet 2003. Un autre a reconnu être le seul coupable des feux qui avaient détruit le gymnase des Livaudières en décembre 2003, janvier et février 2004.
Un groupe de six d'entre eux a reconnu avoir dégradé des abris-bus , brisé la vitre d'une veranda, vidé les extincteurs du centre commercial Leclerc. Ils sont aussi accusés d'être à l'origine d'appels malveillants reçus les nuits du 24 au 25 décembre 2003 à la gendarmerie. Ces jeunes sont également reconnus d'être les auteurs, aidés par neufs autres, des 84 tags réalisés sur 38 bâtiments publics et privés de la ville.

On leur fera payer!

Une école de design et d'architecture romaine a imaginé une maison pliable en carton pour SDF (12 euros l'unité) dont le prototype doit êre produit en série au profit d'associations caritatives.

13 juin 2004 Un autre cas de rage

Une jeune femme de 23 ans a mordu au bras un policier qui la verbalisait dimanche à Gentilly (Val-de-Marne) pour avoir omis de boucler sa ceinture de sécurité. La jeune femme, conduite au commissariat, a été laissée en liberté. On ignore toujours si la victime a été piquée.

11 août 2004 Les flics avaient moins bel air

Deux personnes ont été placées en garde à vue hier à Marseille après des affrontements contre des policiers dans la cité de Bel-Air, au sud de la ville. Les heurts se sont produits vers 15h alors qu'une patrouille était venue récupérer deux voitures volées. Accueillis par des jets de cailloux et de parpaings, et victimes de tirs de pistolet à billes, trois policiers, dont le véhicule a été incendié, se sont réfugiés dans un local avant d'appeler une cinquantaine d'hommes en renfort.

7 mars 2004 Des salles obscures... ...aux rues blafardes

Dimanche , vers 18 heures, avenue du Général Leclerc à Paris XIVème , l'interpellation de deux sans-domicile fixe a fait sortir de leurs gonds citoyens les riverains sortant du cinéma voisin. Leur arrestation musclée a choqué selon des témoins, qui affirment que les policiers sont devenus hargneux et ont chargé les passants.. Selon un maire-adjoint de l'arrondissement, également présent (...) " *l'arrestation a dégénéré en quasi-émeute, les policiers n'ont pas été professionnels et ont perdu le contrôle d'eux-mêmes*".

11 septembre 2004 La ville sans ta voiture.

Dans le 1er arrondissement de Paris, un homme de 50 ans a été arrêté après avoir mis le feu à une Jaguar en y jetant un sac plastique enflammé, par une vitre brisée. Il est soupçonné d'avoir mis le feu à six autres voitures. Selon Le Parisien : "Déjà puni de treize mois de prison pour la même chose il y a deux ans, il aurait réitéré fin juillet dans le 20e, puis, après une pause en août, avec acharnement début septembre dans les 20e, 3e et 2e arrondissement. Deux fois, il a même réamorcé dans l'heure l'incendie d'une voiture que les pompiers étaient venus éteindre".

Février 2004 Les voies du feu sont pénétrables...

L'église Saint-Paul dans le quartier de la Paillade à Montpellier a été saccagée et incendiée. Les missels et des vêtements religieux ont été brûlés sur l'autel. Le même jour et dans le même quartier, le temple protestant et l'appartement du pasteur ont également été dégradés. Ce n'est pas tout : 2 écoles maternelles et une école primaire de la Paillade furent aussi la proie de vandales.
Ah, les barbares...

23 août 2004 Tirez sur l'ambulance

Un motard a un accident dans les Bouches-du-Rhône, sur la route entre Aubagne et Marseille. Il prévient par téléphone sa femme, qui elle-même avertit les pompiers et se pointe sur place avec ses deux mômes. Les pompiers arrivent en ambulance mais préfèrent faire venir les urgences. Ca traîne... Excédés, les enfants bousculent les pompiers, la mère lance un coup de genou mal placé au conducteur de l'ambulance et s'installe à sa place, avec le mari à l'arrière et deux des pompiers toujours dans le véhicule. Elle démarre dare-dare puis percute quelques bagnoles, soucieuse de ramener au plus vite son mari à l'hosto. Ses jours ne sont pas en danger.

Il faut porter des masques de ski (morceaux choisis)



Mark Barnsley est un anarchiste anglais qui a passé 10 années de sa vie dans les geôles anglaises. Parti au Liban avec des camarades anarchistes à la fin des années 70, il a d'abord effectué une peine de 2 ans, alors qu'il avait à peine 19 ans, à son retour en Angleterre en 1980 où il fut arrêté en possession d'explosifs (plastique). Il participe alors aux luttes menées en taule, nombreuses à ce moment-là. A sa sortie, il continue de s'impliquer très activement dans les luttes anarchistes et antifascistes de Sheffield (nord de l'Angleterre). Il est bien sûr dans l'œil du cyclone des flics tout au long de cette période (perquisitions, arrestations, tabassages,…). En 1994, il est impliqué dans une rixe contre une quinzaine d'étudiants ivres. Alors qu'il n'y eut aucun mort à l'issue de cette baston, et beaucoup de témoins pour dire qu'il avait été assailli plutôt qu'assaillant, il fut condamné à 12 ans de prison (il en a fait 8). Ses activités politiques expliquent bien sûr la lourdeur de la peine. Il a purgé ces longues années dans des prisons de sécurité maximale ou haute (système de classement britannique), avec d'innombrables transferts, et souvent dans les quartiers d'isolement. Car bien sûr, il n'a pas cessé de lutter, une fois enfermé. “ Je n'avais pas le choix, dit-il. C'est les emmerder ou rester allongé sur un lit ”. C'est résister ou se laisser anéantir par toutes les techniques mises en place pour casser les détenus, leur solidarité, leur force pour lutter : entre autres, les conditions plus ou moins sévères de détention en fonction du degré de collaboration avec l'état et l'administration pénitentiaire, l'héroïne en remplacement du cannabis dans les taules, le balluchonnage (transferts) à la moindre résistance, etc.

Les textes qui suivent sont extraits de la brochure “ *Il faut porter des masques de ski* ”, éditée en septembre 2004 par le collectif lillois La Brèche, suite à la venue de Mark en France (des discussions ont eu lieu à Lille, Dijon, Paris, Montpellier, Toulouse, et même Barcelone). Cette brochure est la traduction en français du récit de son parcours de prisonnier. Il ne s'y présente pas comme une victime du système carcéral anglais - les dégâts et souffrances causés par la taule sont évidents - , mais relate toutes les formes de résistance (mutineries, solidarités entre détenus, etc.) opposées par lui et d'autres, à cette machine de mort, et qui lui permirent de garder en taule son intégrité et sa cohérence. Il décrit en détails le système carcéral anglais, un mélange de bonne vieille répression et des technolo gies les plus en pointe, avant-poste des méthodes pénales et carcérales américaines en Europe. Il raconte ce qui a miné les luttes en taule depuis 30 ans, la privatisation des prisons en cours depuis plus d'une décennie, les difficultés à résister aujourd'hui, mais surtout, la nécessité de rester offensif contre ce monde, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Son récit contribue à relativiser la terreur inspirée par la menace de la taule qui plane toujours plus largement sur les indésirables de ce monde et ceux et celles qui y résistent, et dont la fonction est de paralyser toute volonté d'agir,parfois même d'anesthésier jusqu'au désir de renverser cet ordre. Les textes présentés ici sont des extraits de la brochure qu'on peut se procurer en écrivant à : La Brèche c/o CCL, 4, rue de Colmar, 59OOO Lille.

J'ai parlé des tactiques de répression. Depuis la Deuxième Guerre Mondiale, les Etats-Unis se sont comportés comme un véritable cancer en Europe bien qu'il n'aient pas conquis l'Europe par les armes mais par l'impérialisme culturel. Dans chaque rue, dans chaque ville d'Europe, dans chaque centre-ville il y a un McDonald's ou un Burger King. La propagation des méthodes de travail américaines est endémique, leurs méthodes pénales se répandent. Les Etats-Unis ont la plus importante population carcérale au monde. 5% des hommes de plus de 18 ans et un homme noir sur cinq sont en prison, en liberté surveillée ou en conditionnelle. Un tiers des hommes adultes a un casier judiciaire. Et non seulement ils ont la plus grosse population carcérale au monde, mais ils ont aussi le plus fort taux de criminalité. Et les deux vont de pair. C'est vraiment un drôle d'endroit sur lequel prendre exemple en matière de politique pénale, mais pour introduire leurs idées et leurs méthodes sur le continent européen, les Etats-Unis ont pu faire confiance à leur 51ème Etat : le pays auquel George Orwell faisait référence, Air Strip 1, autrement dit la Grande-Bretagne.

La Grande-Bretagne a, depuis la Deuxième Guerre Mondiale, joué le rôle de cheval de Troie pour introduire la politique américaine en Europe. Ce n'est pas un hasard si actuellement la Grande-Bretagne a le plus fort taux de détention d'Europe : les méthodes pénales américaines y ont été introduites. Alors que les Etats-Unis ont le système des trois coups (1), la Grande-Bretagne a, elle, le système des deux coups. Une des raisons pour lesquelles la population carcérale britannique s'est accrue si vite et continue d'augmenter de façon dramatique est la privatisation des prisons, une autre idée qui a été importée directement des Etats-Unis, et souvent pour les mêmes entreprises américaines. La première prison privée de Grande-Bretagne a été construite en 1991. A cette époque, Tony Blair était dans l'opposition, qui était alors très impliquée contre ce processus de privatisation. Mais en fait sous le gouvernement des néo-travailleurs, le processus de privatisation s'est terriblement accéléré et a directement amené à un accroissement de la population carcérale. Aux Etats-Unis on a pu observer que ceux qui sont derrière les entreprises privées gestionnaires de prison peuvent également influer sur la législation.

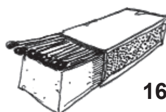
Apriori ça ne se passe pas encore comme ça au Royaume-Uni. Mais ce n'est pas forcément nécessaire pour que la population carcérale augmente : l'existence même de ces prisons privées y mènera inévitablement. Dans les années 80, les prisons anglaises étaient vraiment surpeuplées, pleines à craquer. Il y avait même des prisonniers détenus dans des commissariats ou dans des camps montés vite fait autour des prisons, parce qu'elles étaient toutes pleines. Le premier ministre conservateur de l'époque était dans une situation désespérée : il a dû faire un compromis par rapport à ses principes fascisants. Il a dû demander aux juges de ne considérer la prison que comme un dernier recours. Et il a aussi introduit le système de la réduction de peine de moitié pour bonne conduite pour ceux dont la peine était inférieure à quatre ans. Et c'est uniquement à cause de cela que la population pénale a pu réduire. Aujourd'hui, à nouveau, au 21ème siècle, les prisons britanniques sont surpeuplées. Mais David Blunkett, le ministre de l'Intérieur néo-travailliste, lui, ne fera pas le même choix : il continuera à criminaliser de plus en plus de gens et à demander des peines de plus en plus longues parce que chaque fois qu'il a besoin d'une nouvelle prison, les entreprises sont heureuses de pouvoir lui en construire. C'est une véritable symbiose entre ces entreprises privées et l'Etat, une union qui permet d'énormes profits grâce à l'enfermement des classes pauvres. Ils sont en fait en train de trahir les principes du parti travailliste.

Tous les pays européens vont finir par subir des pressions énormes pour la construction de prisons privées. Nous en avons déjà vu des signes avant-coureurs et quand ce système de prisons privatisées apparaîtra dans les pays européens, la population pénale augmentera comme jamais auparavant, surtout dans des périodes de recrudescence de la répression. Les Etats-Unis n'ont pas seulement la plus forte population carcérale au monde, ils étendent aussi le concept de la prison à l'intérieur même de la société. C'est quelque chose qui s'est déroulé en Grande-Bretagne et qui est en train de se dérouler dans le reste de l'Europe. Nos gouvernements veulent nous mettre réellement à genoux. Ils se souviennent bien de la leçon des années 60 et ils sont bien décidés à ce que ce genre de situation ne se renouvelle plus. Dans les premières années de ce concept moderne d'Etat-Prison, le panoptique a été créé. C'est le système adopté dans la majorité des architectures des prisons, système qui nécessite un minimum de personnel pour observer un maximum de personnes. Il a été démontré que, quand des gens pensent qu'il est possible qu'ils soient surveillés, ils se comportent comme s'ils étaient observés. Ils deviennent ainsi leur propre flic.



Le concept du panoptique s'est également répandu dans toute la société. En Grande-Bretagne, de plus en plus de gens se retrouvent en conditionnelle après leur libération. Le bracelet électronique est maintenant utilisé même pour des gens qui n'ont jamais été condamnés ; les tests d'urine obligatoires sont utilisés aussi par les chefs d'entreprises, utilisés contre les enfants dans les écoles ; la Grande-Bretagne a plus de caméras de vidéo-surveillance que les Etats-Unis ; il y a des hélicoptères partout dans le ciel ; récemment la police a commencé à effectuer des contrôles aux rayons X dans la rue sous prétexte de recherche de drogue ou d'armes ; la police utilise ses chiens dans les écoles, dans la rue ; le système de reconnaissance faciale se banalise ; tous les criminels potentiels peuvent être reconnus à une certaine distance ; des bases de données ADN sont disponibles ; et pour la première fois le gouvernement pense introduire des cartes d'identité comportant des informations génétiques.

J'ai parlé du stress et de ses conséquences sur la santé des prisonniers. Les effets psychologiques d'une vie sous surveillance constante sont déjà bien connus. Il y a quelques années le parlement européen avait fait faire un rapport sur ce sujet précis : l'introduction des méthodes américaines en Europe, et particulièrement l'utilisation de la technologie comme arme. Ils ont reconnu les dommages que cela pourrait causer. Comme dans les prisons, la nécessité de la résistance ne peut pas être sous-estimée. Depuis le 11 septembre 2001, nous avons vu l'Etat-



rsépression se répandre. Ce qui s'est passé aux Etats-Unis a été utilisé comme un prétexte pour introduire toutes sortes de méthodes répressives. Les libertés qui avaient été conquises par les générations précédentes ont été balayées. Et souvent les gens ne sont pas réfractaires à ce genre de politique, sont même assez ouverts à la propagande de l'état sur l'insécurité. Ca fait vivre les gens dans un état de peur permanente et ça les pousse à renoncer à leurs libertés.



— LE TRAVAIL EN PRISON EST-IL OBLIGATOIRE EN ANGLETERRE ?

Autrefois, c'était surtout une punition supplémentaire. Les prisonniers devaient casser des cailloux ou pédaler toute la journée pour faire tourner une roue, ou une manivelle. En Grande-Bretagne on appelle les matons screws, ce qui veut dire "vis", parce qu'autrefois les surveillants pouvaient en resserrer les vis pour qu'elles soient plus dures à tourner. C'est donc une expression vieille de plus de cent ans. Mais même quand j'étais moi-même en prison, le travail n'était pas productif. Par exemple les prisonniers font des sacs dans lesquels on met les lettres, mais des sacs que la poste n'utilise de toute façon plus. Dans une prison dans laquelle j'étais, il y avait un atelier qui s'appelait "l'atelier de confection des sacs postaux". Et de là on amenait les sacs dans un autre atelier appelé "atelier de réparation des sacs postaux" où les prisonniers les décousaient. Ils retournaient donc dans le premier atelier. J'ai refusé d'y travailler et à cause des troubles que je provoquais, ils ont fini par me payer au salaire maximum sans que je travaille -le salaire maximum étant de 3 euros par semaine ! Cela montre la possibilité de résistance à disposition, et même durant cette période pendant laquelle les conditions de détention étaient draconiennes. Par exemple dans les ateliers il est obligatoire d'avoir des sanitaires. Donc j'allais dans les toilettes, je détruisais tout et j'allais voir un type de l'entreprise employeuse en lui disant "on ne peut pas travailler, les toilettes ne sont pas en état". Il me disait "Qu'est-ce que tu racontes ? Il y a des toilettes juste là !", et je lui répondais "non, il n'y en a plus...". Donc finalement ils m'ont foutu la paix. Et le même genre de choses s'est reproduit après cette première incarcération.

Historiquement, alors que les prisonniers étaient obligés de travailler, l'Etat n'était pas suffisamment audacieux pour penser qu'il pourrait tirer un profit financier du travail en prison parce qu'il voyait les prisonniers comme des gens qui ne valaient rien au travail. Avec la vague de répression qui s'est déchaînée pendant la dernière décennie en Grande-Bretagne, les entreprises se sont aperçues qu'il y avait là une véritable force de travail à leur disposition. Exactement comme une colonie à conquérir dans leur propre jardin, sans liberté syndicale, sous-payée, toujours prête à travailler. Ces prisonniers se retrouvent dans la position que le capitalisme voudrait imposer à tous les travailleurs : pas de retraite, pas de vacances et en général il y en a toujours assez qui sont prêts à travailler pour ces entreprises. Et bien sûr le peu d'euros qu'ils gagnent retourne à ces entreprises : ils ne peuvent les dépenser que dans des magasins qu'elles tiennent au sein de la prison.

(...)

Un nombre relativement faible de "fauteurs de trouble" peuvent être traités de manière très simple, et aussi brutalement et cruellement que nécessaire, du moment qu'il y a soumission générale de la population carcérale. Malheureusement, cette pratique s'est actuellement exacerbée jusqu'à un degré jamais atteint auparavant.

Bénéficiant du maintien d'une population carcérale incroyablement "enfermée", intimidée, aliénée, abrutie par les postes de télévision, le système carcéral est maintenant en mesure de s'occuper du grand nombre de personnes à l'extérieur que la législation répressive va incarcérer. La Phase 2 de la stratégie carcérale, qui est déjà en cours, va engendrer une plus grande exploitation de cette force de travail détenue comme des esclaves. Les prisonniers seront soit au travail en train de « produire » ou ils seront enfermés derrière leur porte. Travaille, Regarde la télé, Dort.

(1) Adaptation pénale d'une règle de base-ball (3 strikes and you're out), qui consiste à condamner à une peine maximale, souvent perpétuité, une personne après son 3e délit, quelle que soit sa gravité.

FATALITAS

J'ai cru à cette fatalité de ne pouvoir être libre que pour consommer, pour cela, il me fallait prouver aux yeux de cette société que j'étais apte à le faire :
- Le comble de la connerie que de mériter le droit à la consommation.

Trimer pour consommer, telle était ma prédestination. Ce triste constat m'obsédait, je devenais aussi morne que celui-ci. Que faire quand rien autour de vous ne semble digne d'intérêt, que tout ce que vous touchez se fâne ? Moi, j'aime les fleurs et les sourires, alors je ne voyais qu'une issue : la mort.

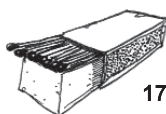
Cette pensée me réconfortait, je me disais: « A quoi bon continuer ainsi, de toutes façons on y passera tous ? ». Heureusement pour ma petite vie de con, j'ai eu un sursaut d'orgueil, celui de tout d'abord vouloir me réapproprier ma vie. Pour cela, j'ai compris qu'il fallait la reprendre à ceux qui me l'avaient volée. Ces empêcheurs de vivre en rond se bousculent aux portillons de mes vendettas, car le cercle ne sera vraiment parfait que lorsqu'ils pleureront devant les ruines de leur monde inique.
Aujourd'hui, je suis debout, pour combien de temps ? Peu importe, c'est que je leur fasse mal avant qu'ils ne m'écrasent. Je serais peut-être écrasé mais content, même si je ne fais qu'une égratignure.

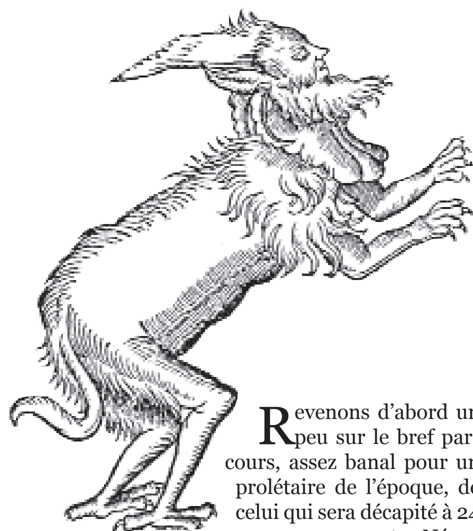
Ceci est une réponse personnelle face à leur formatage, mon choix de liberté.

Je n'ai qu'une envie, que le vol, la haine de classe, la résistance face aux flics et autres valets soient prolixes. Je veux les voir trembler, car contre l'oppression la seule réponse qui compte c'est la résistance active et quotidienne, celle des révoltés.



En 1995, Karim Tahir et un ami sont arrêtés à l'issue d'une course-poursuite et d'une fusillade avec les flics, après le braquage d'une BNP à Limoges. En mars 1997, Karim écope de 15 ans de taule pour ces faits ; son pote prend 12 ans. En mai 2000, il s'échappe de la maison d'arrêt de Nantes en sciant les barreaux de sa cellule, de là il gagne le toit de la taule et franchit le mur d'enceinte à l'aide de draps noués, sous les tirs des matons. Dehors, il prend en otage une famille en bagnole, le temps de faire un brin de route ensemble. Un mois plus tard, il prend en otage le propriétaire et le pilote d'un hélicoptère et fend les airs jusqu'à la centrale de Moulins-Yseure, où 3 prisonniers l'attendent et s'évadent ainsi à leur tour. En juillet, Karim et deux des évadés de Moulins sont repris. Le dernier est toujours en cavale, pour longtemps souhaitons-le. Quant à Karim, il est jugé en juin 2003 pour "*enlèvement, séquestration, vol à main armée et évasion en bande organisée*", et prend 26 ans ; on lui reproche également une vingtaine de tentatives ou préparatifs d'évasion. Il vient d'être rejugé pour ces faits par la cour d'assises d'appel du Rhône qui l'a condamné cette fois à 17 ans d'emprisonnement. Il est toujours incarcéré en quartier d'isolement, dans la maison d'arrêt des Baumettes.







Marinus van der Lubbe

Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag, éd. Verticales/Le Seuil, mars 2003, 296 p.

La nuit du 27 au 28 février 1933, l'incendie volontaire de la salle des séances du Reichstag va détruire pour longtemps le siège berlinois du Parlement allemand. Ce n'est que le 19 avril 1999 que le chancelier social-démocrate Gerhard Schroeder inaugurera le nouveau, situé exactement sur les restes de l'ancien.

On le sait, l'histoire n'est pas un recueil objectif de faits et de personnages mais est toujours écrite dans l'intention délibérée de servir les intérêts du pouvoir. Disons-le donc sans suspens, ce n'est ni «un simple d'esprit» (selon la version commune), ni un «provocateur nazi» (selon la réécriture stalinienne qui est restée), ni le résultat d'un «complot communiste» (comme la propagande nazie l'a défendu), mais c'est bien un acte individuel, celui du communiste de conseil hollandais Marinus van der Lubbe, qui a mis le feu au centre symbolique de la démocratie croulante de Weimar.

Revenons d'abord un peu sur le bref parcours, assez banal pour un prolétaire de l'époque, de celui qui sera décapité à 24 ans pour son acte. Né en 1909 à Leyde, Marinus est apprenti maçon en 1923, dès 14 ans, tout en suivant des cours du soir. Il adhère alors à une organisation de jeunesse du parti communiste néerlandais, «*De Zaaier*» [Le Semeur]. L'année suivante, un reste de chaux vive l'atteint aux yeux sur un chantier, ses problèmes de cécité commencent. En 1927, il subit un second accident du travail à l'oeil droit, et touchera une pension hebdomadaire d'invalidité de 7 florins et demi, tout en continuant à effectuer de petits boulots pour survivre (garçon de café, coursier, matelot, vendeur de pommes de terre, terrassier). Il est déjà fiché comme agitateur, suite à ses interventions lors de réunions publiques au nom de la Ligue de jeunesse communiste. En 1928, après un voyage à pied et en auto-stop à travers la Belgique, l'Allemagne et jusqu'en France, il loue un local à Leyde et l'aménage en salle de réunion : bulletins, tracts, interventions dans les grèves, réunions publiques et manifestations de chômeurs se succèdent. Peu à peu, il s'éloigne du parti communiste inféodé à Moscou en en démissionnant à quatre reprises, tout en se rapprochant des idées des communistes de conseils, qui condamnent notamment le parlementarisme et les syndicats, au profit de l'action directe et autonome de classe (et sous forme de l'auto-organisation de l'époque : les conseils ouvriers, comme il s'en étaient formés en Russie en 1917 puis en 1921 à Cronstadt, en Allemagne en 1918-1919, en Hongrie en 1919, à Turin en 1919-1920 (1)).

En 1931, il projette de se rendre en URSS, considérée comme «la patrie du socialisme» qu'il veut juger *de visu*, mais le consulat allemand lui refuse le visa sous prétexte qu'il n'a pas assez d'argent. Pour financer ce voyage, il auto-édite des cartes postales qu'il compte vendre, où il pose avec un camarade, poing levé surmonté d'une étoile rouge, sur une photo accompagnée d'une légende en esperanto, français et allemand : «*voyage ouvrier de sport et d'étude à travers l'Europe et la Russie soviétique*». Le parti refuse de le soutenir pour ce projet, c'est la goutte d'eau et la rupture avec lui. De retour du consulat, il se fait arrêter à la frontière germano-hollandaise et passe dix jours en prison pour vente illégale et propagande communiste. Après un emploi saisonnier, il traverse l'Europe à pied et en stop jusqu'à Belgrade.

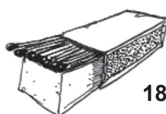
De retour à Leyde, sans travail, il sollicite une allocation du Bureau d'aide des chômeurs de la ville pour créer une bibliothèque pour ouvriers et chômeurs. Suite à un second refus du Bureau, en janvier 1932, il casse ses vitres et est condamné à trois mois de prison. En fuite, il retraverse l'Europe jusqu'en Pologne, où il fait trois semaines de prison pour tentative de franchissement illégal de la frontière (avec l'URSS). Il est arrêté à son retour en Hollande et effectue sa peine à La Haye. A sa sortie de prison en octobre, il obtient enfin l'allocation pour son projet de bibliothèque, après une grève de la faim de onze jours : les activités reprennent et il fonde avec des compagnons un journal de chômeurs, «*Werkloozenkrant*» [Journal des chômeurs]. Trois numéros sortiront, au contenu proche des idées conseillistes : «*Nous en avons assez : il a été créé parmi les chômeurs indemnisés une attitude résignée et hésitante. Il fallait en finir ! Bien qu'on puisse en avoir assez des mots d'ordre de manifestations et des meetings, cela ne signifie pas qu'on doive se croiser les bras. Mais maintenant : en avant, il faut agir par soi-même*» (n°1, octobre 1932), «*les chômeurs n'ont rien à attendre de quelque parti que ce soit, tant qu'ils ne se défendront pas eux mêmes*» (n°2, 9 novembre 1932). Proche du groupe LAO (*Linksche arbeiders oppositie*, Opposition ouvrière de gauche) qui publie la revue Spartacus et est favorable à l'acte individuel et la violence minoritaire afin de «*provoquer les conflits de classe*», il se déplace beaucoup à des fins d'agitation et intervient notamment lors de la grève des chauffeurs à La Haye (décembre 1932), où il s'en prend dans les assemblées aux «tromperies» du parti communiste et des syndicats.

Atteint de tuberculose aux yeux, il se fait opérer et reste de longues semaines à l'hôpital en janvier 1933. A 24 ans, il risque de devenir aveugle à court terme. Une semaine après sa sortie de l'hôpital le 2 février, il se rend à pied en Allemagne. Le 30 janvier, Hitler vient d'être nommé chancelier du Reich, le 5 février, les ordonnances "pour la protection du peuple allemand" restreignent les libertés de réunion et de manifestation, le 22 février, Goering attribue des fonctions de police auxiliaire aux SA dans la lutte contre la subversion. Le 23 février, la police perquisitionne pour la troisième fois les sièges désertés du KPD (parti communiste allemand) et du bureau européen pour le Komintern. Les locaux du journal du parti, la *Rote Fahne* [Drapeau rouge] sont mis sous scellés. Depuis longtemps, les nazis marchent vers le pouvoir, sans que l'appareil du KPD ou les sociaux-démocrates ne s'y opposent, tandis que des combats de rue entre nazis et communistes se font plus nombreux et que la police tire par exemple sur un cortège anti-nazi à Dresde en janvier 1933, tuant neuf ouvriers. Pour les communistes du KPD en effet, il faut «*s'incliner devant le nouveau rapport de force et laisser le fascisme s'user au pouvoir. Tout acte de violence sera dénoncé par le Parti communiste comme une provocation et ses auteurs seront mis au ban du prolétariat comme agents du fascisme*» (p.49). Hitler fera 11 millions de voix (39 %) à l'élection présidentielle de mars 1932, 11.7 millions en novembre 1932 aux législatives (33 %). Aux nouvelles législatives qui se préparent pour mars 1933 alors qu'Hitler est chancelier depuis janvier, les nazis feront 44 % (288 députés, 120 au sociaux-démocrates, 92 à la droite, 81 au communistes interdits). Marinus van der Lubbe ne veut pas rester les bras croisés.

Il arrive à Berlin le 18 février, se promène, discute, assiste à des meetings interrompus par la police, propose aux chômeurs présents devant le Bureau d'aide des chômeurs de Neukölln d'organiser une manifestation. Sans succès. Le 25 février, il achète des allume-charbon et tente de mettre le feu au Bureau des chômeurs devant lequel il avait discuté, puis se rend à Berlin en métro et tente de mettre le feu à l'ancien château impérial et mairie de Neue Königstrasse et à l'Imperial Palace. Ils sont tous maîtrisés. Le 26, il pointe à l'asile de police en lointaine banlieue, comme le veut la loi sur les étrangers. Le lundi 27 février, il parcourt trente kilomètres à pieds et rejoint le centre de Berlin. Vers 21 heures, il pénètre dans le Reichstag par les salles désertes du restaurant attenant. Il allume plusieurs foyers à l'aide des allume-charbon, de ses vêtements et de linges trouvés sur place. L'incendie se propage enfin et embrase l'immense salle des séances où les boiseries et les rideaux de soie font merveille. Arrêté en flagrant délit, il est emprisonné et torturé. En grève de la faim, il est alimenté de force et reste enchaîné sept mois en cellule. Le procès s'ouvre le 21 septembre devant la Cour Suprême de Leipzig, en présence de la presse internationale. Le 23 décembre, il est condamné à mort pour attentat «en vue de changer la Constitution». Ses coinculpés, Torgler, le chef du KPD, et trois bulgares (dont Georgi Dimitrov, chef du bureau européen du Komintern) sont acquittés. Il est exécuté le 10 janvier 1934.

Voilà pour "la petite histoire", celle d'un individu qui a agi selon une liberté qui l'animait depuis longtemps, insoumis aux partis et fort de son autonomie. La Grande nous parle malheureusement aussi, tant elle couvrira de boue Marinus et enseigne si bien sur sa fonction intrinsèque : défendre l'ordre dominant, qui ne voit que partis qui s'affrontent, personnages "fous" (Lubbe au service des nazis) et actes symboliques qui changeraient des mouvements plus profonds en cours (l'incendie provoquerait l'arrivée des nazis au pouvoir selon l'histotrien Gilbert Badia).

«*A l'heure actuelle et à l'approche des élections, les travailleurs ne sont pas prêts à lutter eux-mêmes contre le système et à choisir entre la liberté et*



l'oppression. Selon moi, il fallait se décider à lutter contre le système. Comme les travailleurs ne voulaient rien entreprendre, j'ai voulu faire quelque chose moi-même. Provoquer un incendie me paraissait être un bon moyen. Je ne voulais pas m'en prendre à des individus mais à quelque chose qui appartienne au système. Les bâtiments publics convenaient donc pour cela, comme par exemple le Bureau d'aide des chômeurs parce que c'est un bâtiment où se retrouvent des travaileurs. Ensuite, l'Hôtel de Ville, qui est un bâtiment qui fait partie du système, et puis le Slot. Ce dernier parce qu'il est situé dans le centre et qu'en cas d'incendie les flammes auraient été visibles de loin. Comme aucun de ces trois incendies n'a pris et que mon geste de contestation n'avait rien donné, j'ai choisi le Reichstag, car c'est le point central du système. A la question de savoir si j'ai agi seul je déclare que c'est bien le cas.» (procès-verbal d'interrogatoire de police, 2 mars 1933, reproduit p.233-234). Comment les nazis ou les staliniens, ces frères jumeaux de la domestication de la classe ouvrière, auraient-ils en effet pu comprendre ces mots ?

Face aux nazis qui craignent une tentative d'insurrection communiste que pourtant le KPD refusera de tenter et voient partout des complots utiles pour réprimer ce parti, les staliniens allemands en exil sous la houlette de Willi Münzenberg organisent la riposte en publiant en août 1933 un «*Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*» financé par un "Comité international d'aide pour les victimes du fascisme hitlérien" fondé à Paris et parrainé par Aragon, Gide, Malraux,... Il sera traduit en quinze langues et diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires : la thèse est que des SA ont secondé Marinus dans son oeuvre en empruntant un passage souterrain, et que ce dernier n'était pas un prolétaire communiste selon les canons léninistes mais un «fils de petit-bourgeois», «jeune pédéraste à moitié aveugle» manipulé par les nazis. La grande machine à calomnier est lancée et ne fera plus demi-tour. Du 14 au 18 septembre, le "Comité" organise un contre-procès à Londres et ses conclusions rendues publiques le 20 septembre, veille de l'ouverture du procès officiel à Leipzig, reprennent à la lettre les mensonges du *Livre brun*. Dimitrov, haut reponsable du Komintern co-accusé de Marinus, se fait procureur dans le même sens pendant les séances : « *Qui est Van der Lubbe ? un communiste ? Pas du tout. C'est un ouvrier déclassé, c'est une épave rebelle de la société, une créature dont on a abusé*» (p.71) avant de réclamer sa sévère condamnation pour avoir «*travaillé contre le prolétariat*». En 1941, Brecht, réfugié en Finlande, publie *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, sur la prise de pouvoir de Hitler et reprend à son tour la thèse révisionniste du Komintern en incarnant Marinus dans la figure de Fisch, incendiaire du Reichstag qui ne prononce qu'une seule parole, "areu, areu". L'infamie continuera par contre logiquement dans la légalité bourgeoise qui condamnera Van der Lubbe post-mortem à huit ans de prison le 21 avril 1967 pour "tentative d'incendie avec effraction" (tribunal de grande instance de Berlin, cassant le jugement nazi de Leipzig). Un second jugement l'acquittera le 15 décembre 1980, mais sera cassé en 1983 par la Cour d'appel de Karlsruhe, confirmant alors la sentence de 1967. Du côté de la gauche, la version stalinienne est devenue vérité institutionnelle : la répression contre le KPD (des milliers d'élus et de permanents communistes arrêtés dès le 28 février, instauration de l'état d'urgence, interdiction du parti communiste) ayant suivi l'incendie, la caution des intellectuels et surtout l'impossibilité de penser de tels actes par tous ceux qui ne croient qu'aux organisations, aux hiérarchies, aux mots d'ordres et à la prise de l'Etat faisant le reste.

Van der Lubbe ne se revendiquait pas comme "anarchiste", bien que ce soient essentiellement eux qui l'aient défendu en france (le Roodboek [Livre rouge] publié par ses amis conseillistes hollandais ayant été partiellement traduit et publié dans la *Revue anarchiste* n°19 en mars 1934 et par les éditions du *Semeur* la même année, sous l'égide d'un "Comité international Van der Lubbe" initié par le libertaire André Prudhommeaux). Comme le défendaient en le théorisant ses amis de la LAO, son action était certainement une "étincelle destinée à provoquer une explosion", un geste de solidarité avec le prolétariat allemand. S'il est évident que pour nous toute action directe et autonome (des partis, des syndicats, plus généralement des institutions), individuelle ou collective, contre les oppresseurs directs ne relève en rien d'un '"*élitisme de la subversion*" ou du "*mépris de la servitude volontaire*" comme en parlent perfidement d'une façon générique les auteurs du livre (p.285), il s'agit au contraire d'une possibilité permanente donnée à chacun/chacune de prendre son destin en main et de lutter contre la domination. Van der Lubbe a choisi la façon qui lui semblait la meilleure, et l'a assumée jusqu'au bout avec dignité, tant sous les tortures nazies qui voulaient lui faire avouer "un complot communiste" que face aux attaques de Dimitrov pendant le procès.

Son acte nous parle encore aujourd'hui, parce qu'il montre que le pouvoir n'est pas une machine abstraite hors de portée de main, mais que même un individu avec des moyens ordinaires (ici un allume-charbon, ou allume-feu) peut frapper et atteindre l'ennemi, ce Parlement qui était en train de porter les nazis au pouvoir avec la complicité légaliste des sociaux-démocrates (qui avaient déjà liquidé dans le sang les conseils ouvriers et l'insurrection de 1918-1920) et la passivité volontaire de l'appareil du parti communiste. C'est cette force de l'individu, du rebelle, que les calomniateurs ont voulu effacer.

Car ce que le marcheur hollandais infatigable a jugé valable il y a plus de 70 ans le reste toujours : on voudrait en effet nous faire croire que le capitalisme mondialisé est toujours plus loin dans des conseils d'administration ou d'actionnaires anonymes, ou que les dirigeants politiques réels sont planqués derrière des bureaux européens ou au siège de l'ONU. Mais la domination est un rapport social qui s'incarne d'abord dans des rouages du quotidien. En effet, d'une part il n'y a pas quelques grands méchants qui écraseraient une foule d'opprimés, mais plutôt un rapport de domination basé à la fois sur la coercition et sur la soumission, c'est à dire la participation de chacun. D'autre part, cette domination n'exerce pas son pouvoir en tirant les ficelles derrière les murs d'un bunker secret mais s'incarne à la fois dans un nombre incalculable d'hommes et aussi dans des structures qui nous environnent. Le contrôle social par exemple, se trouve dans des technologies et des instruments comme les relais de téléphones portables, des caméras à tous les angles de rue, des câbles optiques, des centraux informatiques, des architectes ou des entreprises (qui construit les prisons, les hôpitaux psychiatriques, les centres de rétention, les tribunaux, les commissariats ?), des banques pour les financer ou des bureaux pour les gérer. En cela, avec les attaques repérées contre des Bureaux d'aide des chômeurs de Leyde à Berlin, Van der Lubbe s'est saisi d'une des armes historiques des dominés, le sabotage et l'action directe.

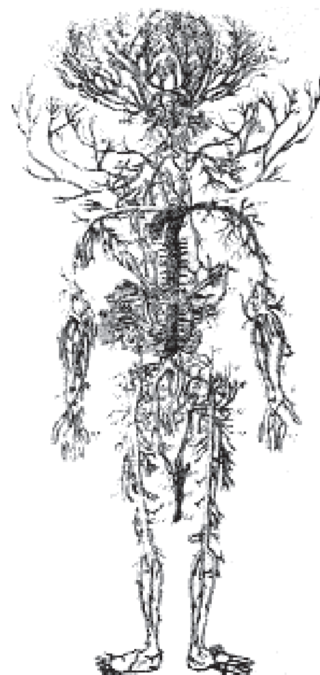
Par contre, nous ne pensons pas, aujourd'hui plus qu'hier, que la domination s'incarne sous forme de "symboles". Il est peut-être une illusion que ce jeune conseilliste partageait avec tant d'autres, qui est que le pouvoir peut avoir un coeur, un point central, des lieux principaux ; bref, que le Parlement ou un quelconque politicien national puisse être une source d'oppression directe (2). L'acte symbolique se rattache toujours au côté spectaculaire, celui qui voudrait "réveiller des consciences" (à l'inverse du dégât direct, même minime, ou du geste de solidarité) et celui qui éloigne la domination du quotidien. Il a le défaut de prendre à parti les autres en se situant en extériorité et utilise alors la médiation de la visibilité (qui passe aujourd'hui bien souvent par les organes du pouvoir comme la presse ou la déclarations de responsables policiers, plaçant du coup les autres individus en spectateurs). Le symbole, comme représentation du pouvoir, reste encore une aliénation, à l'inverse des nuisances et nuisibles qui nous environnent tous.

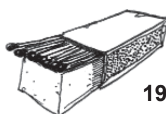
Enfin, un dernier point de l'histoire de Van der Lubbe nous parle encore aujourd'hui. Comme pour Durn (voir note 2) ou Maxime Brunerie après lui (cet ordure de militant d'extrême-droite qui a tenté de tirer sur Chirac le 14 juillet 2002), l'un des contre-feu les plus abjects du pouvoir est d'invoquer la "folie" ou la "débilité" de son auteur (l'attaque stalinienne du Livre brun contre Marinus rejoignant là les théories racialistes nazies), dans un monde où pourtant les vaches mangent des congénères en farine. La rage enflammée de Marinus, comme la nôtre, restera toujours *étrangère* à la compréhension logique de la domination et de ses esclaves, et c'est tant mieux comme ça. Et à l'inverse, cette passion dévorante sera toujours partagée par tous les esprits libres qui luttent au quotidien dans l'anonymat hors des partis et des sigles, de façon autonome et directe pour leur libération. Seuls des esprits policiers ou d'autres qui prétentent raisonner à leur place verront un lien entre la répression et l'action directe (comme accuser Van der Lubbe d'avoir provoqué la liquidation nazie des communistes), car s'il est certain que le pouvoir frappe ses ennemis non pas en uniquement en fonction de leur dangerosité mais bien plus de ses intérêts et selon ses propres échéances, nous n'attendrons jamais la foule des grands soirs pour avancer sur les chemins de plus de liberté, ici et maintenant.

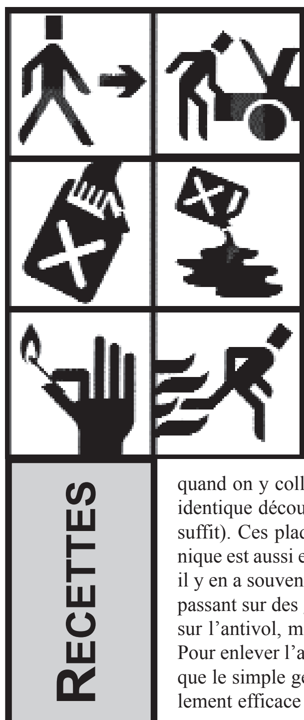
Roger

(1) Voir par exemple : André et Dori Prudhommeaux, *Spartacus et la commune de Berlin*, Spartacus, (1949) 1977 —Ida Mett, *La commune de Cronstadt*, Spartacus, 1977 et Paul Avrich, *La tragédie de Cronstadt*, Seuil, 1975 — Roland Bardy, *1919 la commune de Budapest*, La Tête de Feuilles, 1972 — Erich Mühsam, *La République des conseils de Bavière*, La Digitale/Spartacus, 1999.

(2) A l'inverse d'un Richard Durn qui en tuant le 27 mars 2002 la maire de la ville où il avait mené différentes activités, déclarait frapper suite à son expérience et sa réflexion "*une apparatchik inamovible, créant un système de clientélisme et représentante typique de la grande bourgeoisie rouge* [Nanterre est une municipalité communiste] *hypocrite, contrôlant énormément de choses et se faisant passer pour démocrate et soi-disant proche du peuple*").







RECETTES

Prenons des gants...

Des gants de travail en coton permettent de ne pas laisser d'empreintes digitales. Les gants en cuir laissent leur propre empreinte sur les surfaces et objets maniés ; si on ne veut pas laisser trace de son passage, il faut donc s'en délester après usage. Les gants en latex ne laissent pas de marques extérieures, mais ils impriment parfaitement les empreintes digitales à l'intérieur du gant. Il convient donc aussi de s'en séparer de manière sûre et définitive, une fois les petits et gros travaux effectués. En conclusion, le plastique c'est pas fantastique, le cuir ça pue de la couenne, amiEs noctambules, optez sans réserve pour le coton. Suitable for vegan [convient aux végétalienNEs].

Neutralisation des bips magnétiques

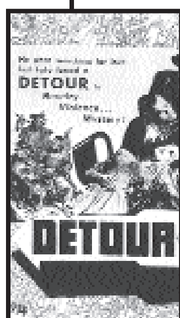
Les bips magnétiques carrés autocollants, souvent disposés sous l'étiquette du prix sur les CD audio dans les supermarchés de la culture (Fnac, Virgin,...) sont rendus inactifs quand on y colle par-dessus, à l'aide de scotch double face, un bout de taille identique découpé dans une plaque offset (le coller sur l'emballage plastique suffit). Ces plaques se récupèrent après usage chez les imprimeurs. La technique est aussi efficace sur les CD équipés d'un gros antivol plastique (comme il y en a souvent sur les CD de Rap) que les caissiers retirent à la caisse en les passant sur des gros aimants. Il suffit alors de coller son bout de plaque offset sur l'antivol, même quand le bip carré est coincé en dessous et inaccessible. Pour enlever l'antivol chez soi, de puissants aimants sont nécessaires. Il paraît que le simple geste de décoller et déchirer un coin du bip autocollant est également efficace pour passer sans encombres les portiques de ces magasins.

Pour les froides nuits d'hiver....

1 kg de châtaignes, 40 à 50 cl d'armagnac, 250 g de sucre, 1 gousse de vanille.
Premier impératif : t'as une journée de libre, tu sais pas quoi faire et t'es motivé(e). Deuxième impératif : avoir un bon fauteuil à proximité et au pied d'une cheminée. Dans ce cas et dans ce cas seulement, tu peux commencer à fendre les châtaignes et les mettre 5 minutes dans l'eau bouillante, elles seront plus faciles à éplucher. Ensuite, tu peux préparer le sirop en portant à ébullition un verre d'eau avec le sucre et la gousse fendue. Verse le sirop encore chaud sur les châtaignes et complète jusqu'à les couvrir avec de l'armagnac.
Bouche et laisse macérer 3 mois si t'y arrives!

Vin de sauge

1 bonne poignée de fleurs mélée à 1 litre d'eau de vie. Puis laisser au soleil 40 jours
Ce petit élixir se boit dans un verre à liqueur. Il ravigote, enlève la fatigue. Et sans nul doute, il procure l'ivresse, réchauffe les corps et délie l'esprit.
L'eau de vie se trouve dans les supermarchés, sous le nom d'alcool pour fruits. La sauge se trouve dans certains parcs et jardins publics (à Paris : au jardin des plantes sur les parterres centraux; et probablement dans toutes les bonnes serres, dans le coin des aromates). C'est une plante de petite taille (40-50 cm), aux feuilles vert-grisâtres, duveteuses et allongées. Pour faire du vin, la prendre fraîche, et non pas raide séchée comme on la trouve sur les étals des biocoops (bio-cops?, robiocops ?...). Si vous n'en trouvez pas, demandez à vos amiEs qui vivent à la bio-campagne, au bio-camp ?



Ce film est le compte-rendu d'une dérive survenue à Gênes, le vendredi 20 juillet 2001, pendant le sommet du G8. Faire un film plus de deux ans après les événements ne nous semble pas inactuel, car la révolte qui a caractérisé les « faits de Gênes » a touché le coeur d'une critique qui se voulait radicale : la forme de la ville, son rôle dans le système de domination actuel et l'usage qui peut s'en faire contre ce même système. La dérive est une forme de révolte dans l'usage de l'espace et du temps dans la ville, qui met en jeu la recherche de nouvelles formes de vie quotidienne, et d'autant plus dangereuse lorsqu'elle est pratiquée collectivement, comme cela est arrivé à Gênes.
A la représentation, au spectacle de la réalité, l'action sur la réalité même est préférable. Malgré cela, il a été décidé de réaliser cette vidéo, pour diffuser une pensée radicalement autre de celle soi-disant « unique », imposée par l'infâme multitude des films sur le G8 sortis ces deux dernières années.
Nous savons bien que l'image est l'instrument de contrôle et de répression des individus, le plus utilisé par le pouvoir. C'est pourquoi nous avons décidé d'utiliser seulement les images déjà vues dans les autres films.
Les commentaires et les indications temporelles qui apparaissent sur les scènes du G8 ne sont pas de nous, mais des vidéos d'origine.

Gênes, septembre 2003

Version italienne sous-titrée français -55 minutes

Le procès qui s'était ouvert en mars 2004 à Gênes, contre 26 manifestantEs accuséEs de « dévastations et pillages », a repris le 17 septembre.

Negri balance une nouvelle fois et appelle les vigiles

15 jours après nous fêtons toujours la fin du négrisme paisible

Lundi 18 octobre 2004, au Collège International de Philosophie, siège provisoire de la neutralisation intellectualiste parisienne, a commencé le séminaire annuel de Toni Negri. On peut dire qu'il a bien commencé, puisque le conférencier a dû battre en retraite au bout d'une trentaine de minutes, non sans avoir dévoilé presque toutes les facettes de son opportune schizophrénie.

Le début du séminaire fut occupé par un incident de micro qu'en l'absence d'ouvrier le conférencier demeura incapable de mettre en marche. Il fut alors proposé, plutôt qu'un pénible exposé, de procéder à une scéance de discussion à bâton rompu. Sentant quelqu'incompréhensible animosité dans la salle, le conférencier lança comme un défi qu'il préférait cela, et de loin, à la philosophie.

Il lui fut donc demandé - au sujet de l'interview à Giorgio Bocca où il affirmait qu'il n'avait que deux types d'amis : des ouvriers et des entrepreneurs - s'il ne voyait pas de différence éthique entre ces deux classes d'êtres. A cela, il répliqua que la reconversion des ouvriers licenciés en petits entrepreneurs familiaux suite à la restructuration capitaliste des années 80 dans le Nord-Est italien avait constitué "une victoire" ; quiconque sait le désert qu'est devenu, entre-temps, cette région mesure l'infamie de la thèse.

D'autres questions concernant sa fameuse "théorie de la dissociation" et l'aspect fondateur de cette théorie pour son actuelle doctrine des "multitudes" durent malheureusement rester sans réponse : déjà, un vigile appelé à la rescousse avais pris la place du professeur et lançait en vain des appels au calme. Joie, insultes, quolibets, désinvolture, arrogances, crises d'hystéries et de paranoïa en tout genre éclataient aux quatre coins de l'assemblée.

Un point de comble fut atteint lorsque le conférencier, manifestement touché par l'insulte de "dissocié", s'avisa de vouloir jeter un siège sur l'un des chahuteurs installé au milieu de la salle puis de se battre avec lui. Pour le théoricien des "multitudes", tout cela finit par l'évacuation précipitée des lieux. Quant aux branchés venus réviser la novlangue sociale-démocrate, ils rentrèrent chez eux, déçus. Le débat se poursuivit néanmoins, au dehors, dans la rue, en l'absence du gang négriste.

Au beau milieu du néant de l'époque et par-delà l'irréductible multiplicité des positions en présence, il faut bien admettre qu'une intensité proprement politique a surgi là : un moment, il n'y eut plus que deux partis, et leur lutte

Les Invisibles - 4 novembre 2004

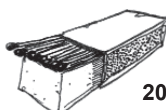
***Si vous pensez** que « la prochaine grève sera la grève sur Internet», que « la démocratie économique est sans doute le régime d'accumulation le "moins mauvais possible"», que le revenu universel de citoyenneté permettrait enfin « la mobilité sectorielle, la "souplesse" des créations d'entreprise, l'investissement dans les secteurs à haute technologie», qu'à Gênes « la multitude des photos se révèle une arme bien plus acérée qu'une matraque», que Chirac a été élu par « le vote de la multitude», vous êtes peut-être un negriste qui s'ignore.*



***Si vous pensez** que les Tute bianche (aujourd'hui Disobbedienti) sont de sympathiques jeunes des centres sociaux italiens qui luttent pour changer le monde et non pas des balances, des récupérateurs et des pacificateurs ; si vous estimez que Toni Negri est un grand penseur qui essaie de tracer des perspectives antagoniques pour le mouvement et non pas qu'il est le théoricien de la dissociation politique, de la soumission à l'ordre et aux nuisances capitalistes ou l'apôtre de la collaboration avec les institutions, vous êtes certainement un negriste qui ne s'ignore pas.*

***Aux autres**, nous proposons un bref tour d'horizon qui va de Barbares (analyse et critique d'Empire) aux pratiques des Tute bianche à Rome ou à Gênes, en passant par un portrait de Negri, des extraits de textes de ses épigones français et une présentation de leurs idées en guise d'introduction.*

La brochure Negrisme et Tute Bianche, une contre-révolution de gauche, *est disponible à Mutines Séditions, BP 275, 54005 Nancy Cedex ou à télécharger sur http://mutineseditions.free.fr*



Répression contre " Il Silvestre " à Pise

Forte d'une pratique qui lui chère, la flicaille italienne a frappé le 7 juin 2004 à Pise : Des perquisitions ont eu lieu dans plusieurs domiciles et au final Alessio Perondi a été embarqué. Cette fois-ci ils évoquent une enquête sur les Cellules d'Offensive Révolutionnaire qui ont revendiqué une bonne vingtaine d'attaques contre des élus et locaux d'Allianza Nazionale [AN : parti néo-fasciste de la coalition gouvernementale], des sièges de syndicats et des agences d'interim depuis juillet 2003. Peut-être cela n'a-t-il pas été apprécié ? Alors, le juge du coin a lancé ces descentes et accuse Alessio d'être la vermine qui a attaqué *Edilcostruzioni*, une des "honorables" entreprises qui participe à la construction de la caserne de carabiniers de Navacchio. Y'z'aiment pas ! Et voilà, le juge a décidé de garder Alessio en taule utilisant comme " preuve " une vidéo: des images où il serait vu avec deux bidons d'essence similaires, achetés quelques jours avant l'action. Le lendemain, c'est reparti. Les flics déboulent dans plusieurs domiciles d'individus fréquentant le local anarcho-écologiste *Il Silvestre*, embarquent Leonardo, Betta, Gioacchino et Alice et les accusent " *d'association de malfaiteurs portée à commettre de nombreux délits de dégradation et de menaces graves* " dans le cadre de la même enquête sur les COR. Ils devaient être simplement " *mis sous enquête* " mais un communiqué des COR, reçu par la poste, a été retrouvé chez eux, alors hop, embarqués. Alice est libérée le 9 juin, alors que les trois autres sont assignés à résidence deux jours plus tard. Passage incontournable devant le juge pour Alessio qui refuse de répondre à ses questions. Bénéficiant d'une couverture de la presse locale qui s'est étonnée qu'il ne soit pas lui aussi inquiété, Costantino est lui aussi assigné à résidence le 14 juin, après de nouvelles perquisitions.

Estimant sans doute qu'il vaut mieux tomber pour ce que l'on a eu la joie de pouvoir attaquer soi-même, les COR publient le 24 juin un communiqué qui précise que les arrêtés n'ont rien à voir avec eux. D'ailleurs, ils balancent un mois plus tard un cocktail molotov contre la baraque de Giovanna Fusco, présidente du cercle d'AN dans la circonscription de Pise-Nord. Piqués au vif ? Toujours est-il que les flics font dix nouvelles perquisitions le 30 juillet, arrêtent Beppe, Francesco et William et les assignent à résidence pour "*association de malfaiteurs*", et plus précisément les soupçonnent d'un incendie volontaire contre la voiture du président régional d'AN, Marco Meucci, le 5 avril 2004 à Calci. Une semaine après, ils sont interrogés par le juge auquel ils refusent de répondre. William est alors emprisonné, accusé " *d'incendie, dommages et propagande subversive* " pour l'attaque contre G. Fusco et sa revendication, tandis que les deux autres finissent à demeure. Peu après, Francesco prend le large et la flicaille perd sa trace. Les " arrestations domiciliaires " sont enfin levées fin octobre pour Leonardo, Betta et Gioacchino puis Costantino et Beppe, avec interdiction de sejour à Pise et obligation de signer au commissariat jusqu'à trois fois par semaine pour certainEs.

Perondi Alessio, Via Pianezza 300, 10151 Torino — Frediani William, Via don Bosco 43, 56127 Pisa
Gruppo ecologista il Silvestre, via del cuore 1, 56127 Pisa

Coup pour coup

Ils voudraient clore une fois pour toutes l'histoire de ce local, via del Cuore à Pise, où depuis un paquet d'années divers compagnons et compagnonnes ont porté en avant de nombreuses luttes en défense de la terre, des animaux, pour la destruction de toutes les cages et la libération de tous les êtres vivants.

Lieu de rencontre où ont été pensées et se sont déroulées des dizaines d'initiatives, de celles contre les biotechnologies à la libération animale, de la guerre d'Espagne à la critique de la médecine, du soutien aux compagnons emprisonnés à celui envers ceux qui se battent en Patagonie pour leur terre ; lieu de rédaction de plusieurs journaux comme Terra Selvaggia ou Mamora ; de production et distribution de livres, opuscules et autre matériel ; un groupe de compagnon/nes y a porté en avant une lutte pour un monde sans prisons, un autre le Groupe écologiste Il Silvestre, d'autres personnes encore le Gruppo Anarchico Incontrolados [Groupe Anarchiste Incontrolados], y sont passées des dizaines d'individualités qui avec les autres ont exprimé un dissensus net et radical contre ce monde, ne cachant jamais leur complicité avec les exploités ni leur aversion contre les exploiteurs, de quelque manière que cela se soit exprimé.

Voilà ce qu'a été et est encore l'espace situé via del Cuore à Pise. C'est ce que la flicaille diverse, les magistrats qui font carrière, les infâmes journalistes sont en train d'essayer de supprimer. Ils veulent juger, code pénal à la main, des amitiés, des affects et de la solidarité au moyen d'un délit associatif qui voudrait, avec toute la froideur et l'absurdité qui constitue leur justice, homologuer chaque individu pour créer avec leurs mensonges pervers une structure associative comptant chefs et affidés. Ils tentent, avec de misérables journalistes, de construire la certitude d'avoir rayé de la carte un dangereux groupe terroriste, martelant d'abord nos noms, frappant ensuite nos habitations puis affichant nos visages sur les immondices qu'ils nomment journaux et télévision. Mais leurs tentatives, où qu'elles aillent, se heurtent et se brisent contre la détermination de tous les individus qui -complices au-delà de toute justice et " coupables " comme nous le sommes de ne pas accepter passivement ce monde- continuent imperturbablement à lutter pour une existence complètement différente, sans esclaves ni patrons, sans exploités ni exploiteurs, sans flics ni prisons.

Les dizaines de rassemblements, les tracts, les bombages, les différentes initiatives, la solidarité avec nous -inculpés et incarcérés-, la force que les compagnons et compagnonnes de via del Cuore et en d'autres endroits expriment malgré tout, sont une réalité qui démontre qu'aucun magistrat et aucune prison ne balayeront jamais notre détermination dans la lutte.

Une détermination qui face à la énième "brillante" opération des Ros, de la Digos [services d'investigation des carabiniers et de la police] et des autres merdes diverses, face aux mandats de perquisition et d'arrestation, face aux intimidations et aux tabassages, face aux vils vendus de la plume complices des inquisiteurs, face aux attaques des merdes fascistes, nous porte à rendre coup pour coup. Soutenir la grève de la faim des compagnons incarcérés, se solidariser par tous les moyens nécessaires avec ceux qui sont directement frappés par l'Etat, aller de l'avant dans les luttes contre ceux qui oppriment, dévastent, exploitent.

Une accolade chaleureuse à tous les rebelles emprisonnés, à ceux en fuite et à tous les compagnons et compagnonnes qui ne lâchent pas et se battent pour détruire toutes les cages.

Deux compagnons encagés
24 août 2004

(D'autres traductions sur : http://toutmondehors.free.fr)

Rage et courage pour nos compagnons arrêtés

Burgos, Espagne

Au cours de la nuit du 21 au 22 juin, le vice-consulat d'Italie a été attaqué en solidarité avec les anarchistes emprisonnés par l'Etat italien à Pise et en Sardaigne. Afin d'avertir les serviteurs de l'état qu'ils sont visés, des pierres ont été lancées contre les vitres et des tags ont été bombés sur une façade attenante. Alors qu'avec le contrôle quotidien et à travers les différents mécanismes répressifs, l'Etat/Capital tente de se montrer inattaquable, ceci est seulement un petit sabotage qui entend donner l'exemple que frapper les structures et les individus responsables de la répression est à la portée de tous. La rage, la passion subversive, nos désirs armés nous rendent complices de ceux qui ont été capturés...
... Action directe, reproductible, contagieuse, sans centre ni périphérie...
Entière solidarité et complicité avec les anarchistes emprisonnés !!!

Guerilla urbaine anarchiste

Paris

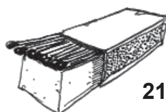
Dans la nuit du 15 au 16 juillet 2004, deux vitres de la banque italienne San Paolo située 135, rue d'Alésia (Paris-14è) et quatre vitres de la même banque située place de la Catalogne (Paris-14è) ont été fracassées. **Dans la nuit du 18 au 19 juillet 2004**, la vitrine de l'agence d'assurance italienne Generali située 4, rue Rochebrune (Paris-11è) est tombée. Solidarité avec les inculpés des procès de Gênes suite au G8 de juillet 2001, guerre à l'Etat (italien) et un salut à tous les compagnons en lutte.

Entre les demandes d'extradition qui démontrent encore une fois qu'il n'oublie jamais, les procès contre des émeutiers accusés de "saccage" et de pillage lors du G8 de Gênes en juillet 2001, la répression contre celles et ceux qui luttent visiblement contre la domination et l'exploitation, l'Etat italien poursuit son sale travail. Pourtant, la domination et l'exploitation ne se cachent pas dans les "zones rouges" mais s'exposent dans les vitrines au regard du quotidien. Et la masse de nos désirs et de nos rages peut facilement aller à la rencontre de tout ce qui les protège : le grand concessionnaire Alfa Roméo / Fiat de Paris, situé 101 bis, avenue du Général Bizot (Paris-12è) a vu toutes ses vitrines se morceler en autant d'étoiles de colère **la nuit du 25 au 26 juillet 2004.**



Quelques étincelles dans la nuit

Durant les mois passés, des sièges d'AN ont été plusieurs fois visités par quelques acharnés qui les ont caillassés, incendiés ou ravagés comme à Naples, Brescia, Salerne ou Forli. La diversité des envies aidant, d'autres ont préféré mêler leur rage à des substances explosives. En Sardaigne, plusieurs bureaux locaux ont trinqué alors qu'à Bologne une petite explosion perturba un meeting. Forza Italia ne fut pas en reste. Pas de raison ! Des bureaux furent "endommagés " par " *une centaine de personnes, masquées et armées de projectiles contondants [qui] ont profité du climat de fête à l'occasion de la montée de Livourne en première division et se sont dirigées vers le siège de campagne, malgré la présence d'une patrouille de carabiniers. Une partie du groupe a entouré la voiture, brisant ses vitres et blessant avec du verre un des militaires. Au même moment, d'autres ont ravagé le siège de campagne [de Livourne du ministre Matteoli]. Pour défoncer quatre des six vitres, quelques containers pour la récolte du verre ont été utilisés* ". Le véhicule d'un candidat fut incendié en Sardaigne, puis, gourmande, la rage enflammée s'est déplacée jusqu'à Cecina, laissant sur place une bonne vingtaine de carcasses chez un concessionnaire Renault et dans un garage. Les bonnes rencontres sont parfois source d'étincelles. N'en déplaise aux quelques pylônes et autres relais de téléphone portable qui ont explosé ou sont partis en fumée. Ou à la *Banca Intesa*, qui gère les finances du centre de rétention de Lecce, et dont les agences de Milan et de Maglie en ont fait les frais, le tout revendiqué en solidarité avec les immigrés enfermés.



Pourquoi le primitivisme (sans qualificatif) me rend nerveux ?

" L'anarcho-primitivisme s'oppose à la civilisation, le milieu au sein duquel les diverses formes d'oppression prolifèrent, deviennent envahissantes et finissent par dominer. L'objectif est d'effectuer la synthèse entre les aspects respectueux de la nature, non-étatistes et anti-autoritaires des modes de vie primitifs et les formes les plus avancées de l'analyse anarchiste des relations de pouvoir. Non pas dans le but de reproduire la vie primitive ou d'y retourner, mais simplement pour la saisir comme l'une de nos sources d'inspiration, comme des exemples de formes de vie anarchiste. "

John Moore, introduction primitiviste

Ce texte est une contribution plus générale au débat existant aux Etats-Unis, entre primitivistes et anarchistes. La réflexion théorique des primitivistes sur les questions de la technologie et des techniques, de la civilisation et des rapports de domination, sur l'agriculture et la « nature »,... constitue un apport intéressant pour la critique du système capitaliste et des formes de domination qui lui sont consubstantielles, et pour la compréhension de leurs origines et mécaniques. Aux Etats-Unis, ces réflexions sont traversées de parti-pris théoriques multiples et parfois divergents, défendus par de nombreux auteurs. En France, au contraire, on a souvent l'image d'un corpus unifié et livré clés en main. Cette idée reçue est alimentée par la diffusion quasi exclusive des textes de John Zerzan. Le texte déjà diffusé en français [1], suscitera peut-être un intérêt renouvelé et une vision plus globale des thèses et débats au sein du primitivisme et de l'anarcho-primitivisme

En présentant sa vision d'un monde débarrassé de la politique hiérarchique et de la domination technologique sur la vie humaine et non humaine, l'anarcho-primitivisme a beaucoup contribué au discours anti-autoritaire. Ce qui en fait la valeur, en termes d'analyse, c'est que, pour lui, presque aucun aspect de la société humaine ne doit échapper à l'examen critique ; des assises de l'agriculture et de la production de masse jusqu'aux relations qu'elles entretiennent avec les formes institutionnalisées de hiérarchie et de domination, peu de choses doivent être admises comme des faits indiscutables. Là où les anarchistes ont traditionnellement critiqué les manifestations de la pensée hiérarchique et des relations sociales autoritaires, les anarcho-primitivistes attaquent ce qui se cache derrière elles.

Les anarcho-primitivistes désignent un peu rapidement les 99% de l'existence humaine, avant l'avènement de l'agriculture, comme la période de la suprématie de la chasse, de la cueillette et de l'entente sociale. Ces modes de vie originels, caractérisés par l'absence de formes institutionnalisées de pouvoir, montrent que des choses radicalement différentes du système actuel – le capitalisme industriel transnational et les formes de domination politique qui l'accompagnent – c'est-à-dire au fond des modes de coopération anarchiste, sont non seulement possibles, mais aussi susceptibles d'être stables et de donner des résultats intéressants. Plus, l'existence et la permanence de ces cultures anarchiques montrent que le développement de systèmes économiques et politiques hiérarchiques et prédateurs n'est ni nécessaire, ni inévitable.Dans les tendances communiste, syndicaliste, individualiste et féministe… on peut rencontrer des anarchistes qui y adhèrent à des degrés divers. Mais si l'anarchisme n'en constitue pas le noyau, de telles idéologies sont simplement des variations sur le thème de l'étatisme et de l'autoritarisme. Le primitivisme n'est pas différent. La critique et le rejet du capitalisme industriel et de la civilisation technologique dominante ne sont pas le monopole des penseurs et des activistes anti-autoritaires. Certaines personnes attirées par le primitivisme sont des misanthropes et des partisans d'autres formes de domination. Les anarchistes qui veulent montrer plus largement en quoi leurs idées primitivistes sont pertinentes ont eux-mêmes besoin de prendre leurs distances envers de tels objectifs mortifères.

Le primitivisme autoritaire

Les primitivistes autoritaires ne tiennent aucun compte de l'exemple des chasseurs-cueilleurs : pour eux, de telles formes de vie sociale sont peu pertinentes. Ils sont plus intéressés par les vestiges culturels non technologiques d'origine américano-européenne. (Bon nombre de " deep ecologists " et la première génération de membres de Earth First !, avant la scission avec les hippies réactionnaires, appartiennent à cette catégorie.) Ils prennent comme modèles les sociétés villageoises sédentaires des cultivateurs et chasseurs celtes, teutons et nordiques. Que les castes de guerriers et les raids soient partie intégrante de telles structures sociales ne semble pas concerner les primitivistes autoritaires ; la plupart les considèrent même comme quelque chose d'héroïque.

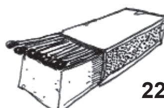
Or, de semblables systèmes prédateurs ont directement conduit à l'établissement de l'ordre féodal en Europe ; il semble que les primitivistes autoritaires désirent ramener à la vie de tels systèmes décentralisés de dépendance sociale et économique, avec eux-mêmes à la tête de leurs propres fiefs. L'abolition de la division du travail ou de l'Etat ne les intéresse pas ; leur modèle requiert l'adhésion à la philosophie selon laquelle la force fait le droit.

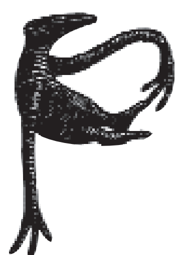
Cette tendance est caractérisée par l'interprétation mystique de la nature ; le biorégionalisme (l'idée que seules la flore et la faune indigènes appartiennent à leurs écosystèmes d'origine) est fait pour être appliqué aussi bien aux êtres humains. Les primitivistes biorégionalistes font la promotion de la prétendue appartenance, naturelle ou biologique, de peuples, de nations, d'ethnies particulières à des aires géographiques tout aussi particulières. La xénophobie populiste et le nationalisme raciste implicites à de telles perspectives ne sont pas difficiles à repérer. Il est aussi facile de voir les similitudes entre le primitivisme autoritaire et l'idéologie nazie de la " communauté nationale " et " du sang et du sol ". Cela ne signifie pas que tous les primitivistes sont des crypto-fascistes, mais que de nombreuses caractéristiques du primitivisme autoritaire recoupent en partie des thèmes du national-socialisme.

Le primitivisme autoritaire est aussi caractérisé par la publicité faite autour de l'idée selon laquelle il y a trop de gens dans le monde relativement à la masse des ressources disponibles. Il postule que cette perspective est basée sur des analyses scientifiques. L'élévation de la Science (non l'empirisme, mais à partir de la croyance que la science est quelque chose de neutre et d'objectif, pure méthode pour arriver à la vérité) au statut d'idéologie conduit à laisser les questions les plus importantes de côté. Or, d'autres hypothèses, bien plus critiques, nous amènent à affirmer que les sciences, pas plus que n'importe quelle connaissance, ne sont séparables, comme formes, de l'usage qui en est fait. Le champ de la biologie n'y fait pas exception. Le biologisme, c'est-à-dire la croyance dans l'exactitude de la science biologique américano-européenne, joue un rôle essentiel dans les plus affreuses manifestations du primitivisme autoritaire et vulgaire. Si l'hypothèse selon laquelle les multitudes d'individus traditionnellement dépossédés constituent des menaces potentielles pour les possédants est vraie, alors toute interprétation scientiste – en particulier le déterminisme biologique - fournit les arguments nécessaires au maintien de la dépossession.
Le mantra " trop de bouches à nourrir " est aussi vieux que faux. La recherche biologique n'a rien à dire sur la destruction délibérée de tonnes de céréales pour assurer le maximum de bénéfices, sur la dilapidation de l'eau et la destruction des cultures vivrières pour maintenir en vie l'industrie agroalimentaire et sur les subventions gouvernementales en faveur de l'industrie laitière ; tout cela relève de la politique et de l'économie politique. Mais elle a quelque chose à voir avec les manipulations génétiques des céréales, supposées permettre aux multitudes d'échapper à la famine, mais qui sont utilisées pour accroître au maximum les bénéfices des propriétaires des brevets relatifs aux produits alimentaires trafiqués à la mode du docteur Frankenstein. En clair, la biologie n'est pas ce moyen neutre pour examiner la vie que l'on nous présente. Pourtant, les primitivistes autoritaires se raccrochent aux plus réactionnaires affirmations des biologistes néo-malthusiens comme si elles constituaient les seules interprétations possibles du monde. Nous sommes bombardés par des notions aussi impressionnantes que celle de " capacité de charge des écosystèmes " sans même que l'on examine ce qui a été " chargé ". Or, ce n'est pas la masse brute de la population humaine ou non humaine qui pèse sur tel ou tel écosystème donné ; c'est, bien entendu, l'organisation actuelle du capitalisme industriel et les profits de ses bénéficiaires.

Le primitivisme vulgaire

Le primitivisme vulgaire peut être caractérisé principalement par l'idéalisation romantique des modes de vie primaires. Du côté de ce type de primitivisme, nous rencontrons la glorification, sans le moindre discernement, des chasseurs-cueilleurs, considérés comme des êtres humains pacifiques et épris d'égalitarisme, vivant sans aucune division du travail, en harmonie totale avec eux-mêmes, les autres et leurs environnements. Dans ces cultures, il n'y a pas d'Etat jouant le rôle de protecteur, et les lieux où le pouvoir est exercé sont rarement institutionnalisés et presque toujours distribués de façon horizontale. Il y a d'autres types de sociétés qui partagent les mêmes caractéristiques. Le monde pastoral possède des animaux domestiques et est investi dans une agriculture d'autosubsistance et qui n'a pas non plus institutionnalisé les structures de pouvoir. De tels modes de vie sont certainement dignes d'être étudiés pour les mêmes raisons que ceux des chasseurs-cueilleurs. Mais les primitivistes vulgaires montrent peu d'intérêt pour les éleveurs et les





petits cultivateurs. C'est faire usage de façon sélective (certains pourraient dire de façon manipulatrice) des textes d'anthropologie.

L'accusation portée contre les primitivistes selon laquelle ils veulent "retourner à l'âge de pierre " est surtout applicable aux primitivistes vulgaires. Certains d'entre eux proclament fièrement qu'ils veulent réellement vivre ainsi, si nous pouvons croire la plupart des articles de la presse de la pensée unique au sujet des anarchistes contemporains. Les plus sérieux penseurs du primitivisme que je connaisse, et dont j'ai lu les essais, préconisent plutôt de vivre simplement, de façon non industrielle, avec le minimum d'impact sur l'environnement ; la permaculture les intéresse, de même que les WC organiques, les plantes sauvages comestibles, l'autosuffisance et, de façon générale, vivre " hors du quadrillage ". Le niveau technologique d'une telle culture devrait ressembler beaucoup à celui des régions rurales, à la veille de la révolution industrielle, combinées avec celles propres aux tendances de " retour à la terre ", apparues en Amérique du Nord au cours du XX° siècle. Les outils et les méthodes de production recensent et incluent ceux du XVI° siècle et même ceux des premières décennies du XIX° siècle sont appropriés à ce genre de vie. Ce modèle s'accorde bien aussi avec le principe des petites communautés locales associées sous forme de réseau ou de fédération selon le modèle anarchiste (mais pas seulement anarchiste) habituel.

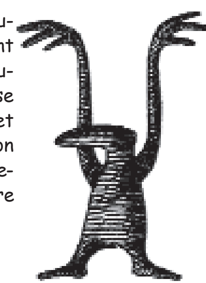
Les primitivistes vulgaires se raccrochent aussi au biologisme. On peut le voir dans quelques discours concernant la surpopulation. L'accusation, issue des milieux anti-primitivistes, selon laquelle ils font la promotion de " génocides " joue ici son rôle, et la plupart des primitivistes vulgaires éprouvent de la répugnance à y répondre, apparemment parce qu'ils ne pensent pas qu'un " génocide " humain serait une tellement mauvaise chose. La misanthropie inhérente à cette perspective est défaitiste pour les anti-autoritaire. Elle conduit très facilement à l'autoritarisme, en théorie comme en pratique ; si les gens en général sont par essence stupides et destructeurs, il y aurait alors peut-être des raisons pour mettre à notre tête des leaders éclairés pour nous surveiller et alors nous ne détruirons pas notre environnement et nous-mêmes ? Ce genre d'idées est l'un des mensonges fondamentaux de l'autoritarisme. De plus, la contradiction entre cette généralisation misanthropique et le primitivisme est criante : comment les primitivismes vulgaires peuvent-ils justifier de une conduite humaine implacablement destructrices tout en affirmant que les êtres humains, pendant des centaines et des milliers d'années, ont vécu sans détruire leur environnement et eux-mêmes ?
Ceux qui devraient être tenu comme directement responsable de la destruction galopante du monde naturel, ce sont les scientifiques qui manipulent les structures génétiques, les capitalistes qui en profitent et les idéologues qui les justifient. C'est une petite partie de l'humanité (historiquement et actuellement) ; même si la majorité des habitants du Nord tirent bénéfice de la poursuite de ce système de destruction, la responsabilité essentielle doit être placée où il se doit, du côté de ceux qui créent et maintiennent ce régime. Les primitivistes se discréditent eux-mêmes quand ils condamnent " l'humanité " (comme si nous étions par essence des fléaux pour la nature). Cette attitude détourne l'attention loin des véritables coupables.

Les primitivistes vulgaires ont pris les accusations assénées par les anti-primitivistes comme autant de compliments. Par suite, ils font la promotion de l'idée réactionnaire selon laquelle il y a trop de bouches à nourrir et admettent que la critique de la technologie industrielle signifie nécessairement le retour aux conditions de vie du paléolithique. Ces attitudes constituent autant de réflexes pavloviens " anti-anti-primitivistes " associés à l'incapacité presque totale à développer des pensées critiques autonomes. De même, elles reflètent l'incapacité des primitivistes à tracer leur propre chemin, en particulier par l'intermédiaire de discussions cohérentes pour définir ce que signifie en réalité rejeter la société technologique.

L'anarcho-primitivisme

L'anarcho-primitivisme désireux d'affiner ses idées a besoin de commencer l'examen critique des modes de vie des chasseurs-cueilleurs, discutés par les diverses variantes de l'ethnographie. Et de montrer dans quelle mesure ils ont a de la valeur, en termes théoriques et pratiques, pour pouvoir vivre sans technologie industrielle, sans capitalisme et sans Etat. Lorsque l'on relaie aussi facilement la littérature anthropologique, de nombreuses questions doivent recevoir des réponses. Jusqu'à quel point l'ethnographie est-elle basée sur des interprétations (peut-être idéalisées) des anthropologistes réalisant des recherches sur le terrain ? Jusqu'à quel point pouvons-nous nous reconnaître, nous anti-autoritaires, dans l'égalitarisme présumé de ces cultures ? Et dans l'absence tout aussi présumée de violence en leur sein ? Enfin, pouvons-nous reconnaître comme des exemples positifs de structure sociale non étatique et non hiérarchique la division sexuelle du travail et la fragmentation de l'activité en sphères séparées basées sur le genre, l'âge, et les facultés physiques et intellectuelles ?

Que faire si les modes de vie des chasseurs-cueilleurs ne nous fournissent pas de modèles entièrement satisfaisant de cultures anarchiques – celle qu'un véritable anarchiste reconnaîtra comme une bonne place pour vivre ? Faut-il rejeter la critique primitiviste s'il y a peu, ou pas, de confiance à accorder aux ethnographes spécialisés dans l'étude des chasseurs-cueilleurs ? Probablement non ; aucun anarcho-primitiviste sérieux ne propose une imitation sans critique ou l'adoption de la cueillette, de l'élevage ou de l'horticulture comme panacée universelle. Ce que nous avons besoin est d'examiner de façon critique de tels cultures et les divers moyens que les personnes les composantes ont employés pour exclure et prévenir la formation de structures institutionnalisées d'exploitation et de domination. Combiné avec l'analyse critique anarchiste de l'actuel système capitaliste, technologique et industriel dans le Nord et du régime d'accumulation et d'extraction brutale de richesse dans le Sud, l'anarcho-primitivisme pourrait devenir le carrefour d'analyses cohérentes pour comprendre et combattre la tendance actuelle à la " globalisation ".



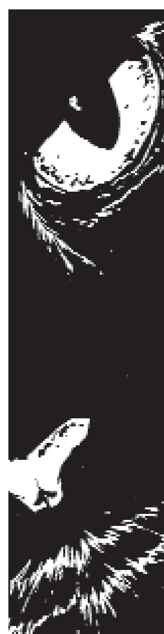
Pour un anarcho-primitivisme anti-idéologique

De nombreux primitivistes reconnaissent qu'ils sont attirés par des idées tirées par l'une, ou plus, des trois tendances que j'ai identifiées dans cet essai. Il est crucial, pour les anarcho-primitivistes, de réfléchir sur leurs propres idées et de critiquer les positions intenables que les divers primitivistes adoptent. Lorsque des primitivistes parlent de l'établissement de relations, basées sur l'instinct et la spiritualité, avec la terre, les plantes et les animaux qui y vivent, les anarcho-primitivistes n'ont nul besoin de donner leur caution à de telles formes de mysticisme propres aux idéologies autoritaires. Lorsque les primitivistes parlent de surpopulation et de " capacité de charge des écosystèmes ", les anarcho-primitivistes doivent montrer du doigt la nature réactionnaire du malthusianisme. De même, lorsque les anti-primitivistes accusent les primitivistes d'être favorables aux génocides de type raciste à travers le monde, les anarcho-primitivistes doivent leur rappeler que les habitants du Sud, pas ou peu industrialisé (ceux que les anti-primitivistes veulent protéger de façon condescendante), subissent les convulsions, temporaires ou permanentes, du capitalisme industriel. Ils possèdent d'ailleurs plus de moyens que d'autres pour survivre à de tels phénomènes de désintégration. En réalité, ce sont ceux qui sont totalement intégrés au capitalisme américano-européen et qui en dépendent qui souffriront le plus quand les rayons des magasins sont vides et que l'électricité sera arrêtée.
Un anarcho-primitivisme digne de ce nom devrait rejeter le scientisme, le biologisme et les thèses sélectives et apologétiques de la recherche anthropologique sur les chasseurs-cueilleurs, de même que la misanthropie réactionnaire qui condamne tous les humains pour la domination et l'exploitation exercées par les riches et les puissants. Plus encore, ils devraient rejeter l'humanisme à fleur de peau propre au libéralisme et au socialisme, et avoir comme objectif la réalisation d'équilibres dynamiques entre les besoins réels des êtres humains et la préservation et l'intégrité du monde naturel.

Désarmer l'autorité et armer vos désirs !

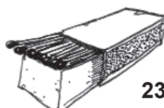
Lawrence Jarach

(Why Primitivism (without adjectives) Makes Me Nervous est paru dans Anarchy... #52 de automne/hiver 2001), il fait suite à d'autres textes sur le primitivisme, notamment, Why I'm not a primitivist ? ("Pourquoi je ne suis pas primitiviste ?" paru dans Cette Semaine #83, sept/oct 2001, est de Jason McQuinn paru dans Anarchy... #51 de printemps/été 2001.). C'est aussi
Anarchy, a journal of desire armed
C.A.L. Press, POB 1446, Columbia , MO 65205-1446, USA
www.anarchymag.org
Ce texte est déja paru avec une préface, André Dréan Adresse e.mail : nuée@club internet.fr mars 2004.



Le 1er juillet 2004 - Panique à Libé, avec quoi on va se torcher ?
On apprend dans Libération que le site internet du torchon d'intoxication nationale a subi des attaques informatiques le mardi 29 et le mercredi 30, qui l'ont saturé de millions de connexions et l'ont bloqué pendant plusieurs heures, deux jours de suite. Selon Libé, " il s'agit d'une tentative - réussie - de "déni de service" ", technique prisée de piratage informatique . Yahoo, eBay et CNN en furent les cibles en février 2000. Le New York Times en 2001, puis la Maison Blanche la même année. Les attaques de pirates isolés sont plus sympathiques que le lobby internet citoyen prisé par les gogauchos de la démocratie technologique mondiale. Mais la guerre sociale, c'est pas du virtuel.

La puce à l'oreille.
Derrière chaque citoyen ce cache un flic. Derrière chaque citoyen se cache un consommateur. Tout ça les entreprises l'ont bien compris. Après l'appareil photo espion vendu moins de 30 euros pour Noël à Surcouf (pas le flibustier, le négociant), Nokia sort le SPYGSM. Si on sait déjà que les téléphones portables sont des micros et des balises portatives, celui-ci va plus loin. En plus de ses fonctions de téléphonie normale, son possesseur peut déclencher à distance l'écoute des 20 mètres environnant d'un simple coup de fil. " Vous avez toujours rêvé d'un système d'écoute sans limite de distance, facile d'installation et d'utilisation, discret, vous permettant d'intercepter des conversations ou de surveiller un lieu. Le SPYGSM est l'appareil qu'il vous faut ! [...] C'est l'outil idéal de l'espion ou du détective privé. " (Présentation du produit). Tout un programme.



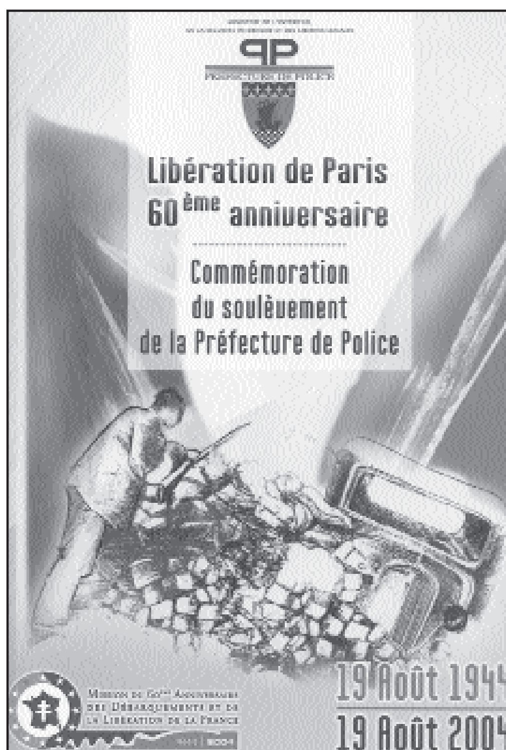


Défaut de mémoire



A l'avènement des commémorations, il en est une qui ne peut nous laisser indifférente ; quand la ville retrouve les chars et les allures des années quarante d'après guerre, les tenues d'apparats de foule joyeuse agitant leurs petits drapeaux, rappellent une période sombre de l'histoire. Ils fêtent les mensonges d'une fin de guerre et s'amusent à rejouer les résistants reconnus du pouvoir. C'est de la dite libération dont il est question, libération nommée insurrection (par les staliniens-gaullistes) dont les barricades dressées dans Paris étaient tenues principalement par les flics qui venaient à peine de changer de camp. N'est ce pas ce genre humain nommé citoyen qui participe aux défilés les plus ridicules ?

Ce texte est une condamnation acerbe d'une commémoration qui ne montre rien d'autre que les multiples tentatives de l'état pour garder sous sa coupe la plèbe endormie. Des termes répugnants et mensongers de l'époque sont ici réutilisés. L'épuration est bien un terme de puristes, de fascistes ou de staliniens, qui nuit avant toute chose aux indésirables et cela n'est pas indissociable d'une volonté de changement autoritaire et de purger la société ; avec ce concept nous ne donnons pas chèr de notre peau. De plus ces méthodes utilisées pendant et après la guerre servirent avec violence à évincer la guerre sociale, porteuse d'un véritable changement, et à masquer d'autres horreurs. Les joyeux lurons de l'époque eux faisaient taire les propos inopportuns en éventrant et en tondant les ditEs collabos. Le rapport entre ceux-ci et ceux-là est bien explicite ; enfin le dit peuple de Paris n'existait que dans l'imaginaire des historiens manipulateurs qui préparent de manière méticuleuse les assises d'un nouveau pouvoir.





Paris, ce fumier d'arrivistes

Ce que masque la fête du Paris libéré, c'est la trouille citoyenne et policière de ceux qui ont vendu la guerre de la liberté contre la paix pourrie de la continuité de l'Etat français après Vichy. Pendant qu'on viole, tabasse et torture en toute impunité dans les commissariats de la république, la grande majorité des Parisiens se pâme d'enchantement devant les déclarations des politiciens. On instrumentalise la gloire passée d'une insurrection* populaire pour mieux maquiller les formes de collaboration présentes avec la police.

C'est la trouille des citoyens, la trouille des salauds qui motive toutes les formes de collaboration !
Trouille d'en finir avec les occupants capitalistes qui administrent cette société pourrie !
Trouille de s'auto-organiser, trouille de la responsabilité totale, trouille de l'autonomie politique assumée ! Trouille de perdre ses petites habitudes, ses biens, son confort économique, son intégrité risible d'esclave salarié, ses privilèges de rentier ! L'humanité dégénérée du citoyen ne peut qu'engendrer la collaboration. Esclave moderne, n'oublie pas que c'est toujours sur la peau des insurgés que la charogne politicienne diffuse sans vergogne son excrémentielle abjection morale sans que tu n'y trouves à redire.

A quand une épuration digne de ce nom ?

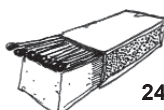
Combien faudra-t-il encore supporter de mensonges avant de coller au mur ceux qui hurlent « police!» dès qu'un taulard s'évade ; qui dénoncent allègrement aux flics, aux patrons, aux travailleurs sociaux, l'étranger, le voleur, le déserteur du Service du Travail Obligatoire, l'homme traqué ?
Par désir d'élévation narcissique, ces porcs de citoyens sont capables d'abaisser l'esprit d'une situation insurrectionnelle à la nullité de leur condition d'impuissants, de châtrés, de formes de vie atones et molles. Pire, à chaque ballet électoral, ils continuent de porter au pouvoir la canaille des partis de la légalité républicaine-mafieuse. Car il s'agit de ne rien voir de ce qui a lieu, de ce qui engage, ici et maintenant. Il s'agit de ne jamais vivre contre ce monde. Il s'agit d'en être le touriste, plutôt désinvolte, plutôt sympa, toujours malin, toujours prévisible.

L'omniprésence des pots de chambre médiatiques a désarmé momentanément ce qui restait de souffle de révolte dans le peuple de Paris. Mais si une bataille a été perdue, la guerre n'a jamais cessé de miner en profondeur la fausse paix des lâches et des assis ! Aussi, quand au moment de chaque manifestation publique les citoyens-esclaves dénoncent à la police ceux qui osent détruire les symboles de l'occupation marchande, une distinction s'opère entre salauds et justes. Les miliciens du ministère de l'intérieur savent qu'ils peuvent compter sur le sens civique des citoyens, ces éternels paillasses de l'insécurité, ces éternels supplétifs de la connerie uniforme pour qui immigré rime avec allocations familiales. Tous veulent gratter leurs quelques chances de survie dans cette société. Et tous s'y emploient avec les mêmes moyens crapuleux à base de ressentiment (la haine rentrée des civilisés). Pour y arriver, tous sont prêts à mentir, c'est-à-dire à éviter les conflits, pour s'assurer une chance d'être humainement digne d'attention. C'est pourquoi tous doivent être éliminés. Comment ne pas reconnaître chez ces jeunes générations favorables à l'exploitation marchande équitable le lifting de la collaboration et de la répression actuelles ? Cette jeunesse bouffe à tous les râteliers. Elle en paiera un jour le prix fort.

Collaborateurs, qui ne cessez de voter à chaque élection malgré la réalité génocidaire de l'exploitation capitaliste ; Opportunistes qui, à la première occasion, vous vautrez sans honte dans l'indignation humanitaire contre de lointaines dictatures amies des gouvernements successifs de la France, Ordures qui commémorez l'acte de décès de toute révolte, votre heure arrive !

Citoyen-collabos, ta peine est notre joie. Tes joies sont nos peines. Tes libertés, la honte éternelle de tous les vivants.

* Insurrection : n.f. Fait de s'insurger, de se soulever contre le pouvoir établi pour le renverser ; révolte, soulèvement.



Solidarité avec Gabriel, José, Bart et Begoña Anarchistes arrêté-e-s à Aachen



Le 28 juin 2004, quatre personnes ont été arrêtées à Aachen (Allemagne), suite à un échange de tirs avec la police et une prise d'otages en voulant échapper à un contrôle. Il s'agit de Bart De Geeter, José Fernandez Delgado, Gabriel Pombo da Silva et Begoña Pombo da Silva.

Bart De Geeter est un anarchiste belge, âgé de 26 ans, actif dans le mouvement depuis plusieurs années et plus particulièrement investi dans la solidarité envers les prisonniers (en tant que membre de l'Anarchist Black Cross de Gand) et les sans-papiers.

Gabriel Pombo da Silva est un anarchiste espagnol connu, âgé de 36 ans, qui a passé 20 ans en prison, dont 14 en régime d'isolement FIES. En octobre 2003, il s'est évadé et a fui l'Espagne. Gabriel est un des rebelles sociaux/anarchistes qui se sont battus pendant des années contre les conditions brutales, l'isolement, la torture et les mauvais traitements dans les prisons espagnoles.

José Fernandez Delgado, 44 ans, est un autre anarchiste espagnol qui s'est récemment évadé de prison après y avoir passé au moins 8 ans.

Begoña Pombo da Silva a 34 ans et est la sœur de Gabriel. Elle vit en Allemagne et a une fille de 7 ans. Hormis le fait d'être la sœur de Gabriel, elle n'a aucune relation avec le mouvement anarchiste.

Tous quatre ont été arrêté-e-s par la police allemande juste après la frontière, dans une station essence sur la route de Aachen. Il semble que la raison de cette intervention ait été un contrôle anti-drogue. Quand les policiers ont voulu fouiller la voiture, un des quatre a sorti un revolver et a tiré en l'air. Suite à cela, les trois hommes ont pris un couple en otage et se sont enfuis à bord d'une voiture ; par contre, la jeune femme a été cernée et arrêtée par la police. Les trois hommes ont été pris en chasse par la police, un échange de feu a eu lieu, et quand leur voiture s'est accidentée, ils ont laissé partir les otages avant de prendre la fuite avec une autre voiture. Finalement, les trois se sont cachés dans un garage où ils se sont retrouvés encerclés par la police. Après un moment ils se sont rendus.

Les charges retenues à l'encontre des trois hommes par le procureur public de Aachen sont : tentative de meurtre (9 fois), prise d'otages (2 fois), vol à main armée, préparation de braquage et infractions graves au code de la route. Vu le déroulement des faits, il est probable que les charges retenues à l'encontre de Begoña soient moindres.

En ce moment une enquête internationale est en cours à l'encontre de la mouvance internationale de la gauche radicale. Ce qui veut dire que des anarchistes espagnols, belges et allemands sont concernés par cette enquête et sont considéré-e-s en tant que " réseau international ". A notre connaissance, aucune enquête n'est ouverte sur la base de l'article 129a/B du Code Pénal allemand (terrorisme). De même, il n'y a aucune demande d'extradition venant d'Espagne ou de Belgique. Il nous reste à voir si d'autres charges suivront, éventuellement émanant d'autres pays de l'Union Européenne.

Que des investigations internationales à l'encontre du mouvement de la gauche radicale soient en cours est devenu évident lorsque, le 4 août 2004, à Dresde, la police a perquisitionné la maison de deux camarades. Toutes deux sont des activistes de longue date au sein du mouvement de solidarité envers les prisonniers et l'organisation Rote Hilfe (secours rouge) en Allemagne. Il leur avait été demandé par l'Anarchist Black Cross de Gand (Belgique) de trouver des avocats pour les détenus, et depuis ce moment elles suivaient l'affaire ensemble avec l'ABC-Gand. Ces deux femmes sont maintenant suspectées d'avoir planifié un braquage avec les quatre personnes arrêtées !!

Selon la police, on aurait retrouvé dans la voiture des arrêtés, une carte de Dresde sur laquelle des armureries et postes de police étaient indiqués. Une route de fuite vers la République Tchèque figurerait aussi sur cette carte. Cette carte ainsi que le fait de trouver un avocat pour Bart et de demander un permis de visite semblent avoir été suffisants pour que la police effectue une perquisition chez elles. Pendant la perquisition, effectuée par la LandesKriminalAmt Sachsen et la police de Aachen, des portables, ordinateurs, écrits, lettres de prisonnier-e-s (etc.) ont été confisqués. Les deux femmes n'ont pas été arrêtées. Une des femmes a porté plainte suite à cette perquisition, mais celle-ci a été rejetée par la Cour régionale de Aachen, considérée comme infondée. Elle a fait appel de cette décision.

Dans les médias, l'affaire a d'abord été traitée comme un fait spectaculaire, bon pour faire la une des journaux, pour satisfaire le besoin de sensations, et pour faire progresser un peu plus la peur de tout ces " dangereux criminel-le-s ". Quand la presse a eu écho des motivations politiques, les premières histoires de connection avec ETA ont vu le jour - comme d'habitude quand il s'agit de l'Espagne/d'espagnols. De la part des journalistes qui ne cherchent pas à en savoir plus que ce que leur racontent les gouvernements, la police et la justice, on ne peut s'attendre à grand-chose d'autre…

Par contre, nous sommes conscient-e-s que ce sont nos camarades qui ont été capturés et qu'ils luttent, tout comme nous, contre la répression et la prison, contre la pauvreté et l'exploitation, contre l'exclusion et l'aliénation. Nous ne doutons pas qu'ils continueront la lutte à l'intérieur de la prison. Nous serons à leurs côtés, à l'extérieur, car nous ne pouvons accepter et nous ne voulons nous résigner face à ce monde misérable et son ballet d'injustices, de mensonges et de souffrances. Car personne n'est vraiment libre tant que nous ne le sommes pas tou-te-s.

Nous appelons à la solidarité internationale avec nos camarades capturés suite à leur engagement dans la lutte, pour casser tous les murs, toutes les frontières et pour la liberté de chacun-e.

Les prisonnier-e-s sont dispersé-e-s dans des prisons différentes et gardé-e-s à l'isolement, ce qui veut dire qu'ils restent au moins 23 heures enfermées dans leur cellule, qu'ils n'ont pas de contact avec d'autres prisonniers et qu'ils doivent porter des uniformes de prison.
Gabriel est surveillé toutes les demi-heures par l'œilleton et les gardiens allument arbitrairement la lumière de sa cellule, ce qui entraîne des troubles du sommeil. Pour José, nous savons que la première semaine il n'a eu aucun moment d'activité et qu'il est donc resté 24h/24h dans sa cellule. Les conditions de détention semblent s'améliorer pour Bart, mais il est toujours souvent transféré de cellule ou de bâtiment.

Begona a depuis été libérée dans l'attente du procès pour lequel elle reste accusée.

D'après l'*Anarchist Black Cross Gent*
abc_gent@yahoo.com

Pour écrire aux prisonniers :

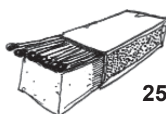
Bart De Geeter, JVA Düsseldorf, Ulmenstasse 95, 40476 Düsseldorf, Allemagne
Gabriel Pombo da Silva, JVA Aachen, Krefelder Strasse 251, 52070 Aachen, Allemagne
José Fernandez Delgado, JVA Bielefeld-Brackwede I, Umlostrasse 100, 33649 Bielefeld, Allemagne

IMPORTANT : Toute correspondance est d'abord envoyée au Procureur pour être lue et éventuellement acceptée, refusée ou censurée, il est donc plus facile (et rapide) d'envoyer vos cartes/lettres (tout comme des magazines/livres/CD) directement à l'adresse suivante :
(Nom du/de la prisonnier/e), c/o Staatsanwaltschaft Aachen, AZ 401 JS 284/04, Stiftstrasse 39-43, 52062 Aachen, Allemagne

Vous pouvez verser un soutien financier (besoin important) sur le compte de l'Anarchist Black Cross - Gent :
001 - 3364945 - 91, IBAN : BE23 001336494591, BIC : GEBABEBB

Le 24 février 2004 le carnaval envahit le centre ville de Montpellier. Après la destruction d'une vitrine et le jet de quelques canettes sur les flics, six personnes sont arrêtées lors d'une intervention musclée de la police. Elles seront jugées en première instance pour violence, outrage et rébellion. Pour un même dossier le verdict variera du tout au tout selon le mode de jugement : de lourdes peines de sursis pour les inculpés jugés en comparution immédiate et une relaxe pour les autres. Le parquet a fait appel de toutes les décisions.

Le 19 octobre, lors du compte rendu d'audience de l'appel, un des inculpés est condamné à 4 mois fermes, deux à 12 mois avec sursis et deux autres à 4 mois avec sursis également.



De "quelques banalités de base"

Le 4 octobre 1994, Florence Rey et Audry Maupin braquaient la préfourrière de Pantin, en banlieue parisienne, se saisissant des armes qui s'y trouvaient. Prenant ensuite un taxi et son client en otage pour s'éclipser, son chauffeur finit par heurter volontairement une voiture de flics place de la Nation à Paris. Il meurt là en ayant voulu jouer au héros. Dans la fusillade qui s'en suit crèvent deux flics. Nos deux camarades prennent ensuite un automobiliste en otage et partent en direction de Vincennes. Poursuivis par des motards de la police, ils sont bloqués et arrêtés : le conducteur-otage est tabassé, Audry est exécuté après avoir réussi à supprimer un des serfs en uniforme, Florence finit en galère. Elle sera condamnée le 31 septembre 1998 à vingt ans de prison pour "complicité de meurtres".

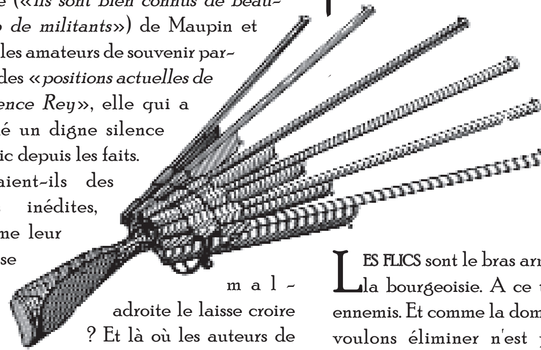
À l'époque des faits, tandis que la presse (et le pouvoir) se déchaînait contre *les tueurs de flics*, *les apprentis-anars* ou *les anarchistes meurtriers de Nanterre*, quelques individus tentaient de faire passer des textes dans ces mêmes organes et dans la presse libertaire, pensant sans doute compter sur leur notoriété d'écrivains ou d'anciens du "milieu" pour être publiés. Ils revendiqueront plus tard cela comme la tactique de «*tirer parti du caractère relativement concurrentiel du marché médiatique, utiliser les "notoriétés" proches ou lointaines dont nous disposons*», à côté d'autres initiatives. S'ils tenaient à s'attacher le cadavre encore chaud d'Audry et une Florence désormais embastillée pour longtemps en les présentant comme des camarades, c'était pour mieux cracher et sur l'attaque et sur ses conséquences secondaires comme l'accident de travail des trois poulets : «*leur aventure se solde par un échec "militaire" lamentable et rappelle plus une scène tragique de roman noir qu'un fait d'armes de la guerre sociale*», «*il est injustifiable —moralement et politiquement— de présenter l'assassinat de policiers choisis au hasard comme une stratégie révolutionnaire. Faudra-t-il ajouter aux flics, les chauffeurs de taxi, les coiffeurs, les "cons" en général ?*».

Au nom d'une quelconque autorité morale, ils s'étranglaient d'un côté à coups d'odieux paternalisme contre «*les soi-disant "révolutionnaires" (...) qui se complaisent dans des fantasmes morbides et infantiles*» et affichaient d'un autre encore une fois leur déception contre des organisations libertaires (FA, CNT) qui ne faisaient que leur misérable travail de contre-feu visant à empêcher toute forme de solidarité. Incapables de couper définitivement le cordon d'avec elles, ils ne pouvaient ainsi que les suivre dans leur fonction : présenter un anarchisme respectable aux sympathisants en les préservant de la vilaine tentation de vouloir puiser des armes dans le passé pour s'en servir au présent. Ils étaient trop occupés à tenter de jouer avec les médias pour ne serait-ce que comprendre, sinon partager, cet acte de révolte (la prise d'armes puis la défense acharnée de leur liberté face aux serviteurs de la domination).

-Au nom de la loi, je vous arrête !
-Ah, Canaille, au nom de la liberté, je te casse la tête !

Clément Duval
(au brigadier Rossignol qui tentait de l'arrêter et se prit huit coups de poignard)

C'est certainement avec cette tempête dans un verre d'eau à l'esprit que quelques mains anonymes ont collé le texte ci-contre sous forme d'affichettes sur les murs de Paris, profitant d'une quelconque date anniversaire symbolique. Prenant quasi le contre-pied exact des donneurs de leçon précédents, ils défendent également ces actes en posant leur solidarité, mais ne peuvent s'empêcher d'en rajouter en professant à leur tour contre «*les "révolutionnaires" de l'époque*». Là où les écrivaillons voulaient à tout prix que chacun se pose en connaissance («*ils sont bien connus de beaucoup de militants*») de Maupin et Rey, les amateurs de souvenir parlent des «*positions actuelles de Florence Rey*», elle qui a gardé un digne silence public depuis les faits. Auraient-ils des infos inédites, comme leur phrase maladroite le laisse croire ? Et là où les auteurs de *Peaux de lapins !* comparaient les flics aux coiffeurs —étant peut-être entendu que ces derniers sont d'autres éminents laquais spécialisés dans la défense armée de la bourgeoisie—, les rédacteurs enflammés énoncent tout bonnement qu' «*il est révolutionnaire de tuer des flics*».



Ces deux points, dans leur jeu de miroir, ne méritaient à notre avis plus ample réflexion que celle-ci : nous ne regrettons la mort d'aucun flic, nous souhaitons leur élimination totale, c'est-à-dire sociale, nous nous battons aussi clairement pour cela dans le cadre de la mise à bas de toutes les dominations et de la société qui les génère. Quant à Florence Rey, nul besoin de l'évoquer, ni personnellement au-delà qu'elle fut une camarade (ce qui vaut solidarité avec elle) ni à propos de positions imaginaires (ou même réelles si cela avait été le cas, car elle n'est pas propriétaire de cette histoire), *pour avoir quelque chose à en dire*.

Participer à la diffusion de ce texte/affiche nous pose problème en ce qu'il laisse le champ libre à des affirmations non seulement simplistes —s'il était en soi révolutionnaire «*de tuer des flics*» ou de «*prendre les armes de ceux qui les monopolisent*», indépendamment du qui, du comment et du pourquoi, cela ferait de tous les bouffeurs et détrousseurs de poulets des révolutionnaires— mais aussi dangereuses, puisqu'elles portent ensuite en germe la pratique de "l'alliance objective" (un anar qui tue un flic et un mafieux qui tue un flic pourraient par exemple être complices en "acte révolutionnaire") ou à l'apologie de l'acte pour l'acte.

Souvenir Rey — Maupin

Il y a 10 ans, le 4 octobre, suite au braquage de la pré-fourrière de Pantin, Audry Maupin trouvait la mort suite à un affrontement avec la police. Florence Rey, arrêtée, était ultérieurement condamnée à 20 années de prison. C'était des camarades... Par ailleurs, 3 bâtards en uniforme et 1 sans, crevaient au cours de la rencontre.

Si nous nous exprimons aujourd'hui, indépendamment des positions actuelles de Florence Rey, c'est parce que nous voulons affirmer quelques banalités de base qui n'ont pas été émises par les " révolutionnaires " de l'époque, au contraire.

Parce qu'il est révolutionnaire de prendre les armes de ceux qui les monopolisent. Parce qu'il est révolutionnaire de défendre sa liberté les armes à la main. Parce qu'il est révolutionnaire de tuer des flics. Parce que, si nous avons quelques réserves tactiques quant au fait de remettre sa fuite entre les mains d'une tierce personne (ici un taxi), cela ne fait pas de camarades des bouffons, Sabaté faisait de même. Parce que nous ne comprenons que trop bien ce qui les a poussés au combat. Parce que leurs crimes sont les nôtres. Parce que cette histoire fait partie de notre histoire.

Ni oubli, ni pardon. Par la parole et par le feu !
Que la terre vous soit légère !

(Affiche trouvée sur Paris en octobre 2004)

Les flics sont le bras armé de l'Etat et de la bourgeoisie. A ce titre, ce sont des ennemis. Et comme la domination que nous voulons éliminer n'est pas une simple abstraction mais s'incarne dans des structures et des humains, ils arrive qu'ils en payent le prix, lors d'attaques ou lorsqu'il s'agit de défendre sa liberté. Si une mauvaise rhétorique crapuleuse a pu les mettre sur le même plan que des coiffeurs, cela ne signifie pas pour autant que les "ennemis de nos ennemis soient des amis", des frères-en-acte-révolutionnaire. Autrement dit, lorsqu'il y a tentative d'homicide d'un commissaire par un membre de l'extrême-droite sioniste comme lors de la manif du 7 avril 2002 à Paris, ou lorsqu'il y a tabassage d'un gendarme jusqu'à le réduire à l'état de légume par quelques supporters de foot fachos comme le 21 juin 1998 après le match Allemagne-Yougoslavie à Lens, cela ne fait bien entendu pas de leurs auteurs des "amis", ni de leur geste un acte révolutionnaire.

Ce qui réunit malgré eux, peut-être, les apologues inconditionnels du meurtre de bleu et ses détracteurs par principe (hors du fameux jour de la grande émeute ou du grand soir) est, répétons-le, le refus de prendre en considération et le qui —on vient de voir ses limites douteuses—, et le comment —avis aux adeptes de la torture— et surtout le pourquoi. Si nous faisons nôtre l'analyse qu'hors de périodes révolutionnaires (laissons le "jour de la révolution" aux manuels de propagande) de type insurrection par exemple, il n'y a pas de révolutionnaires à proprement parler, cela n'empêche pas pour autant qu'il y ait des "militants révolution-naires" ou des "actes révolutionnaires", au sens de partisans pour aller vers ou d'actes allant dans le sens de la révolution, celle-ci restant bien entendu à définir (le simple "tout bouleverser" élimine d'emblée les tenants de ce qui en novlangue journalistique s'appelle "révolution conservatrice" ou "extrême-droite révolutionnaire" et qui se nomme plus simplement extension de la domination).

Selon cette définition classique, un anarchiste qui attaquerait une banque pour financer ses activités commettrait alors un acte révolutionnaire, ce qui ne serait plus le cas s'il le faisait pour ses besoins personnels. Ce serait cependant oublier bien vite que se saisir de l'argent dans les caisses ennemies là où il se trouve en abondance d'une part est un moyen, certes individuel ce qui n'enlève rien à la valeur de la chose, de se soustraire à la contrainte de l'esclavage salarié, d'autre part que les différentes activités de l'individu ne sont pas séparables (étant entendu qu'être militant c'est déjà être aliéné et que vivre pauvre n'est un gage de rien). A partir de cet exemple, le braquage par un anarchiste deviendrait donc un acte révolutionnaire en soi uniquement parce qu'être anarchiste impliquerait d'emblée une définition du qui et du pourquoi : même enrichi, notre ami œuvrerait toujours vers plus de liberté. Menant une vie de bourgeois, il se transformerait par contre bien vite en rupin et serait traité comme tel.

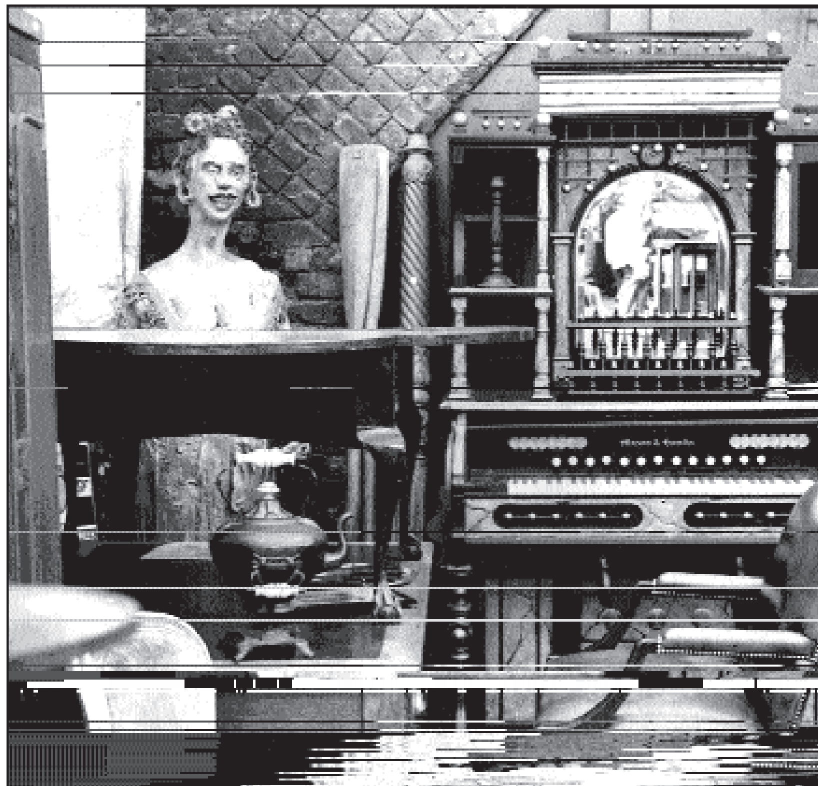
Pour en revenir au fameux texte, les camarades Maupin et Rey auraient donc d'évidence commis un acte révolutionnaire en tuant ces trois oppresseurs et en s'emparant de leurs flingues. Mais alors uniquement *parce que c'étaient eux*, si on veut bien soutenir qu'ils étaient anarchistes sans les connaître (à partir du manifeste qui leur est attribué et publié en extraits dans la presse de l'époque ? Des autocollants de *Mordicus* qui auraient été retrouvés chez eux ? De la proximité de Maupin avec la CNT-FAU ?). Pour notre part, nous refusons d'en faire un exemple ou de les embrigader

sous une quelconque bannière, fusse-t-elle noire. Faute d'en savoir plus et parce que cela n'est pas nécessaire, nous pouvons tranquillement affirmer qu'il s'agit d'actes de révolte. Ce qui est amplement suffisant pour nous en montrer solidaires, sans avoir besoin de recourir à l'artillerie lourde de la révolution. Solidaires de leur acte (*«leurs crimes sont les nôtres»*) indépendamment de leur personne, et ici aussi solidaires de leur personne, parce qu'ils nous sont proches comme tant de révoltés, même avec ce peu d'éléments.

POUR FINIR, comme on ne qualifiera par exemple pas d'acte révolutionnaire celui des FARC colombiens lorsqu'ils débitent des flics et militaires au kilo —parce que ce sont déjà les fonctionnaires en treillis d'un Etat parallèle et que leur projet est stalinien, voire plus simplement mafieux—, on n'étendra pas la portée d'un acte au-delà de ses auteurs ou du projet qu'il sous-tend. Or c'est justement ce qu'ont fait les colleurs *tacticiens* en partant d'une histoire, qui nous touche aussi parce qu'elle *«fait partie de notre histoire»*, pour la généraliser jusqu'à finir par se noyer dans un absolu, portant l'auteur de ces lignes à revenir sur leurs *«quelques banalités de base»* pour se débattre à son tour avec d'autres modestes évidences.

Seymour
01.12.04

NB : On trouvera *Peaux de lapins !* et autres textes dans "Quelques leçons sur l'affaire dite "de la fusillade de Vincennes"", supplément au n°4 d'*Auberge Au Libre Olibrius*, avril 1995, 42 p.



....

Le procès de *Vive les mutins !* -site internet de soutien aux prisonnierEs révoltéEs-, initialement prévu le 31 août 2004, a été reporté au 15 mars 2005.

Notre camarade est inculpée d'avoir, par le biais du site :
— " *provoqué à la commission de dégradations volontaires dangereuses pour les personnes (...) en proposant à des lecteurs de soutenir un club dont le but est d'amener le chaos en incendiant les établissements pénitentiaires* ",
— " *porté des allégations ou imputations de faits portant atteinte à l'honneur et à la considération de l'Administration pénitentiaire, administration publique, en tenant les propos (qui) tendent à imputer aux équipes de l'Administration pénitentiaire de commettre des actes de violences caractérisés et de laisser mourir les détenus* ".

Solidarité active !

ACTIONS DE SOLIDARITÉ CONTRE LES EXTRADITIONS

MARDI 11 MAI, sur l'écran du cinéma Lucernaire à Paris, la phrase "*Non aux extraditions*" a été bombée pendant la projection d'un film, tandis qu'un texte était distribué :

« ...le film qui va être projeté, "*Buonanotte a quei giorni*", est l'adaptation d'un livre infâme, écrit par Laura Braghetti, une ancienne militante des BR qui a marchandé la vie de ses camarades contre sa libération, une collabo qui renie et condamne la violence révolutionnaire pour embrasser celle de l'Etat... Les agents salariés du spectacle perfectionnent aujourd'hui la vaste opération répressive commencée en Italie par le plomb policier, les arrestations de masse et la torture, continuée par les lois spéciales, l'isolement carcéral et le système des repentis. Les intellectuels de gauche, qui n'ont jamais pardonné à la génération partie à l'assaut du ciel d'avoir attaqué le racket de leurs partis et syndicats, se vengent maintenant avec leurs livres et leurs films. Quand ils ne reproduisent pas ouvertement le point de vue des flics, ils mystifient de façon subtile les raisons et le contexte de la subversion armée des années 70... La partie est finie, en avant les historiens et les psychologues ! Pour la défense de la démocratie !

Non, la partie n'est pas finie. Des révoltes sociales continuent de se répandre et d'exploser de par ce monde basé sur l'argent et la domination. En France, en Italie et ailleurs, des révolutionnaires croupissent toujours en taule parce qu'ils n'ont pas renié leur choix. Des dizaines de réfugiés italiens risquent à nouveau d'être extradés et de finir leurs jours derrière les barreaux. L'Etat n'a jamais cessé la guerre ; au contraire, ses lois d'urgence ont été élargies à la société entière, sa propagande justifie tout massacre au nom de la démocratie et de la civilisation. Dans cette guerre, il n'y a pas de spectateurs.

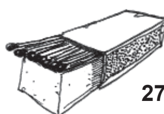
Contre toutes les extraditions, liberté pour les militants d'Action Directe,
à bas toutes les prisons !»

VENDREDI 2 JUILLET, la juge Michèle Bernard-Requin, qui s'est prononcée pour l'extradition de Cesare Battisti, devait animer un débat au cinéma *Utopia* d'Avignon après la projection du film de Depardon, "*La 10e chambre*", dont elle était la principale "héroïne". Un peu avant la séance, une banderole a été déployée sur la façade du cinéma : "*Non à l'extradition de Battisti et des autres réfugiés italiens, Requin juge de classe, casse-toi*" et des tracts distribués aux spectateurs. Prévenue par la direction bobo-gaucho-alterno-citoyenne et téléramiste du cinéma, la juge-invitée préféra fuir piteusement la confrontation qui s'annonçait sportive. La juge va-t-elle encore continuer à "*fanfaronner et se pavaner*"?

« Michèle Bernard-Requin s'était déjà répandue en spectacle dans la "dixième chambre" de Depardon, faisant preuve de tout son sadisme, de toute sa froideur, de toute sa saloperie (bref, de toutes les qualités nécessaires à l'exercice de sa triste fonction)...

... Ce qui nous importe, c'est qu'un homme va être livré pour ses activités politiques passées à la rancune de la classe dirigeante italienne. Il n'est pas le premier dans ce cas —Paolo Persichetti avait été le premier des réfugiés italiens à être livré par la France en 2002 dans la plus grande indifférence— et ce ne sera pas le dernier si nous laissons se poursuivre ces sinistres extraditions/"cadeaux". Michelle Bernard-Requin, fière de faire ce con de métier, fanfaronne et se pavane. Ses petits copains de la magistrature italienne faisaient un peu moins les malins dans les années 70 lorsque le rapport de force était autre et que les prolétaires s'attaquaient à l'Etat et à ses serviteurs les armes à la main. Aujourd'hui, les classes dirigeantes d'Europe peuvent tout se permettre y compris de régler les vieux comptes. Jusqu'à quand ?

Juges partout, justice nulle part ! »



1001 FAÇONS

6 mars 2004
Quand on veut, on peut
Un prisonnier de La Santé à Paris s'est évadé à l'aide d'un complice à moto . Il se trouvait dans le hall de l'hôpital Cochin pour un examen médical quand la moto a surgi , son conducteur menaçant de son pistolet le gardien. Les deux ont pris la fuite. Le 12 novembre, ce même détenu qui s'était fait rechoper sur un vol, s'est enfui à pied de la cour d'appel de Versailles en prétextant un passage aux toilettes. Le 19 novembre, à nouveau interpellé, il emmène les flics en mal de perquis' à un faux domicile et profite du fait qu'ils le démenottent pour s'échapper une nouvelle fois.

7 mars 2004
Prend le taulard et tire-toi.
A Brest, un fourgon pénitentiaire a été braqué par 3 hommes cagoulés et armés, qui prennent la fuite avec le prisonnier. Celui-ci avait prétexté une fracture au doigt pour aller à l'hôpital. Malheureusement, trois des fuyards, dont le détenu, ont été repris après une course-poursuite. Dans la soirée le quatrième courait toujours.

Fin mars 2004
Fumer rend libre.
Un jeune homme est convoqué au palais de justice de Grenoble pour apprendre que la procédure d'aménagement de peine dont il bénéficiait est suspendue et qu'il doit retourner en prison . Le juge lui demande d'attendre l'escorte de policiers qui doit l'emmener, mais accepte qu' il aille dans le couloir fumer une cigarette. Sans se douter que son client allait s'envoler en fumée...

En mai et juin dernier, des actions de solidarité avec les prisonnièrEs d'Action Directe ont eu lieu. Le 26 mai,une trentaine de personnes ont investi et mis un peu de désordre dans les locaux du conseil de l'ordre des médecins. Ces experts auxiliaires de police et de justice dans le maintien en détention des prisonniers malades ont également été mis sur la sellette lors de l'occupation du conseil de l'ordre de Paris. Du liquide rouge a été répandu, des banderoles réclamant la mise en liberté de Joelle Aubron, Nathalie Ménigon ainsi que des autres prisonniers d'AD ont été accrochées et des milliers de papillons de couleur proclamant " Peine de mort en prison = crime d'Etat" ont été jetés par les fenêtres. Toujours le 26 mai, des tracts ont été diffés et une banderole accrochée aux grilles du bureau local de l'ordre des médecins à Valence et un rassemblement avec banderoles, panneaux et tracts a eu lieu devant le consulat de France à Liège. Le 5 juin, à Auch une grande banderole a été accrochée entre les deux tours de la cathédrale ; elle portait l'inscription "solidaires des prisonniers en lutte. Liberté pour les 5 d'Action Directe". A Marseille, le 21 juin a eu lieu un rassemblement devant la préfecture. Voici par ailleurs un petit récit de ce qui a eu lieu à Toulouse à la même période : Au printemps 2004, la ville rose de Toulouse s'est mise à rougir. Petit à petit et de manière désordonnée, ses fontaines ont pris la couleur du sang, de nombreux édifices ont mystérieusement versé des larmes rougeâtres, ses piliers de pont sanguinolants en portent encore les traces. Traces de la misère et de la violence de l'état en son lieu de l'innommable et du terrible qu'est l'univers carcéral. Dans le même temps un texte fut collé, laissé à terre, sur des voitures et ailleurs.

30 mars 2004
Evasions au tribunal de Bobigny.
A quelques heures d'intervalle, deux hommes se sont évadés du palais de justice de Bobigny . Mercredi , en fin d'après-midi, un homme de 26 ans était entendu par le juge d'instruction. Profitant de ce que celui-ci téléphonait, l'homme a enjambé le bureau, bondi vers la fenêtre fermée et a sauté du premier étage. Quelques heures plus tard , un homme de 40 ans, qui devait être présenté à un juge, a profité de l'ouverture des portes de sa cellule et du couloir du dépôt, pour en sortir. Il aurait ensuite subtilisé les clés d'un gardien avant de se faufiler à travers les grilles jusqu'au tribunal lui-même, puis se serait échappé par la fenêtre d'une salle d'audience.



Comme un poisson dans l'eau
Le 26 juillet, un détenu réussit à s'évader de la centrale de Saint Martin de Ré en découpant un grillage puis en se dissimulant sous un camion de livraison. Après 48 heures de cavale, balancé par deux salauds, il est rattrapé en pleine mer par des gendarmes à la nage, en planche à voile et en zodiacs.

DE SE FAIRE LA BELLE

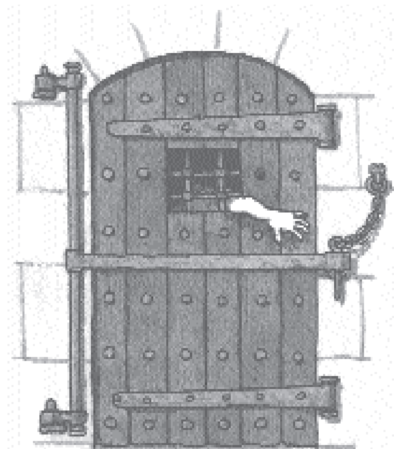
1er octobre 2004
Incendie au Centre éducatif fermé (CEF) de Lusigny (Allier).
Une jeune prisonnière a mis le feu au CEF pour mineurs délinquants où elle était enfermée. L'incendie a provoqué de nombreux dégats et rendu inhabitable le bâtiment. Ce centre était le premier de cette espèce, où peuvent être enfermés de très jeunes mineurs (dès 13 ans). Depuis son ouverture en mars 2003, de nombreuses fugues et bagarres y avaient eu lieu. La jeune incendiaire a été internée à l'hôpital psychiatrique, ses co-détenues ont été placées dans d'autres centres et le CEF de Lusigny n'est désormais plus en fonction.

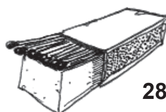
26 juillet
Action contre un constructeur de prisons (Paris)
Action de solidarité avec les prisonniers
"Quillery Batiment" est une filiale du groupe "Eiffage Construction". Ce groupe a déjà construit les six prisons de la zone ouest du programme "13000 places" en 1986, et a livré trois nouvelles prisons (Seysses-Toulouse, Avignon-Le Pontet et Lille-Séquedin) du "programme 4000 places" de 1996 ces deux dernières années. La nuit du 26 juillet, trois lourdes plaques de fonte ont volé et éclaté leur mur de verre (131 avenue de Choisy - Paris 13). Pendant qu'ils bâtissent de hauts murs qui cachent le soleil, notre rage s'aiguise dans l'ombre. Solidarité avec tous les prisonniers en lutte, ici et ailleurs.
Quelques gêneurs/euses.

ET D'ÊTRE SOLIDAIRES

30 août 2004
Ils ne chômaient pas
Un neveu et son oncle, métallurgistes à Metaleurop licenciés en 2003, ont été arrêtés pour des braquages dans le Nord-Pas-de-Calais : 6 banques et 2 stations-service. Ils ont préféré ça à la reconversion proposée : matons.

Opération "Coulisses du bâtiment" (portes ouvertes d'hôpitaux, écoles, taules et commicos)
Le week-end du 8/9 Octobre, l'entreprise Eiffage était fière de montrer jusqu' où va sa collaboration avec le pouvoir et la machine à enfermer. Cette pourriture d'entreprise a déjà construit les taules d'Avignon et de Seysses. A Sequedin, près de Lille, c'est une maison d'arrêt (pour femmes, hommes et mineurs) qu'elle faisait visiter... Visite groupée, comme au musée, avec un bâtard du bâtiment, tout content de montrer à quel point ils avaient "pensé à tout" pour éviter tout acte de révolte des taulards. A part quelques riverains dont la visite était la sortie du jour, on a pu voir une quinzaine de cars de collégiens... Au moins, ces profs s'affichent clairement comme acteurs de la peur et de la punition.
Allez tous vous faire foutre!





Science-fiction Itou, itou

« Où que nous portions notre regard, il rencontre inéluctablement les résultats du bordel semé par l'homme blanc : forêts et prés anéantis par ses pesants batifolages, nature entière polluée par son souffle nauséabond, mer, lacs, rivières souillées par son foutre chassieux. Ce coït ininterrompu lui a tellement évasé le chibre qu'il ne peut même plus le mettre au cul de sa propre planète et qu'il lui faut s'envoyer en l'air dans la lune. Et quand on en arrive là, à se faire taper dans la lune, on postule en première ligne à l'emploi de Fils-de-pute. Bien sûr, l'homme blanc a d'autres motivations (ou qualifications) mineures, telles que se faire téter l'os au passage, ou d'en venir aux mains avec sa propre pisse, qu'il tente à présent de rendre flatteuse au palais, puisqu'il n'y a rien d'autre buvable à bord. Mais le fond de l'affaire, la racine du problème, reste la bonne vieille routine sexuelle (fond de l'affaire qui pend d'ailleurs au fondement de l'homme-dans-la- lune ; on n'en est qu'au tout début !). Inutile de dire que les difficultés de l'homme noir prennent, elle aussi, racine dans la sexualité. Ou autrement dit, que l'amour qu'il porte à sa racine est la racine de son enfer. »

Rage noire Jim Thompson.

Ce texte aborde une critique de la science-fiction, pour montrer son rôle de propagande scientifique et sa valorisation d'un ordre du monde policier et militaire qu'elle fait passer en s'amusant, dans la tête des humains dès leur plus jeune âge. Pourtant qualifiée d'anticipation, la science-fiction résume plutôt l'ordre établi sur la planète. Sauf quand le cours de l'histoire fantastique, (la SF est une forme fantastique simplement dotée d'un alibi prétendu scientifique), continuera de nous faire réfléchir et toujours nous faire rêver. Quand la SF remet en question les composants « présupposés vitaux » de la réalité : la constance de l'espace, du temps, du pouvoir sous toutes ses formes. Quand elle a pu être malheureusement prémonitoire. Quand comme la série B, elle est kitsch ou carton-pâte et n'a aucune rigueur scientifique… Une autre Science-fiction qui a laissé des pamphlets à jamais contre ce monde.



Science-fiction ou, technologie-fiction,

«La science n'obéit qu'à ses fantasmes.Calculs et expérimentations ne seraient que des simulacres, oui mais elle ne doit pas le savoir ».Son fantasme est l'indispensable sérieux à lequel sa feinte la condamne. »

Savoir si la science-fiction s'inspire de la s
cience ou l'inverse est difficile. Certains auteurs de SF comme Willy Ley avec le succès de son livre, The conquest of Space de 1949, allaient jouer un rôle significatif dans la vulgarisation de l'Âge spatial. Willy Ley est aussi le frère du major SS Von Braun (concepteur des V2 allemand qui bombardèrent Londres depuis le continent) et tous deux se sont passionnés pour la propulsion à réaction responsable des succès spatiaux de l'URSS et gardent l'espoir, d'une conquête de la Lune. En attendant de pouvoir installer leurs pénates sur la lune (puisqu'il contribuera bien plus tard au projet Apollo), Von Braun « réfugié » aux USA avec d'autres collaborateurs nazis, vont aider les industriels et les scientifiques américains (qui n'ont jamais été en reste puisqu'au même moment ces derniers poursuivaient leurs travaux sur la bombe atomique) à imaginer la fabrication d'un arsenal nouveau incluant aussi bien, des missiles intercontinentaux que des navettes spatiales, tous pourvus de nouvelles armes de destructions massives, chimique, biologique ou nucléaire. Ce sera le grand projet « Star War », ériger un monument défensif (le système antimissiles), juste au cas où le monument offensif (le système de missiles) ne serait pas suffisant. Bush lors de son investiture relancera aussi le projet Guerre des Étoiles qui obsède l'industrie militaire des États-Unis depuis 60 ans et qui n'a d'astronomique que son coût.

La Guerre des Étoiles a laissé croire qu'elle impliquerait des combats se déroulant entièrement dans l'espace, loin des populations. Pourtant on connaît la suite, depuis, beaucoup d'humains sur terre en font les frais. La plupart des technologies lourdes (engins de communication, antibiotique et génétique, nucléaire, aéronautique, informatique) viennent de la Seconde Guerre mondiale. Certaines ont commencé à être étudiées avant, puis dans les camps de concentrations et étendues pour la recherche et la course au prestige technologique au monde entier.

En 1940, l'acteur Ronald Reagan, joue le rôle d'un agent du FBI dans un film sur une arme secrète, le Projecteur Inertia. Devenu président
quarante ans plus tard, certains observateurs ont cru déceler, lors d'un discours sur le projet antimissile, des réminiscences des dialogues du film. Du coup, le Dr Teller (père de la bombe H) allait enthousiasmer, Reagan avec ses recherches fumeuses sur le laser à rayon X.

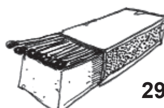
Depuis Jules Verne, beaucoup d'œuvres de SF semblaient constituer des réservoirs inépuisables d'imagination. L'Agence Spatiale Européenne en l'an 2000, a eu la géniale idée d'inviter la population à lui proposer des idées tirées de la science-fiction. Elle veut aussi financer, une équipe de scientifiques et d'historiens férus de SF. Leur mission est d'étudier dans tous les coins de la planète, d'éplucher les livres, les films et les illustrations fort nombreux, pour en sortir les technologies susceptibles d'être développées. Des idées de matériaux futuristes seraient déjà en chantier. Comme les fameuses nanotechnologies qui permettraient la miniaturisation pour la sempiternelle lutte contre le cancer ou des ascenseurs spatiaux (pour des aller-retours sur Mars). Mais encore une fois, ces découvertes ne vont marcher que dans les films et vont, de toute façon, nous retomber sur la gueule et servir à toutes autres choses.



En 2002, un astronome français Philippe Perrin a bénéficié d'un billet gratuit par la NASA pour faire coucou aux étoiles, en remerciement des services rendus par l'Agence Spatiale Européenne à la construction d'un satellite qui sera mis en orbite à plus de… 385 km de la Terre. L'espace a un intérêt scientifique nul, un rêve qui n'émerveille plus personne et n'a jamais débouché sur rien d'autre que des engins de télécommunication et de surveillance comme le Système Échelon en place depuis les années quatre-vingt, mais dont l'embryon date du début de la guerre froide. Il a été conçu de manière à interconnecter tous les systèmes d'écoute pour leur permettre de fonctionner comme « les composants d'un tout intégré ». Il est localisé à Menwill Hill en Angleterre et placé sous le contrôle direct de la NASA. Ainsi, chaque jour, interceptés par mots-clés, des millions de télécopies, de télex, de messages téléphoniques et électroniques du monde entier sont passés au crible.

Les utopistes montrent la technologie travaillant pour l'homme pendant que ces derniers vivent, enfin, sans entrave. Pour les apocalyptiques, les machines contraignent les hommes à l'esclavage ou pis, les détruisent. Georges Bataille a envisagé une troisième possibilité, la finalité de la technologie ne serait, ni l'utopie, ni l'apocalypse, mais tout simplement l'i-n-u-t-i-l-i-t-é. C'est valable pour toutes les technologies croulant sous les puces électroniques qui ne servent qu'à épater le consommateur et à nous faire haïr tous les jours un peu plus ces progrès. Comme le disait Swift, « Je déteste le monde parce que je deviens complètement impropre à y vivre ».
La recherche spatiale est un un fiasco qui, comme le nucléaire à qui elle est de près liée, risque de militariser la terre entière,et prend pâtée sur pâtée avec Appolo 13, Challenger et tous ses satellites écrasés qui ont oublié d'ouvrir leur parachute. Malgré tous ces bides, elle reste très tatillonne sur le secret défense. S'inquiètant pour la sonde Cassini qui flotte au-dessus de nos têtes avec 33 kg de plutonium 238 à bord et pourrait faire en s'écrasant 1 million de morts, une poignée de scientifiques est immédiatement mise au rencart. Pourtant il y a déjà eu un accident dans les années cinquante. Alors l'intimidation spatiale à la mode Armageddon peut nous faire doucement ricaner. Ariane fait de la Guyane un territoire ultra militarisée (comme toutes recherches spatiales) et provoque moult accidents notamment chez les techniciens de la base. Les informations concernant Ariane ne doivent surtout pas sortir de Guyane. Et les autochtones qui s'y sont essayés ont disparu au petit matin, comme dans XFile, pour un séjour en taule ou bien enlevés par des extra-terrestres.

La justification de la science et ses monstruosités ont toujours prôné l'urgence devant la situation. La Science-Fiction au moment de la Guerre Froide se fait propagande, dénonce aussi l'urgence : les dangers des machines ennemies, des bombes atomiques ennemies, des vilains ennemis communistes jaunes, rouges ou verts des différentes galaxies… Aujourd'hui encore bon nombre de films, de livres ressemblent aux avertissements que les parents donnent aux enfants « si tu fais ça, il va t'arriver ça ». Sous prétexte de nous protéger d'un terrible cataclysme scientifique ou « naturel », la nouvelle propagande du danger écologique, sert surtout à nous montrer comment nous serons protégés après une catastrophe : à très, très, grand renfort de militaires.
Certains nouveaux films de l'industrie cinématographique peuvent nous montrer une ville comme New York évacuée sans désordre par de vaillants militaires, machines à tuer de plus en plus performantes, qui sous leur costume de robocop seraient quand même des humains ! La préparation de l'arrivé du cyborg est aussi importante dans tous ces nouveaux films et permet de faire oublier que pour tout le monde la compression de l'espace organique et de l'espace machine est en marche. C'est le cadre qui se balade avec son ordinateur portable, l'ouvrier qu'on sonne pendant la pause avec son téléphone mobile. Avez-vous vu celui qui regarde un écran quand il tape « Yahoo » sans frémir? C'est bien le signe que Swift (1) n'était pas loin de la vérité. Malgré tous les massacres « La question du cyborg ne se pose pas en terme de mort, mais en terme de vie, de désir et de jeu. Du pacemaker aux lentilles de contact, la biotechnologie améliore le corps. Qui refuserait une technologie qui prolonge la vie, ou qui rende au corps ses fonctions normatives ? ». Les films de SF ont toujours eu visiblement pour but de faire accepter les applications d'une science à venir et de vendre les progrès technologiques. C'est pourquoi dans les films, le progrès se compte aux nombres de navettes

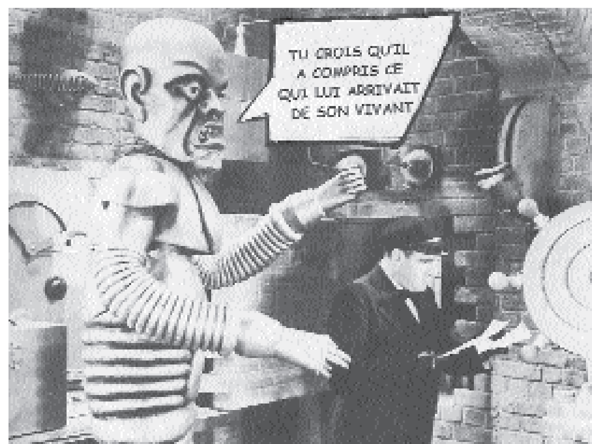


spatiales bourrées d'armes atomiques, de robots (hier) ou d'êtres génétiquement améliorés, de téléphones portables par individu (aujourd'hui). Exemples parmi tant d'autres, Terminator a été créé grâce aux nanotechnologies, à la mode Matrix, vivre dans une société informatisée, dans les périphéries du vide numérique, c'est vraiment fun !« La terreur de la fin pleine d'horreurs facilite l'acceptation des horreurs sans fin qui constituent le quotidien des êtres humains à travers la planète. » (2)
La planète court à sa propre fin. Cet argument apocalyptique mis en avant par les nouveaux sous-genres de la Science-Fiction comme le cyber-punk, le post apocalyptique à la mode Mad Max, est sous-estimer le pouvoir. Tout le monde flippe de ses effets qui sont à égalité avec une comète qui vient s'écraser sur la Terre et comme dans Edgar Allan Poe (3), les prévisions ne sont pas vraiment rassurantes : « les savants parlaient de très légères perturbations géologiques, d'altérations probables dans les climats et conséquemment dans la végétation, de la possibilité d'influences magnétiques et électriques ».
Pourtant pour pallier aux catastrophes, qui ne manquent pas et ne vont pas manquer d'arriver, le capitalisme va se mettre dans la situation bien cynique, comme toujours, de vendre les remèdes de sa propre pollution ou de les faire entrer dans le prix de revient de sa production. Alors que nous ne sommes en rien fautifs de leur merde, il va bien sûr falloir payer, au propre et au figuré. Et puisque tout le monde est au courant, fini l'insouciance, on va nous demander de plus en plus de collaborer (encore), puisque la science est un bien public (sic). Nous pourrons donc en débattre publiquement avec Bové, bien surveiller les étiquettes, bien trier nos déchets et prendre nos pilules d'iode. La question de savoir si on s'en sortira est bien loin pour l'instant de notre ressort et nous dépasse. Il n'y a pas d'issue ou d'endroit où déserter, de géniales alternatives que les écolos n'auraient pas encore pensées puis vendues. De toutes façons l'aliénation ne s'arrêtera pas aux catastrophes liées aux technologies. De plus, « on peut remarquer du reste, que les fins du monde sont très rarement décrites pour demain matin (et) il semble que cela provienne d'un désir formel chez l'homme de ne pas s'en aller tout seul, mais d'entraîner avec lui le monde entier ». Passons aussi le christianisme sous-jacent du jour où la terre explosera. Au cri alarmiste des curetons refoulés nous préférons le cri de Godzilla (4) contre les bombes atomiques : « Il n'y a jamais eu besoin de recourir à un déluge ou à une vengeance divine pour se débarrasser de la moitié de la planète ».

Dans le film Soleil Vert, à New York en 2022, avec la surpopulation, il est devenu impossible de se procurer de la nourriture. Les humains sont contraints de manger des substituts alimentaires. Charlton Heston découvre que le soylent green est fait de cadavres humains recyclés. L'homme a fini par absorber lui-même son excédent de population. Mais quand on voit les massacres de vaches folles par troupeaux et toutes les recherches sur « le vivant » comme les médicaments génétiques et les OGM, ce n'était pas la peine d'imaginer une catastrophe liée à la surpopulation pour nous faire avaler de la chair humaine ou d'autres substituts alimentaire. L'industrie alimentaire et celle de la médecine s'en chargent, juste pour faire d'avantage de profits.

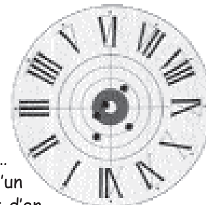
Dans la SF, sur les autres planètes, les types de sociétés proposées ne sont jamais vraiment différents d'un fonctionnement connu. Les enquêtes sont toujours menées dans les bas-fonds, là où les riches ne veulent pas regarder : « les criminels sont de très basses catégories, ils appartiennent au 25e niveau ». « Ce sont d'innombrables épopées d'agents secrets, d'aventuriers de l'espace encombrés de beautés fatales aux yeux rouges et aux cheveux verts(…). Venus de la terre, les super-mens font immanquablement surface au bon moment pour le triomphe du bien, de la justice et de l'ordre ». Si l'on y regarde de plus près la période des supers héros costumés des années quarante à cinquante rivalise de scénarios édifiants. Le papa de Flash Gordon dessinait des affiches de propagande pour l'armée Américaine. Et dixit Flash Gordon au retour de sa première mission : « Je me sens mieux, en utilisant ma super vitesse contre le crime. Je me sens utile à l'humanité. »
Superman permet aux classes moyennes de la crise de 1929, de s'identifier à ce super-héros qui en Clark Kent redevient le minable timoré. De cette façon il peut continuer, comme les flopées de costumés en collants qui suivront, à servir de modèle : défendre l'ordre en bon flic-citoyen. Mais c'est vrai que la bande des comics-books de Marvel était étroitement surveillée et censuré par le sévère comics-code. Les super-héros ont au moins le mérite, par leurs dessins virevoltants et par le biais du cinéma de série B, d'avoir fait rêver les générations d'enfants et de grands enfants que nous sommes, ce qui ne sera jamais le cas des (bien réels ceux-là) citoyens-flic à travers le monde qui nous donnerons toujours plus la gerbe.

De tous les côtés, le récit se pose immédiatement d'un point de vue politique, au sens ou l'ordre du monde est le fondement de toute politique. « On ne se pose jamais la question de savoir si l'ordre ne constituerait pas par hasard une agression violente envers l'humanité… ». Pourtant quand la S. F part en guerre contre le monde, avec une violence inouïe, elle peut prendre un autre aspect politique : devenir critique ou être visionnaire. Parfois, même sans en être consciente est née il y a fort longtemps « une certaine science-fiction impliquée dans les folies du monde. Utopistes enragés qui dessinent avec une acuité et une folie variable des univers délivrés des axiomes universels qui font encore courir la Terre selon un ordre que nous n'acceptons pas ». Les écrits, les dessins « les films rompant toutes attaches avec la logique admise, les notions du temps et de l'espace connus et les règles élémentaires de vie de survie identifiées révèlent infiniment plus une SF absolue que ceux qui sont groupés pourtant sous cette étiquette qui est unanimement élaborée en fonction de donnée acquises »

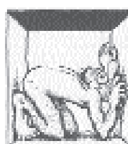




D'autres façons de tuer le temps,
« La ponctualité ne serait-ce pas, ne jamais arriver à la même heure?»

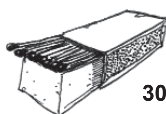


Le thème infiniment subversif du temps a donné lieu à de nombreux récits de SF. Dans l'œil était dans… De Henri Kuttner et Catherine L. Moore, (5) lorsqu'un homme est accusé d'un crime quelconque, il suffit d'envoyer dans le passé un appareil qui enregistre tous ses faits et gestes et de les rapporter aux juges d'instruction. Il n'est plus nécessaire d'espionner en permanence puisqu'on peut le faire après coup et seulement lorsque la nécessité s'en fait sentir, une économie considérable en homme. Quand on voit la place des portables dans les enquêtes et les arrestations, véritables micros ou balises, des empreintes génétiques, du déferlement des caméras de surveillance, on peut à coup sûr imaginer que les techniques policières se baseront sur la pression de l'arrestation après coup. Puisque nous risquons tous d'apparaître un jour dans l'un ou l'autre de leurs fichiers. Journal intime de Massimo Lajocomo (6) est d'une lucidité glaciale face au temps capitaliste. Tous les six mois, sous prétexte d'un danger d'épidémie, toute la population sauf la classe dirigeante, se voit administrer un vaccin qui fait perdre juste ce qu'il faut de mémoire, tous les 6 mois la vie recommence. Dans une fenêtre sur l'histoire T. L Sherred (7) invente une caméra-machine à remonter le temps. Son retentissement et son intervention sur le monde sont irrémédiable, Les faits historiques sont rétablis, il est devenu impossible de garder des secrets. Esykman décrit ces récits comme de l'anti-utopie. Ils ne laissent pas supposer les temps et les espaces différents de K. Dick (8) avec les pouvoirs qui arrêtent le temps, de Fedric. Brown (9) l'espace au lieu du temps.
l y a une foule de points communs entre le temps et l'espace, de l'inconscient, de l'amour, de la drogue ou de la S.F.« Le déblindage de toutes les contraintes secondaires occasionnées par l'alcool et la drogue favorise l'intrusion de relations différentes au monde à l'espace et au temps… Toujours dans le sens d'une ouverture au monde » (Baudelaire, de Quincey). Et non dans un temps toujours repoussé (après la vie, l'école, le travail). Le temps devient celui des Dieux, une heure égale un jour. La prise de drogue chez les auteurs de SF n'est d'ailleurs pas négligeable.



Cette dimension est vraiment trop nulle,
« Le pouvoir qui n'a jamais toléré le vide, n'a jamais pardonné aux territoires d'ultra ciel d'être des terrains vagues livrés à l'imagination. Depuis l'origine de la société de classe, on a toujours placé dans le ciel la source irréelle du pouvoir séparé. Quand l'État se justifiait religieusement, le ciel était inclus dans le temps de la religion ; aujourd'hui que l'État veut se justifier scientifiquement, le ciel est dans l'espace de la science. De Galilée à Wernher Von Braun, il n'y a qu'une question d'idéologie d'État ; la religion voulait conserver son temps, donc pas question de toucher à son espace. Le pouvoir doit rendre son espace illimité, devant l'impossibilité de prolonger son temps ». (L'IS 12)

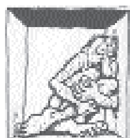
La SF peut avoir en commun avec les surréalistes un espace intérieur et extérieur qui s'agglutinent en quelque chose qui est l'intérieur et l'extérieur en même temps. « Le désir tord les coordonnées de l'espace en même temps qu'il supprime la distance (...) les déconstructions de l'espace entraînent (ou sont entraînées par) la toute puissance du désir". Le héros de la Jetée (10) voyage dans le temps par amour pour une femme entrevue. Witson, le héros d'Univers en folie n'a aucune raison de revenir sur le monde qu'il croyait être l'espace unique, la dimension unique. Les passages d'un monde à l'autre impliquent la subversion, mais elle est radicale quand le héros refuse de revenir à la situation antérieure ou ne peut pas y revenir. L'Homme qui rétrécit (11) se rend compte qu'il y a toujours un autre « infiniment plus petit » et qu'il restera toujours « un infiniment grand" par rapport à autre chose. Pour lui l'aventure ne fera toujours que commencer.
L'espace lui-même réduit à l'état de marchandises a un prix : la distance parcourue, le coût de l'espace vital qui peut être très, très, réduit et très laid. Notre espace est peut-être la destruction des vieux quartiers, remplacés par les cucubes des architectes. Pourtant défendre les vieux quartiers aujourd'hui revient à défendre la survie des Indiens déjà dans la réserve. C'est un peu tard. Nos désirs d'espaces sont les transferts, la lévitation la téléportation et surtout, surtout, la machine à zapper qui envoie les gêneurs ailleurs.





Give me merchandising or give me death,
« Pauvres robots, on vous traite comme des humains »

Bon nombre de récits d'anticipation content la démission de l'homme et d'une relève par des chiens (pour Simak) (12), des robots, des androïdes le plus souvent, (pour K. Dick), des mutants (pour Van Voght) (13) ou même des enfants, (dans Demain les mômes) (14). Mais bien-entendu cela ne se fait pas sans casse, les maîtres et leurs zélés serviteurs ne les laissent jamais faire. Derrière ses luttes pour survivre, se dessine bien évidemment une bataille pour l'égalité réelle pour tous les êtres vivants, plantes et animaux compris.



Martiens-chamards,
« Cela va t-il tout à fait bien chez vous ? »

Dans Voulez-vous parler avec moi ? R. Shekley (15), auteur à l'humour grinçant, dénonce le racisme et la colonisation via ses experts en communication linguistique. Leur rôle est de favoriser l'échange de marchandises, ce que ferait la NASA en premier si jamais elle découvrait des extra-terrestres. Cette fois-ci l'expert s'aperçoit qu'il ne pourra jamais traduire la langue des extra-terrestres défiant toutes les linguistiques. Dans Le Nom du monde est forêt d'Ursula Le Guin (16), l'anthropologue chargé de correspondre avec les « sauvages » de la planète prend parti contre leurs exploitations et leurs massacres par les humains. Dans Martiens go home de F. Brown (17), « on voit mal comment le mode de présence des martiens peut ne pas être apparenté à la toute puissance du désir (...) de leurs facultés et activités impertinentes ». Les Petits hommes verts n'ont aucun égard pour la réalité, toutes les barrières, les frontières, les tabous sont bafoués. Ils font irruption partout, il n'y a plus de secret-défense possible. Ils sont cyniques, ils ne mangent pas, ne dorment pas, ils sont invulnérables, se ressemblent tous. Ils ne distinguent pas les individus, appellent tout le monde, Chouquette ou Toto… En bref ils foutent un gros bordel et ce sont les humains et tous les dirigeants qui en deviennent verts.



Le mariage et le concubinage rendent con,
« On est bien ! On est bien ! On est bien !.. »
(Paradis pour tous)

Les illustrations ou les films de SF ont été un alibi pour montrer moult femmes et hommes en minijupe avant l'heure. Ils banalisent ainsi les choses un peu plus que bien d'autres. Les institutions qui bornent la sexualité asservie à la perpétuation de l'espèce sont la constance dans tous les récits fantastiques. Les êtres qui s'éparpillent sans souci de reproduction sont rares dans la SF. Dans Drôle de sauna, G Baxt (18) unit le détective et l'assassin.
Dans un Autre monde et Le monde des variants (19) Rosny invente un univers ou la bisexualité est réversible, les formes sont mouvantes. C'est aussi le cas des héros de La main gauche de la nuit d'Ursula Le Guin (20). Des récits comme Bonne nuit Sophia de Lino Albani (21) où la répression condamne les actes sexuels et les remplace par l'Orinofilm sont bien proches encore une fois de la réalité.La SF a mis en scène de nombreuses histoires d'amour fou entre des monstres et des humains et des monstres, comme par exemple dans Frankeinstein ou La Poupée sanglante de Gaston Leroux. Pour montrer par ce prisme qu'à chaque fois la frontière entre le monstre et le normal est bien floue. D'autres héros se meuvent à l'intérieur d'un monde où l'amour est interdit comme dans THX 11 38 où l'humanité vit sous terre, crânes rasés vêtuent de combinaisons blanches. La reproduction s'opère en laboratoire. Mais un mâle THX 11 38 et une femelle LUH s'aiment et font l'amour. Ils vont être poursuivis par des personnages qui créent un climat de terreur plus efficace que la vision de monstres. Seul l'homme s'en sortira. Dans toutes ces histoires, l'amour est rendu impossible, car le plus important est d'avoir lutté une journée, une seconde pour qu'il soit vraiment intense.

« Lewis Mumford montre que la plupart des utopistes classiques (...) propose comme avenir idéal, une intensification du modèle occidental en voie de développement, avec sa mécanisation aveugle et sa discipline généralisée (...) Types de société solidement installés au xxe siècle et théoriquement dépassés ». Ce n'est pas étonnant que dans le 1984 d'Orwell ou l'Oméga de Shekley où les appareils répressifs de la société sont décuplés dans la majorité des domaines : lois, guerre, média, langage, sexe…, on peut voir la réalité dépasser la fiction. Car c'est bien ici la finalité suprême vers laquelle tendent les démocraties occidentales qui sont décrites. Du coup, il aurait été préférable pour nous qu'Orwell et Shekley se gourent.

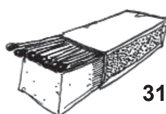
Les vrais génies de la science-fiction sont comme pour le reste « ceux qui n'appartiennent à aucune époque, font fi des impératifs de la mode ». Exemples parmi tant d'autres, « Frankeinstein fut un chef-d'œuvre, le premier en date, des très grands films américains dont le titre s'inscrit en lettre de feu dans l'histoire du cinéma de la peur ». Ed Wood sera toujours préférable à la rigueur scientifique d'une certaine SF à 2001 l'Odyssée de l'espace. Les explorations de Mars ne sont pas nécessaires, les créatures vampire de Gustave le Rouge suffisent amplement. La science du crime de Mabuse et la magie du Docteur Lo sont plus captivantes que celle des scientifiques. Crumb avec ses visions sarcastiques des cités de l'avenir, comme réponse au système et aux angoisses,est vraiment tordant et aussi quand il préfère le monde des fantômes et le désespoir. La BD Underground est différente, ses cases comme dans Mad, remplies d'objets inutiles, ridiculisant les forces de l'ordre. Ses Super-héros qui exterminent les méchants et tuent au passage des paquets d'innocents. Il ne suffit pas de renverser les rôles et les Marx Brothers ou Tex Avery l'ont bien compris quand leurs folies furieuses nous entraînent et ce n'est pas coutume, hors de l'écran

Mélora.



Bibliographie :
La science-fiction au cinéma, J. P Bouyxou, 10.18 (1971).
Science-fiction et capitalisme, critique de la position de désir de la science, Boris Esykman, PUF (1975).
Encyclopédie de l'Utopie et de la science fiction, Pierre Versins, l'âge d'homme (1972)
La bande dessinée de Science-fiction Américaine, Boris Esykman et Daniel Riche Paris Albin Michel (1976)
(1) Swift dans les voyages de Gulliver, Œuvres, Pléiade, 1977.
« Nous ne pouvions soupçonner, en revanche, que l'histoire nous réservait cette ironie : inscrire sur le fronton du premier portail Internet l'exclamation « Yahoo ! », cri d'exultation et de ralliement d'une nouvelle race de yuppie et « langue universelle sur le net », comme le proclame une publicité qui ne croit pas si bien dire. « Yahoo », Jonathan Swift l'avait forgé au terme d'une savante alchimie du verbe pour évoquer la barbarie que la société civilisée couve et qu'elle fait éclore à volonté. » Louis Janover, Thermidor mon amour, Les pieds dans le plat (Paris-Méditerranée)
(2) dixit un ami
(3) Conversation d'Eiros avec Charmion, Edgar Poe (1839)
(4) Godzilla, film de Inoshiro Honda (Japon 1954).
(5) Kuttner et Moore (?)
(6) IL Diaro, Massimo Lajocomo, Fiction Spécial n° 6 (Italie 1964).
(7) E. for effort, T. L Sherred Fiction Spécial N°9 (Usa 1966)
(8) Ubik, K. Dick, J'ai lu SF (Usa 1964)
(9) What mad univers, Fedric Brown, Présence du futur (Usa 1949).
(10) La Jetée, film de Chris Marker (fr 1963)
(11) l'homme qui rétrécit, film de Jack Arnold, sc de Richard Matheson (Usa 1957).
(12) Demain les chiens, Simack. Écrit en 1952 évoque déjà les OGM. J'ai lu (Usa 1952).
(13) A la poursuite des Sloans, de Van Voght J'ai lu (Usa 1979).
(14) Demain les mômes, film d'anticipation de Jean Pourtalé (fr 1975)
(15) Voulez vous parler avec moi ? R.Shekley (recueil de nouvelles ?).
(16) Le Nom du Monde est Forêt, Ursula Le Guin, Pocket SF (Usa 1972).
(17) Martien go home, F. Brown, Folio SF (Usa 1955).
(18) Rosny (?)
(19)) Drôle de Sauna, G. Baxt Gallimard (Usa 1967).
(20) La main gauche de la nuit, Ursula Le Guin Pocket SF (Usa 1969).
(21) Buona notte Sofia, Lino Albani, Fiction Spécial n° 6 (Italie 1963)

L'horreur à portée de main. le 16 Mars dans la prison des Baumettes, à Marseille, un pistolet électrique « Taser » a été utilisé contre une détenue. Le 12 septembre 2004, il était utilisé par la BAC pour la première fois, à Lyon. Débarquée des Etats-Unis – où elle est régulièrement utilisée, tout comme au Canada - cette arme - en vente dans les armureries depuis quelques années déjà - projette deux aiguilles, deux sortes d'électrodes, dans le corps. Les fils déchargent alors 50 000 Volts, un véritable électro-choc à vous sécher par terre. Pourtant, Antoine Di Zazzo, distributeur exclusif du Taser France, assure que « quand les aiguilles touchent la peau, ça fait une petite piqûre d'abeille. » Il a déjà vendu une dizaine de ces armes du troisième millénaire au Raid, et en a « prêté » une quarantaine aux brigades anti-criminalité françaises de Lyon, des Yvelines, de Seine-St-Denis et des Alpes Maritimes. On connaît déjà l'usage qu'ils font du flash-ball, aucun doute sur celui qui sera fait de ce nouvel engin.



BALLADE DU RODEUR DES CHAMPS

Nul ne peut dire où je juche :
Je n'ai ni lit ni hamac.
Je ne connais d'autre huche
Si ce n'est mon estomac.
Mais j'ai planté mon bivac
Dans le pays de maraude,
Où sans lois, sans droits, sans trac,
Je suis le bon gueux qui rôde.

Le loup poursuivi débuche.
Quand la faim me poursuit, crac !
Aux œufs je tends une embûche ;
Les poules font cotcodac
Et pondent dans mon bissac.
Puis dans une cave en fraude
Je vois vin, cidre ou cognac.
Je suis le bon gueux qui rôde.



Quand j'ai sifflé litre ou cruche,
Ma cervelle est en mic-mac ;
Bourdonnant comme une ruche,
Mon sang fait tic-tac tic-tac.
Alors je descends au bac
Où chante quelque faraude
Qui me prend pour son verrac.
Je suis le bon gueux qui rôde.

ENVOI

Prince au cul bleu comme un lac,
Cogne dont l'œil me taraude,
Pique des deux, va ! Clic, clac !
Je suis le bon gueux qui rôde.

JEAN RICHEPIN (1849-1926)
La chanson des gueux



Vidange provisoire — 21ter rue Voltaire — 75 011 Paris

VIDANGE n'est pas un collectif.
Le contenu est le reflet des différentes individualités qui y participent



LES RFID, La croisée des ondes.

- Liste d'entreprises intégrant la technologie RFID

3M, Abbey National, AGF, Agirc, Agpm, Ahold, Akzo NobelL, Air Liquide, Alcatel, Alfi, Alinea (Groupe Auchan), Allflex, Alliance Santé, Allibert, Alstom, Altadis, American Express, Andromede, ANPE, Armand Thiery, Armée Française, Astrium, ATAC, Audemars, Aventis Pasteur, Avisium, Axa, Banque de France, Banque Populaire, Banque San Paolo, Banque Worms, Barclays Banque, Beijing Global, BHV, BNC, BNP Paribas, Bouygues Telecom, Bulgari, Caisse d'épargne, Caisse des dépôts et consignations, Campofrio, Cardif, Carrefour, Carso, Cartier, Casino, CAT, Caval, Ccf-Hsbc, CE Marshall, Cedicam, Cegetel, Central Labo Europe, Cereol, Cgea, Cgu France, ChampionChip, Cic, Clarins, Club Med, CNES, C.N.P, CNRS-CEPE, Coface, Crédit Agricole, Credit Du Nord, Credit Foncier De France, Credit Lyonnais, Credit Mutuel, Danone, Danzas, Dassault, DCX, Degremont, Delhaize Le Lion, Dexia, Dexit, DGA, EDF, Elis, Elyo, EM Microelectronic Marin, Epecom, Essilor, Etica, Euro Disney, Europcar, Exxon Mobil, Faurecia, Fiat, Figleaves, Fimagest, Financo, Finaref, FNAC, Ford, Fortis, FortressGB, Française des Jeux; France Telecom, Gan-Groupama, Gap, Ge Capital Assurances, Generale Des Eaux, Generali, Geodis, Gesimpex, Gic, Giraud Logistics, Groupama, Groupe Andre, Groupe Cri, Groupe Mederic, Gtie, Hemis, Henkel-Ecolab, HID, Honda, Hubwoo, HUF, Inside, Jardiland, JMD, Johnson Control, Kronenbourg, La Poste, La Redoute, Lactalis, Lafarge, Lancel, Land Transport Authority, Leclerc, Lekkerland, Lloydspharmacy, Logitaine, Logline, Loréal, Lvmh, M&S, Mairie de Paris, Majorlink, Manpower, Mars, Matra, Mc Donalds, Mestdagh, Michelin, Miele, Migros, Ministère de l'Intérieur, Natexis, Niedermeyer, Nestle, Noos, OmniTek, Oopurse, Opteor, Otis, Pechiney, Pirelli, Plastic Omnium, Portes Du Soleil, Prada, Predica, Primagaz, Psa Peugeot Citroen, Quadratec, Quadrivium, Raja, Ratp, Renault, Rhodia, Rivolier, Saint Gobain, Saint Louis Sucre, Sanacorp, Sanofi- Synthelabo, Schlumberger, Schneider, Secom, Senoble, Sidep, Siemens VDO, Singapore Technologies, Smart & Final, Smurfit, Sncf, Societe Generale, Sofinco, Sogenal, Spie Batignolles, Suez, Supermarchés Match, Supratec, Système U, Tasq, TEC Toshiba, Tesco, Thales, Thomson, Top Office (Groupe Auchan), Total Fina Elf, Totalgaz, Toyota, Tracetel, Uniconsult, Universal, Valeo, Ucb, US Navy, Usinor, Vivendi, Walt Disney, Yves Rocher, Zebra,

- Liste d'entreprises proposant des solutions RFID, en France

Acceliis, 2 les prés du Mouchet, 07130 Toulaud
Adcc - Automatic Data-Capture Conseil, 13, rue Leconte de Lisle, 75016 PARIS
Adelante, 93, rue Magenta, 92600 Asnières sur seine
Aldata Solution S.A. (consortium formé par A3dis, Aldata, Cipam, Sun et Valfori), 37 rue du Colonel Pierre Avia, 75015 Paris
ASK-, 15 traverse des Brucs, BP337, 06906 Sophia-Antipolis
Athelia, 17 route de la Reine, 92517 Boulogne-Billancourt
Axway (filiale de Sopra Group), 26, rue des Pavillons, 92807 Puteaux
Balogh, 189 Rue d'Aubervilliers, CP 97, 75886 Paris cdx 18
Bizerba France, 50, rue de Malacombe BP 90, 38291 St Quentin Fallavier
CCL Package Label SNC, 20 avenue Arago, 91385 Chilly Mazarin cedex
Eticoncept, 9 avenue du Canada, 91940 Les Ulis
Hardis Sas Cityparc, 34, rue des Tuileries, 38170 Seyssinet-Pariset Cedex
IER Division RFID, 3, rue S. de Rothschild, 92 150 Suresnes
Inside Contactless S.A, 11 A Parc Club du Golf, 13856 Aix en Provence
Intercode / Spacecode, 12 rue des petits ruisseaux, 91370 Verrières le Buisson
MadSoft, 7 Chemin de Vaubesnard, 91410 Dourdan
Maintag SAS, Immeuble Seine Première, bat E, 32-36 avenue S. Allende, 93800 Epinay sur Seine
Microsoft Em Ea, Cur Défense Tour B, La Défense 4, 100, esplanade du général de Gaulle, 92932 Paris La Défense Cédex
Ordirope, 2 Quai Du Commerce, 69009 Lyon
Seeburger, 120 rue Jean Jaurès, 92300 Levallois
STMicroelectronics SA, 29 Boulevard Romain Rolland, 75669 Parsi Cedex 14
Sun Microsystems France, 13, avenue Morane Saulnier, 78142 Velizy Cedex
Tagsys, 180 Chemin de Saint Lambert, 13821 La Penne sur Huveaune
Texas Instruments France, 8/10 Avenue Morane Saulnier, B. P. 67, 78141 Vélizy-Villacoublay cedex
Tracetel, 359 rue Fourny, ZI BP 241, 78532, Buc Cedex
Unilog Management, 37, rue du Rocher, 75378 Paris Cedex 08

- Leaders mondiaux

ADSX VeriChip (a déjà des distributeurs en UK, Espagne, Russie - pour l'Europe), Matrics, Texas Instrument, Intermec Technologies (filiale de Unova), Siemens, Gemplus (français)…
Un centre IBM est basé à Nice pour développer cette technologie (lecteurs, logiciels…).